

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/34394]

**24 NOVEMBRE 2021. — Décret modifiant le décret du 6 mai 2019
relatif à la délinquance environnementale et divers autres décrets (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications apportées au décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale*

Article 1^{er}. Dans l'article D.138 de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, remplacé par le décret du 6 mai 2019, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La présente partie comporte les dispositions de surveillance, de contrainte et de sanctions nécessaires à l'application des lois et décrets suivants, ainsi que de leurs arrêtés d'exécution :

- 1° la loi du 28 février 1882 sur la chasse ;
- 2° la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;
- 3° la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;
- 4° la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;
- 5° le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils ;
- 6° le décret du 7 juillet 1988 des mines ;
- 7° le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;
- 8° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 9° le Code de l'Environnement, en ce compris le Livre I^{er} et le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;
- 10° le Code forestier ;
- 11° le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires ;
- 12° le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture ;
- 13° le décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone ;
- 14° le Code wallon de l'Agriculture ;
- 15° le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ;
- 16° le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;
- 17° le Code wallon du Bien-être des animaux ;
- 18° le décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules ;
- 19° le décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur ;
- 20° le décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- 21° le décret du 20 mai 2020 relatif à l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. ».

Art. 2. Dans le titre I^{er} de la partie VIII du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, l'intitulé du chapitre II est complété avec les mots « et computation des délais ».

Art. 3. A l'article D.141 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :
« 1° l'Administration : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ; » ;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :
« 2° l'agent constatateur : l'agent statutaire ou contractuel désigné en vertu des articles D.146, D.149 et D.152 pour surveiller et contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138, rechercher et constater les infractions en vertu de la présente partie ; » ;
- 3° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « une information communiquée oralement ou par écrit » sont remplacés par les mots « une information orale confirmée par écrit ou directement écrite communiquée par un agent constatateur » ;
- 4° à l'alinéa 1^{er}, 5°, le mot « tiers » est remplacé par les mots « agent statutaire ou contractuel, ou toute personne, dépendant d'une autorité publique belge » ;
- 5° à l'alinéa 1^{er}, 5°, le mot « auxquels » est remplacé par le mot « auquel » ;
- 6° à l'alinéa 1^{er}, le 7° est complété par les mots « en ce compris les infractions déclassées » ;
- 7° à l'alinéa 1^{er}, le 8° est remplacé par ce qui suit :
« 8° une infraction déclassée : toute infraction, à l'exception des infractions classées en première catégorie, reprise dans une liste établie par le Gouvernement en vertu de l'article D.192 qui peut exclusivement faire l'objet de poursuites administratives ; » ;
- 8° à l'alinéa 1^{er}, 9°, les mots « de l'article D.185 » sont remplacés par les mots « du chapitre III du Titre V » ;

9° à l'alinéa 1^{er}, 9°, les mots « destinées à faire cesser l'infraction et » sont insérés entre les mots « en vertu de l'article D.201, » et les mots « consistant à rétablir » ;

10° à l'alinéa 1^{er}, 9°, les mots « à atténuer ces conséquences » sont remplacés par les mots « à en atténuer les conséquences de l'infraction » ;

11° à l'alinéa 1^{er}, au 10°, les mots « l'ensemble des mesures de sécurité » sont remplacés par les mots « l'ensemble des mesures ordonnées par un Bourgmestre ou un agent constatateur en vertu de l'article D.169 » ;

12° à l'alinéa 1^{er}, le 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° la récidive : l'état dans lequel une personne se trouve lorsque, précédemment condamnée pénalement ou sanctionnée administrativement pour une infraction à l'une des législations reprises à l'article D.138, elle commet, dans un délai de cinq ans à compter de la condamnation pénale ou administrative respectivement coulée en force de chose jugée ou décidée, une nouvelle infraction à la même législation ; » ;

13° à l'alinéa 1^{er}, le 12° est complété par quatre tirets rédigés comme suit :

« - la suppression des risques de pollution engendrée par le site ayant fait l'objet de l'infraction ou ayant subi les conséquences de cette infraction ;

- pour les infractions prévues par le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, la mise en oeuvre de toute action permettant le respect des obligations découlant de l'article 19 du même décret ;

- pour les infractions prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'ensemble des opérations en vue de la réintégration de l'établissement dans l'environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel ou en vue de la suppression des risques de pollution engendrée par le site ayant fait l'objet de l'infraction ou ayant subi les conséquences de cette infraction ;

- pour les infractions prévues par le Code wallon du Bien-être des animaux qui peuvent faire l'objet d'une régularisation, l'ensemble des opérations envisagées en vue de mettre la situation visée par les faits infractionnels en situation de conformité par rapport aux dispositions du même Code et de ses arrêtés d'exécution ; » ;

14° l'alinéa 1^{er} est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° l'expert technique : toute personne, requise par un agent constatateur ou un fonctionnaire sanctionnateur, présumée capable, par son art, sa formation, son diplôme ou sa profession, d'apprécier la nature et les circonstances d'un événement potentiellement infractionnel et d'éclairer un agent constatateur ou un fonctionnaire sanctionnateur de ce sujet dans le cadre de l'exercice de ses missions dévolues par la présente partie. » ;

15° l'alinéa 2 est abrogé ;

16° l'article composé d'un alinéa unique tel que modifié dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er} est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Sans préjudice d'une règle particulière en matière de computation des délais prescrite directement au sein d'un article, les délais prévus dans la présente partie prennent cours le lendemain de la date de la réception de la pièce à compter de laquelle il est prévu que le délai commence à courir.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour accomplir un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable suivant.

La pièce envoyée est considérée comme étant reçue à une date certaine lorsque la date de sa réception peut être prouvée et lorsqu'elle revêt une des formes suivantes :

- 1° le recommandé postal avec accusé de réception ;
- 2° le courriel daté et signé électroniquement, avec accusé de réception ;
- 3° les envois par des sociétés privées contre accusé de réception ;
- 4° le dépôt d'un acte contre récépissé daté ;
- 5° tout autre moyen déterminé par le Gouvernement. ».

Art. 4. A l'article D.142 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « la surveillance, » sont insérés entre les mots « de manière uniforme » et les mots « la recherche » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « Avant son adoption, le Gouvernement transmet le projet de stratégie au Parlement pour présentation et débat. » sont abrogés ;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, les mots « la surveillance, à » sont insérés entre les mots « la plus grande contribution possible à » et les mots « la recherche » ;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, le 2° est complété par les mots « notamment dans le cadre de la stratégie » ;

5° au paragraphe 2, l'alinéa 4 est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° l'élaboration ou la mise à jour d'un cadastre des agents constatateurs régionaux et communaux ;

7° la mise en oeuvre d'un plan de communication à destination des citoyens relatif notamment aux actions menées en matière de lutte contre la délinquance environnementale, aux types de sanctions et aux mesures de réparation. » ;

6° au paragraphe 2, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Préalablement à son adoption définitive par le Gouvernement, le projet de stratégie wallonne de politique répressive environnementale est soumis pour avis à remettre dans les quarante-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet au moins :

1° au pôle « Environnement » et au pôle « Ruralité » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ;

2° au Collège des Procureurs généraux ;

3° à l'Union des Villes et Communes de Wallonie ;

4° aux représentants de la police fédérale et locale ;

5° au Conseil wallon du bien-être des animaux.

Le projet de stratégie wallonne de politique répressive environnementale ainsi que les avis reçus sont présentés ensuite pour débat au Parlement. ».

Art. 5. A l'article D.143 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour assurer la mise en oeuvre coordonnée de la politique répressive environnementale visée à l'article D.142, le service ou l'organisme désigné par le Gouvernement se réunit, au moins deux fois par an, avec :

- 1° les parquets des différents ressorts des Cours d'appel et arrondissements judiciaires ;
- 2° les représentants de la police fédérale et locale ;
- 3° les représentants de l'Union des Villes et Communes de Wallonie ;
- 4° les personnes désignées par le Gouvernement. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, la phrase « Le Gouvernement conclut, avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie, un protocole de collaboration visant à coordonner la politique répressive visée à l'article D.142 » est remplacée par la phrase « Le Gouvernement élabore, avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie, un protocole de collaboration visant à coordonner la politique répressive visée à l'article D.142, et puis le soumet à l'adoption des communes » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « notamment » est inséré entre les mots « Ce protocole porte » et les mots « sur la collaboration ».

Art. 6. A l'article D.144 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par ce qui suit :

« Le fichier central est institué sous la forme d'une plateforme électronique dont l'accès est strictement réservé aux personnes visées au paragraphe 2. Ce fichier central recense, pour chaque contrevenant identifié suite à la constatation d'un fait infractionnel visé par la présente partie, les différents actes, décisions ou documents visés à l'alinéa 3 produits dans le cadre de la répression des infractions environnementales. De manière à préserver le processus d'enquête, le Procureur du Roi peut, d'initiative ou sur demande d'un agent, identifier des contenus qui sont rendus, selon les modalités déterminées par le Gouvernement et pour la durée déterminée par le Procureur du Roi, inaccessibles aux autres personnes que celles qu'il détermine. Il en va de même s'agissant du Fonctionnaire sanctionnateur lorsqu'il exerce l'action administrative. Ainsi, le Fonctionnaire sanctionnateur peut, d'initiative ou sur demande d'un agent, identifier des contenus qui sont rendus, selon les modalités déterminées par le Gouvernement et pour la durée déterminée par le Fonctionnaire sanctionnateur, inaccessibles aux autres personnes que celles qu'il détermine.

Ce fichier central comprend :

- 1° les procès-verbaux et avertissements écrits dressés en vertu de la présente partie ;
- 2° les mesures de sécurité et de contraintes prises à l'égard des contrevenants en vertu du chapitre IV du titre III ;
- 3° les propositions de perception immédiate formulées aux contrevenants par les agents constatateurs en vertu de l'article D.174, et leur suivi ;
- 4° les mesures de remise en état demandées dans le cadre d'une perception immédiate par les agents constatateurs ;
- 5° la mention de la régularisation d'une situation infractionnelle suite à un avertissement ou à une mesure de sécurité ou de contrainte prononcée ;
- 6° la décision du Ministère public visée à l'article D.166 ;
- 7° les propositions de transactions formulées aux contrevenants par les Procureurs du Roi, et leur suivi ;
- 8° les jugements et arrêts rendus par les cours et tribunaux ayant autorité de chose jugée ;
- 9° les propositions de transactions formulées aux contrevenants par les Fonctionnaires sanctionnateurs en vertu de l'article D.173, et leur suivi ;
- 10° les décisions des Fonctionnaires sanctionnateurs ayant autorité de chose décidée ;
- 11° la mention des mesures prises pour l'exécution des décisions rendues soit par les cours et tribunaux, soit par un fonctionnaire sanctionnateur.

Par dérogation à l'alinéa 3, 1°, les procès-verbaux finalement considérés comme étant erronés sont retirés, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, du fichier central par le responsable du traitement ou son délégué. Le Gouvernement définit ce qu'il y a lieu d'entendre par procès-verbaux considérés comme erronés.

La mention des infractions, ainsi que les points y relatifs, sont effacés automatiquement dix ans à compter du lendemain du classement sans suite ou du lendemain du jour où la décision rendue, soit par les cours et tribunaux ou soit par un fonctionnaire sanctionnateur, a été considérée comme étant exécutée. Le Gouvernement détermine les modalités de cet effacement. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ayant la qualité d'officier de police judiciaire » sont remplacés par les mots « chargés de missions de police judiciaire » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « les fonctionnaires de police » sont remplacés par les mots « tout membre du cadre opérationnel de la Police fédérale et de la Police locale » ;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut rendre le fichier central accessible à d'autres personnes qu'il désigne pour autant que celles-ci interviennent en support administratif à des personnes directement habilitées. Dans ce cas, il détermine les modalités d'accès de ces personnes. » ;

5° au paragraphe 2, il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, en vue de la détention d'un animal, toute personne peut solliciter auprès de l'administration communale un extrait du fichier central permettant d'établir qu'elle n'est pas visée par une interdiction de détention d'un animal ou d'un retrait de permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être des animaux ordonnés par un juge ou un fonctionnaire sanctionnateur conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199. Cet extrait du fichier central, dont le contenu et la portée sont déterminés par le Gouvernement, a pour finalité spécifique de répondre à la demande des commerces, refuges et élevages d'animaux de

compagnie formulée dans le cadre de l'article D.46 du Code wallon du Bien-être des animaux visant à vérifier la capacité juridique de la personne à pouvoir détenir un animal conformément à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être des animaux. » ;

6° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « selon les modalités déterminées par le Gouvernement » ;

7° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En application de l'alinéa 2, 6°, le Gouvernement détermine les modalités et conditions permettant l'exercice du droit d'accès aux données et du droit de rectification de celles-ci. » ;

8° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 7. A l'article D.144 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, le paragraphe 1^{er} est complété par un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 5, la mention des infractions de quatrième catégorie, ainsi que les points y relatifs, sont effacés automatiquement trois ans à compter du lendemain du classement sans suite ou du lendemain du jour où la décision rendue, soit par les cours et tribunaux ou soit par un fonctionnaire sanctionnateur, a été considérée comme étant exécutée. Lorsque la mention des infractions de quatrième catégorie, ainsi que les points y relatifs est concomitante avec la mention d'une ou plusieurs infractions d'autre catégorie, l'alinéa 5 s'applique. ».

Art. 8. A l'article D.145 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, les mots « 3°, » sont abrogés ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° les membres du cadre opérationnel de la Police fédérale et de la Police locale pour les contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 1°, 2°, 3°, 5° et 11° » ;

3° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le protocole contient au minimum les modalités relatives :

1° à la fourniture, actualisée selon la périodicité convenue, des contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3 ;

2° aux dispositions à respecter, notamment en termes de confidentialité et de respect du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

3° aux mesures techniques et organisationnelles appropriées visant à garantir un niveau de sécurité adapté aux risques en ce compris notamment la traçabilité des consultations effectuées, l'enregistrement de l'identité de l'utilisateur ayant accédé au fichier central, les données qui ont été consultées, la manière dont ces données ont été consultées, à savoir en lecture ou pour modification, et la date et l'heure de la consultation ;

4° les modalités et procédures de rectification des données ;

5° l'engagement par la source de référence de fournir, au service ou à l'organisme désigné par le Gouvernement, les données suivant les procédures et standards techniques et informatiques. ».

Art. 9. A l'article D.146 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « fonctionnaires de police » sont remplacés par les mots « autres agents chargés de missions de police judiciaire et aux membres de la police fédérale et de la police locale » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « , en qualité d'agents de police judiciaire, » sont insérés entre les mots « le Gouvernement désigne » et les mots « les agents constatateurs régionaux » ;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« Ces agents constatateurs n'ont subi aucune condamnation pénale du chef d'un crime, d'un délit ou d'une infraction de première ou deuxième catégorie au sens de la présente partie. » ;

4° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est complété par les mots « , le cas échéant différenciés en fonction des missions spécifiques des agents constatateurs. » ;

5° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ayant la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi » sont remplacés par les mots « ayant la qualité d'officiers de police judiciaire et d'officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi » ;

6° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « Les officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi, visés à l'alinéa 1^{er}, » sont remplacés par les mots « Les agents constatateurs désignés conformément à l'alinéa 1^{er} » ;

7° au paragraphe 4, les mots « aux paragraphes 1^{er} à 3 » sont remplacés par les mots « au présent article ».

Art. 10. A l'article D.148 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative » sont remplacés par les mots « entre les mains du ou des Ministres fonctionnellement compétents pour les missions confiées » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » sont abrogés ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « sont compétents » sont remplacés par les mots « peuvent exercer leur mission de contrôle conformément au présent article ».

Art. 11. A l'article D.149 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « 6° » est remplacé par le mot « 10° » ;

2° le paragraphe 1^{er} est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance compétents sur le territoire de la Région wallonne, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment. » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « 6° » est remplacé par le mot « 10° ».

Art. 12. Dans le chapitre 1^{er} du Titre II de la Partie VIII du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, l'intitulé de la section 3 est complété par les mots « et des intercommunales ».

Art. 13. Dans l'article D.152, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, le mot « 6° » est remplacé par le mot « 10° ».

Art. 14. A l'article D.155 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « disposant de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi » sont remplacés par les mots « disposant de la qualité d'officier de police judiciaire » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « , dont les missions sont : » sont remplacés par les mots « désigné par le Gouvernement. Ces missions sont notamment : ».

Art. 15. A l'article D.156 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « proposer la transaction visée à l'article D.173, entamer les poursuites administratives et à » sont insérés entre les mots « habilités à » et les mots « infliger les sanctions administratives » ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et il en publie la liste au *Moniteur belge*. Ces fonctionnaires sanctionneurs n'ont subi aucune condamnation pénale du chef d'un crime, d'un délit ou d'une infraction de première ou deuxième catégorie au sens de la présente partie et disposent d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis ou disposant d'une expérience professionnelle équivalente exercée durant cinq années. » ;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les fonctionnaires sanctionneurs sont indépendants dans l'exercice de leurs compétences juridictionnelles et ils décident de l'opportunité des poursuites administratives et des sanctions éventuellement applicables en toute indépendance et autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Aucun fonctionnaire sanctionneur ne peut accepter d'un Gouvernement des fonctions salariées.

Lorsqu'ils exercent leurs missions dévolues en vertu de la présente partie, ils ne peuvent avoir ni intérêts personnels, ni parti pris, et ne peuvent favoriser aucune des parties. Dans ce cadre, ils ne peuvent exercer leurs fonctions à l'égard de personnes avec lesquelles ils ont un lien de parenté jusqu'au troisième degré ou d'alliance, ni prendre part à un dossier dans lequel ils sont déjà intervenus dans une autre qualité ou dans lequel ils auraient des intérêts directs ou indirects.

La désignation d'un fonctionnaire sanctionneur conformément au paragraphe 1^{er} se fait selon les modalités déterminées par le Gouvernement après évaluation de la compétence et de l'aptitude. Cette présentation ne peut être refusée que moyennant motivation.

Au moins quinze jours avant la transmission au Gouvernement, la présentation prévue à l'alinéa 4 est rendue publique selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Une fois désigné conformément au présent article, il ne peut être mis fin aux fonctions du fonctionnaire sanctionneur que par une décision motivée du Gouvernement, et pour autant qu'il ait commis une faute grave, qu'il soit en incapacité permanente d'exercer ou qu'il en ait lui-même adressé la demande au Gouvernement. En outre, il ne peut faire l'objet d'une mobilité interne ou externe que moyennant son accord exprès et préalable.

Le Gouvernement met en œuvre, selon les modalités qu'il détermine, un cadre permettant d'assurer l'indépendance et l'impartialité des fonctionnaires sanctionneurs régionaux. » ;

4° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans le cadre des missions dévolues par la présente partie, les fonctionnaires sanctionneurs exercent une fonction juridictionnelle et collaborent activement à l'administration de la justice au sens de l'article D.11, 1°, du présent Code. ».

Art. 16. A l'article D.157 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « en vertu de l'article D.197, § 3 » sont insérés entre les mots « des faits constitutifs d'infractions » et les mots « , le conseil communal désigne » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « exercée durant cinq années » sont insérés après les mots « disposant d'une expérience professionnelle équivalente » ;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Il n'a subi aucune condamnation pénale du chef d'un crime, d'un délit ou d'une infraction de première ou deuxième catégorie au sens de la présente partie. » ;

4° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est complété par ce qui suit : « exercée durant cinq années » ;

5° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « et fait l'objet d'une publication » sont insérés après les mots « est transmise pour information à l'Administration ».

Art. 17. Dans la partie VIII du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, l'intitulé du Titre III est remplacé par ce qui suit :

« Titre III. - Surveillance, contrôle, recherche et constatation des infractions et mesures de sécurité et de contrainte ».

Art. 18. A l'article D.159 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des devoirs incombant aux autres agents chargés de missions de police judiciaire et aux membres de la police fédérale et de la police locale, la surveillance et le contrôle du respect des législations visées à l'article D.138, la recherche et la constatation des infractions sont assurés par les agents constatateurs. » ;

2° au paragraphe 2, les mots « visés aux articles D.146 à D.154 » sont abrogés.

Art. 19. L'article D.161 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la personne visée à l'alinéa 2 refuse à l'agent l'exécution de l'autorisation préalable du juge d'instruction, l'agent peut requérir la force publique afin de forcer l'accès au domicile. L'absence de la personne visée à l'alinéa 2 ne peut être évoquée pour faire obstacle à l'autorisation préalable du juge d'instruction. L'agent fait appel, le cas échéant, aux services d'un serrurier. ».

Art. 20. L'article D.162 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En application de l'alinéa 1^{er}, 11°, l'installation et l'utilisation des moyens audiovisuels en Région wallonne sont conformes à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance. ».

Art. 21. A l'article D.164 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'il est donné verbalement, l'agent constatateur confirme l'avertissement par écrit. L'avertissement écrit est envoyé au contrevenant, par envoi recommandé, dans les quinze jours à compter du jour de l'observation des faits constitutifs de l'avertissement. » ;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Aucun avertissement ne peut être adressé à un contrevenant pour des faits ayant déjà fait l'objet d'un précédent avertissement.

Les avertissements peuvent, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, être dressés sous forme électronique. ».

Art. 22. A l'article D.165 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « avec signature électronique ou au moyen d'un appareil sécurisé, permettant le recours à une signature manuscrite conservée sous forme numérique » sont abrogés ;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « par un fonctionnaire de la police locale » sont remplacés par les mots « par tout membre du cadre opérationnel de la Police fédérale et de la police locale ».

Art. 23. A l'article D.166 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« L'agent qui a constaté une infraction envoie au contrevenant, par recommandé, une copie du procès-verbal : » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « l'infraction ne peut plus être poursuivie sur la base du constat effectué par l'agent constatateur » sont remplacés par les mots « le procès-verbal perd sa force probante visée à l'article D.165 et vaut comme simple renseignement » ;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le procès-verbal mentionne la date de sa clôture. » ;

4° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « Dans le même délai que celui visé au paragraphe 1^{er} » sont remplacés par les mots « Dans les cinq jours ouvrables de l'envoi au contrevenant » ;

5° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « d'envoi mentionnée au procès-verbal » sont remplacés par les mots « de la transmission visée à l'alinéa 1^{er} » ;

6° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « Dans le même délai, l'agent constatateur, en ce compris le fonctionnaire de police, qui » sont remplacés par les mots « Dans le même délai que celui visé à l'alinéa 1^{er}, l'agent constatateur qui » ;

7° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2°, le mot « quatre-vingt » est remplacé par le mot « quatre-vingts » ;

8° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « le procès-verbal » sont remplacés par les mots « l'original du procès-verbal » ;

9° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « paragraphe 1^{er} » sont remplacés par les mots « paragraphe 2 » ;

10° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « pourront être sanctionnés uniquement » sont remplacés par les mots « pourront être uniquement sanctionnés » ;

11° au paragraphe 4, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 24. Dans le Titre III de la partie VIII du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV. - Mesures de sécurité et de contrainte ».

Art. 25. L'article D.169 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.169. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction aux dispositions visées à l'article D.138, sans préjudice des actions prévues dans lesdites dispositions, le bourgmestre, sur rapport de l'agent constatateur, peut :

1° ordonner la cessation totale ou partielle d'une exploitation ou d'une activité pour la durée qu'il détermine ;

2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'installation pour la durée qu'il détermine ;

3° imposer au contrevenant l'exécution d'un plan d'intervention dans le délai déterminé dans sa décision et, le cas échéant, la fourniture au bénéfice de la Commune ou de la Région d'une sûreté suivant l'une des modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement afin de garantir l'exécution du plan d'intervention ;

4° imposer au contrevenant l'introduction d'un plan de remise en état pour atteindre des objectifs et une échéance fixés dans sa décision et, le cas échéant, la fourniture au bénéfice de la Commune ou de la Région d'une sûreté suivant l'une des modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement afin de garantir la remise en état ;

5° prendre toute autre mesure utile ou tout plan pour faire cesser un danger ou une nuisance pour l'environnement, en ce compris la santé humaine, ou pour le bien-être animal ;

6° imposer au responsable de l'animal les mesures nécessaires visant à protéger l'animal ou à assurer son bien-être ;

7° informer le service ou l'organisme désigné par le Gouvernement ;

8° faire pourvoir d'office, à charge du titulaire des obligations désigné en vertu de l'article 26 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, à l'exécution des mesures de suivi prescrites en vertu de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ce même décret.

Les mesures prononcées en vertu de l'alinéa 1^{er}, 3° à 5°, peuvent comprendre des mesures d'atténuation et de suppression des nuisances ou des risques pour la population, l'environnement ou le bien-être animal, ou des mesures transitoires à l'accomplissement du plan d'intervention ou à l'introduction du plan de remise en état.

Le bourgmestre communique au contrevenant sa décision prise sur la base de l'alinéa 1^{er}, par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.141, § 2. Le bourgmestre envoie en même temps la copie de cette décision à l'agent constatateur qui a rédigé le rapport.

§ 2. Lorsque, à l'échéance d'un délai de trente jours à compter de l'envoi du rapport prévu au paragraphe 1^{er}, aucune mesure n'a été prise ou ordonnée par le bourgmestre, les agents constatateurs visés à l'article D.146 peuvent exercer, au même titre que le bourgmestre, les mêmes prérogatives que ce dernier. Dans ce cas, le bourgmestre et les agents constatateurs visés à l'article D.146 s'informent mutuellement de toute initiative qu'ils ont l'intention de prendre en vertu du présent article.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'imminence d'un danger est telle que le moindre retard provoque un risque pour l'environnement, en ce compris la santé humaine, ou pour le bien-être animal, les agents constatateurs visés à l'article D.146 peuvent immédiatement exercer les mêmes prérogatives que le bourgmestre, lequel conserve sa compétence. Il en va de même en cas d'infraction aux articles D.135 à D.163 du Code wallon de l'Agriculture, qui est susceptible de causer un dommage irréversible, même en l'absence de risque pour l'environnement, en ce compris la santé humaine.

Dans tous les cas, le bourgmestre ou les agents constatateurs communiquent au contrevenant leur décision prise par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.141, § 2. Au même moment, le bourgmestre et les agents constatateurs se tiennent mutuellement informés de la décision prise et se transmettent respectivement copie de cette décision.

§ 3. Les mesures prises conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont levées de plein droit dès que les autorisations administratives nécessaires à l'exploitation ou à l'activité sont délivrées de manière définitive par l'autorité compétente ou dès que les déclarations nécessaires à l'exploitation ou à l'activité ont été reconnues par l'autorité compétente comme étant conformes et complètes.

§ 4. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'exécuter les mesures prises ou ordonnées en vertu des paragraphes 1^{er} et 2 dans le délai fixé ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou, à défaut, la personne désignée par le Gouvernement peut en procéder d'office à l'exécution aux frais du contrevenant.

L'exécution d'office visée à l'alinéa 1^{er} peut être confiée à la SPAQuE sur décision du Gouvernement.

Outre l'exécution d'office visée à l'alinéa 1^{er}, la personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre peut imposer au contrevenant la fourniture au bénéfice de la Région ou de la commune le cas échéant, d'une sûreté suivant l'une des modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement, afin d'en garantir l'exécution.

La personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre avise par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.141, § 2, la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant, le délai et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours à compter de l'échéance du délai fixé en vertu de l'alinéa 4, la personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les quarante-huit heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, la personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre peut faire pratiquer une saisie de la manière établie par le Code judiciaire.

§ 5. Les frais liés aux mesures prises sur la base du présent article sont à la charge de l'auteur de l'infraction visé aux paragraphes 1^{er} et 2.

Si les frais visés à l'alinéa 1^{er} sont avancés par la Région wallonne, ils sont réclamés à l'auteur de l'infraction. ».

Art. 26. A l'article D.170 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « pour des motifs de bien-être animal, sanitaires ou de sécurité publique » sont insérés entre les mots « s'avère immédiatement nécessaire » et les mots « , l'agent constatateur ou le bourgmestre font » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « peuvent en tout temps faire l'objet d'une saisie par un agent constatateur ou par le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se trouve généralement les animaux » sont remplacés par les mots « sont saisis sans délai conformément à la présente disposition » ;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'exercice des missions visées à l'article D.104 du Code wallon du bien-être des animaux, une saisie administrative des animaux peut également être décidée par les agents et officiers de police judiciaire et par les membres du cadre opérationnel de la police fédérale et locale conformément au présent article. Dans ce cadre, ces agents et officiers de police judiciaire et membres du cadre opérationnel de police fédérale et locale peuvent recourir à l'article D.171. » ;

4° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsqu'un bourgmestre fait procéder à une saisie en application du paragraphe 1^{er}, une copie de la décision de saisie est envoyée dans les quinze jours de la saisie au service compétent désigné par le Gouvernement, selon les modalités que ce dernier détermine. Une copie du procès-verbal ayant mené à la saisie est jointe à l'envoi.

L'alinéa 1^{er} est applicable aux saisies administratives décidées par les agents constatateurs visés aux articles D.149 et D.152, et aux saisies administratives décidées conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3. » ;

5° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « Le Gouvernement ou le bourgmestre » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement détermine la procédure de saisie administrative des animaux et » ;

6° au paragraphe 3, un alinéa est inséré entre les alinéas 2 et 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bourgmestre fixe, conformément au présent article, la destination des animaux dont il a décidé la saisie administrative. Une copie de la décision de destination est envoyée dans les quinze jours de son adoption au service compétent désigné par le Gouvernement, selon les modalités que ce dernier détermine. » ;

7° au paragraphe 4, le mot « constatateur » est abrogé ;

8° au paragraphe 4, les mots « dans les quinze jours de la saisie » sont insérés entre les mots « ou le bourgmestre adresse » et les mots « au responsable des animaux saisis » ;

9° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « de la date de réception par l'Administration du procès-verbal visé au paragraphe 2 et de la décision de saisie » sont remplacés par les mots « du lendemain du jour de la décision de saisie » ;

10° au paragraphe 5, l'alinéa 2 est abrogé ;

11° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les hypothèses dans lesquelles les frais visés au présent paragraphe peuvent être avancés, et peut plafonner, par catégorie d'animaux, les frais d'hébergement appliqués durant la saisie. ».

Art. 27. Dans l'article D.171 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour l'exécution des mesures de contrainte » sont remplacés par les mots « pour le contrôle et la surveillance de l'exécution des mesures de sécurité et de contrainte » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la personne visée à l'alinéa 2 refuse à l'agent l'exécution de l'autorisation préalable du juge d'instruction, l'agent peut requérir la force publique afin de forcer l'accès au domicile. L'absence de la personne visée à l'alinéa 2 ne peut être évoquée pour faire obstacle à l'autorisation préalable du juge d'instruction. L'agent fait appel, le cas échéant, aux services d'un serrurier. ».

Art. 28. A l'article D.172 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article D.169 » sont remplacés par les mots « à l'article D.169, §§ 1^{er} et 2 » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« A peine de forclusion, le recours est introduit par requête auprès du Gouvernement dans les soixante jours de la notification de cette décision. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. » ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de soixante jours à dater du premier jour suivant la réception du recours. » ;

4° à l'alinéa 5, les mots « d'introduction et de traitement » sont insérés entre les mots « détermine les modalités » et les mots « du recours ».

Art. 29. L'intitulé du Titre IV de la partie VIII du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Titre IV - Modes extinctifs éventuels de l'action publique ou administrative ».

Art. 30. L'article D.173 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.173. Pour autant que le fait n'ait pas causé de dommage immédiat à autrui, le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il est saisi des poursuites administratives, et avant l'intentement de celles-ci, proposer une transaction pour toute infraction visée à une des législations reprises à l'article D.138. Le fonctionnaire sanctionnateur peut en outre imposer au contrevenant la remise en état.

Le fonctionnaire sanctionnateur fixe les modalités et le délai de paiement et précise, dans l'espace et dans le temps, les faits pour lesquels il propose le paiement. Ce délai est de quinze jours au moins et de trois mois au plus. Le fonctionnaire sanctionnateur peut prolonger ce délai quand des circonstances particulières le justifient, ou l'écourter si le suspect y consent.

Lorsque l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, la somme fixée pourra être augmentée du montant ou d'une partie du montant de ces frais. D'autres frais de poursuite peuvent également être ajoutés à la somme d'argent visée à l'alinéa 1^{er}. Ils seront, au besoin, individualisés dans le texte de la transaction.

La prescription de l'action administrative est suspendue dès la proposition du fonctionnaire sanctionnateur. La suspension court soit jusqu'au constat de la non-mise en oeuvre ou de la mise en oeuvre tardive de la transaction, en ce compris la remise en état.

Le paiement de la somme visée à l'alinéa 1^{er}, et s'il échet l'exécution de la remise en état dans le délai fixé, éteint les poursuites administratives.

Le montant de la transaction ne peut être supérieur au maximum de l'amende administrative prévue en application de l'article D.198, § 1^{er}, alinéa 2.

Le fonctionnaire sanctionnateur invite l'auteur de l'infraction donnant lieu ou pouvant donner lieu à confiscation à abandonner, dans un délai qu'il fixe, les biens ou avantages patrimoniaux saisis ou, s'ils ne sont pas saisis, à les remettre à l'endroit qu'il fixe. ».

Art. 31. L'article D.174 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.174. § 1^{er}. Lors de la constatation d'une des infractions énumérées au paragraphe 4, une perception immédiate peut être proposée au contrevenant par l'agent constatateur pour autant que le fait n'ait causé aucun dommage immédiat à autrui. Cette proposition est formulée dans le procès-verbal dont la copie est adressée au contrevenant conformément à l'article D.166.

Outre la proposition d'une perception immédiate, l'agent constatateur peut imposer au contrevenant la remise en état. Dans ce cas, il peut prononcer des mesures d'atténuation et de suppression des nuisances ou des risques pour la population, pour l'environnement ou pour le bien-être animal, ou des mesures transitoires à l'accomplissement de la remise en état.

§ 2. L'acceptation de la proposition de perception immédiate, en ce compris de la remise en état, intervient par le paiement du montant prescrit conformément au paragraphe 5, et ce, dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la notification de la copie du procès-verbal reprenant cette proposition.

Le paiement visé à l'alinéa 1^{er}, et s'il échet l'exécution de la remise en état dans le délai fixé, éteint :

1° les poursuites pénales ou administratives, sauf si le Procureur du Roi compétent notifie à l'intéressé, dans les trente jours à compter du jour du paiement, qu'il entend exercer les poursuites pénales ;

2° les poursuites administratives pour ce qui concerne une infraction déclassée en application de l'article D.192, sauf si le fonctionnaire sanctionnateur notifie à l'intéressé, dans les trente jours à compter du paiement, qu'il entend exercer les poursuites administratives.

La notification visée à l'alinéa 2, 1° et 2°, a lieu par envoi recommandé. Elle est réputée faite le plus prochain jour ouvrable suivant celui de l'envoi.

Le contrevenant peut refuser la perception immédiate en ce compris la remise en état. Dans ce cas, il en informe l'agent constatateur dans les quinze jours ouvrables à compter du lendemain de la date de la notification de la copie du procès-verbal. Le dépassement de ce délai sans réponse du contrevenant ou l'absence de paiement même partiel de la perception immédiate endéans ce même délai vaut refus de la proposition de perception immédiate.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, l'agent constatateur peut immédiatement, en cas d'infraction flagrante, proposer la perception immédiate pour autant que le fait n'ait causé aucun dommage immédiat à autrui.

En cas d'acceptation du contrevenant, le montant prescrit conformément au paragraphe 5 est perçu immédiatement par l'agent constatateur.

Lorsque l'agent constatateur impose au contrevenant la remise en état, cette dernière est mise en oeuvre immédiatement.

Le procès-verbal dont la copie est adressée au contrevenant conformément à l'article D.166 fait état de la proposition et, le cas échéant, de son acceptation et paiement.

Lorsque le contrevenant refuse le paiement immédiat, l'agent constatateur peut à nouveau proposer la perception immédiate au moment de l'envoi de la copie du procès-verbal conformément au paragraphe 1^{er}. Dans ce cas, le paragraphe 2 est d'application.

§ 4. Une perception immédiate peut être proposée conformément au présent article pour les infractions de troisième et quatrième catégories aux législations visées à l'article D.138.

En dehors des hypothèses visées à l'alinéa 1^{er}, une perception immédiate peut également être proposée pour les infractions suivantes :

1° l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes à la législation relative aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier ;

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu de la législation relative aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau ;

3° le défaut de permis d'environnement ou de déclaration ou le non-respect des conditions d'exploitation conformément à la législation relative au permis d'environnement ;

4° les infractions à la loi du 28 février 1882 sur la chasse ;

5° les infractions au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ;

6° les infractions prévues à l'article 102 du Code forestier ;

7° les infractions au Code wallon du Bien-être animal ;

8° le défaut d'agrément ou d'enregistrement requis en application de la législation relative aux déchets, ou le non-respect de cet agrément ou de cet enregistrement ;

9° le non-respect du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil européen du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets et du règlement (CE) n°1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets ne s'applique pas ;

10° les infractions au décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules ;

11° les infractions au décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur ;

12° les infractions au décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

§ 5. Le Gouvernement détermine, au regard de chaque infraction visée, le montant de la perception immédiate qui peut être proposée conformément au présent article, ainsi que les modalités de perception. Ce montant ne peut pas être supérieur au maximum de l'amende prévue à l'article D.198, § 1^{er}, alinéa 2, pour cette infraction.

§ 6. Lorsque, nonobstant le paiement de la perception immédiate, l'exercice des poursuites pénales ou administratives entraîne la condamnation de l'intéressé, la somme perçue est imputée respectivement sur les frais de justice dus à l'État et sur l'amende pénale ou administrative prononcée. L'éventuel excédent est restitué.

En cas d'acquiescement, la somme perçue en vertu du présent article est restituée. ».

Art. 32. A l'article D.175 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, le mot « transaction » est remplacé par les mots « perception immédiate ».

Art. 33. A l'article D.178 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « ou d'une amende » sont remplacés par les mots « et d'une amende » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 6, le mot « 6° » est remplacé par le mot « 10° » ;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. A défaut de poursuites pénales engagées contre le contrevenant, les infractions de deuxième, troisième et quatrième catégories peuvent faire l'objet soit d'une transaction visée à l'article D.173, soit de poursuites administratives visées au Titre VI de la présente partie. ».

Art. 34. A l'article D.179, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, le 2° est complété par ce qui suit : « exclusif et persistant, ou dans un but de destruction volontaire de l'environnement ».

Art. 35. A l'article D.180, alinéa 2, 1°, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, le mot « dix » est remplacé par le mot « quinze ».

Art. 36. A l'article D.181 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les mots « mesures de contrainte » sont remplacés par les mots « mesures de sécurité et de contrainte » et les mots « visées aux articles D.185 et D.201 » sont remplacés par les mots « visées au chapitre III du Titre V et à l'article D.201 ».

Art. 37. L'article D.183 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019 est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.183. En vertu des législations visées à l'article D.138, commet une infraction de deuxième catégorie celui qui :

1° s'oppose aux, enfreint, ne respecte pas ou n'exécute pas les mesures de sécurité et de contrainte prévues aux articles D.169 à D.172 ;

2° s'oppose ou entrave les missions des agents constatateurs, ou n'exécute pas ou ne respecte pas, sans motif légitime, les injonctions ;

3° s'oppose à, entrave ou ne respecte pas l'exercice des poursuites administratives ;

4° s'oppose aux, enfreint, ne respecte pas ou n'exécute pas les sanctions ou les mesures de restitution prononcées par le juge en vertu du chapitre III du Titre V ;

5° s'oppose aux, enfreint, ne respecte pas ou n'exécute pas les sanctions ou les mesures de restitution imposées par un fonctionnaire sanctionnateur en vertu de la présente partie, sauf en cas de recours en vertu des articles D.217 et D.218.

En vertu des législations visées à l'article D.138, commet une infraction de deuxième catégorie, toute personne :

1° autorisée conformément à l'article D.144 qui consulte ou fait usage des données du fichier central en dehors de l'exercice de ses missions ;

2° autre qu'une personne autorisée conformément à l'article D.144 qui accède aux données du fichier central ou en fait usage ;

3° qui fait usage d'informations obtenues en consultant ou en obtenant copie d'un dossier, ou en prenant copie des pièces d'un dossier par ses propres moyens lors de la consultation, qui aura eu pour but et pour effet d'entraver le déroulement de l'enquête ou des poursuites administratives, de porter atteinte à la vie privée, à l'intégrité physique ou morale ou aux biens d'une personne citée dans le dossier.

Sans préjudice des articles 51 à 53 du Code pénal, commet une infraction celui qui tente de commettre un délit à une des législations de l'article D.138. Cette infraction est punie de la peine prévue pour la catégorie immédiatement inférieure à celle prévue en regard du classement du délit même. Pour la tentative de délit classé en quatrième catégorie, la peine encourue est similaire au délit classé en quatrième catégorie pour laquelle le maximum de la peine a été réduit de moitié. Le cas échéant, les sanctions administratives encourues pour cette infraction sont déterminées de la même manière. ».

Art. 38. A l'article D.184 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement du 18 décembre 2006 :

1° l'article 6, § 4 ;

2° l'article 7, § 2 ;

3° l'article 9, § 2 ;

4° l'article 12, §§ 2 et 3 ;

5° l'article 17, § 1^{er} ;

6° l'article 18, § 1^{er} ;

7° l'article 22, §§ 1^{er}, 2 et 4 ;

8° l'article 24, § 2 ;

9° l'article 36, §§ 1^{er} et 2 ;

10° l'article 41, § 4 ;

11° l'article 46, § 2 ;

12° l'article 49 ;

13° l'article 50, § 2 ;

14° l'article 61, §§ 1^{er} et 3 ;

15° l'article 63, § 3 ;

16° l'article 66, § 1^{er} ;

17° l'article 105.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}. » ;

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient à l'article 19, du règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006, ou des dispositions adoptées en vertu de celui-ci. » ;

3° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions des articles 12 et 14 du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008, ou aux dispositions prises en application de ces articles. » ;

4° les paragraphes 9, 10 et 11 sont abrogés.

Art. 39. Dans le Titre V de la Partie VIII du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III. - Mesures accessoires à la peine qui peuvent être prononcées par le juge en ce compris les mesures de restitution ».

Art. 40. L'article D.185 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.185. § 1^{er}. Outre la peine, le juge peut, soit d'office, soit sur demande du Ministère public, soit sur demande de la personne désignée par le Gouvernement, soit sur demande du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, soit sur demande de la partie civile, prononcer, aux frais du contrevenant, les mesures de restitution suivantes :

1° la remise en état ;

2° la mise en œuvre de mesures visant à faire cesser l'infraction ;

3° l'exécution de mesures de nature à protéger la population ou l'environnement des nuisances causées ou de mesures visant à empêcher l'accès aux lieux de l'infraction ;

4° l'exécution de mesures de nature à atténuer les nuisances causées et ces conséquences ;

5° l'exécution de travaux d'aménagement visant à régler la situation de manière transitoire avant la remise en état ;

6° la réalisation d'une étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées ;

7° le réempoisonnement ou le repeuplement.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2°, les mesures visant à faire cesser l'infraction peuvent, notamment, consister en :

1° la cessation de toute exploitation ou partie d'exploitation, pendant la durée que le juge détermine, à l'endroit où l'infraction a été commise ;

2° la fermeture, pour une période d'un mois à trois ans, de l'établissement où l'infraction a été commise.

Le juge peut compléter les mesures de restitution prononcées par des mesures complémentaires ou compensatoires au sens de l'article D.94, alinéa 1^{er}, 13° et 14°.

Les droits de la partie civile, agissant soit concurremment avec les autorités publiques, soit séparément d'elles, sont limités pour la réparation directe aux mesures choisies par l'autorité compétente. Cette disposition ne fait pas obstacle à la possibilité pour la partie civile concernée de réclamer en justice l'indemnisation de son dommage.

Pour déterminer la nature et l'étendue de la mesure de restitution qu'il entend prononcer, le juge peut entendre préalablement tout tiers qu'il désigne à cet effet.

Dans sa décision, le juge détermine le délai endéans lequel les mesures de restitution doivent être accomplies par le contrevenant.

§ 2. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou lorsque les travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, la personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre pourra pourvoir d'office à son exécution.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par l'autorité qui aura procédé à l'exécution d'office.

§ 3. Pour le contrôle et la surveillance de l'exécution des mesures de restitution, les agents constatateurs peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ces agents peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction ou pour autant qu'ils aient le consentement exprès et préalable de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés. ».

Art. 41. A l'article D.186 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le cas échéant, » sont insérés entre les mots « ordonner que le condamné fournisse, » et les mots « sous peine d'astreinte » ;

2° le mot « huit » est remplacé par le mot « quinze » ;

3° les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « de la Région wallonne ou de la commune ».

Art. 42. A l'article D.187 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le Gouvernement ou le collège communal » sont remplacés par les mots « la personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre » ;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « d'office » ;

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, la personne désignée par l'autorité publique pour procéder à l'exécution d'office peut accéder au site pour y procéder à l'exécution de la décision. Le cas échéant, elle peut requérir la force publique dans l'exercice de sa mission.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ces agents peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction ou pour autant qu'ils aient le consentement exprès et préalable de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés. ».

Art. 43. A l'article D.188 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou au Fonds budgétaire du bien-être des animaux institué par l'article D.100 du Code wallon du Bien-être des animaux » sont insérés entre les mots « au Fonds pour la Protection de l'Environnement institué par l'article D.220, section incivilités environnementales » et les mots « , une somme d'agent équivalente » ;

2° les mots « ou au bien-être animal » sont insérés entre les mots « en ce compris la santé humaine, » et les mots « par l'infraction ».

Art. 44. A l'article D.189 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Outre la peine, le juge peut, soit d'office, soit sur demande de la personne désignée par le Gouvernement, du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, de la partie civile ou du ministère public, condamner le contrevenant, le cas échéant sous astreinte :

1° à ne pas détenir, définitivement ou pendant une période de trois mois à quinze ans, un ou plusieurs animaux d'une ou plusieurs espèces ;

2° à limiter, définitivement ou pendant une période de trois mois à quinze ans, le nombre d'animaux ou d'espèces détenus ;

3° au retrait de son permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal. » ;

2° au paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 rédigé comme suit :

« Lorsque la condamnation pour une infraction relevant du Code wallon du Bien-être des animaux est consécutive à une infraction de première catégorie au sens de l'article D.179, le juge ordonne un retrait du permis de détention d'un animal conformément au présent article. ».

Art. 45. A l'article D.191 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « au directeur général de l'Administration et, s'il échet, au collège communal » sont remplacés par les mots « à la personne désignée par le Gouvernement, et, s'il échet, au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « visées aux articles D.185 et D.187 » sont remplacés par les mots « à l'une des législations reprises à l'article D.138 » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « sont notifiés au directeur général de l'Administration et, s'il échet, au collège communal » sont remplacés par les mots « sont notifiés de manière systématique à la personne désignée par le Gouvernement et, s'il échet, au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise ».

Art. 46. A l'article D.192 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « des représentants des parquets des différents ressorts des Cours d'appel et arrondissements judiciaires » sont remplacés par les mots « du Collège des Procureurs généraux » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° intervient dans le cadre de l'exercice d'une activité habituelle ; » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « le transport de déchets au sens de la législation en vigueur en matière de déchets » sont remplacés par les mots « une infraction reprise au règlement n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ou au règlement n°1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du règlement 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets ne s'applique pas » ;

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les procès-verbaux ayant déjà fait l'objet d'une notification au Procureur du Roi avant l'entrée en vigueur d'une liste arrêtée par le Gouvernement conformément à l'alinéa 1^{er} qui en reprend les infractions constatées continuent à être traités sur base des dispositions en vigueur à la date de la notification. » ;

5° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les infractions déclassées pourront être sanctionnées pénalement et faire l'objet de poursuites pénales lorsqu'elles auront été commises dans un ensemble de faits dont certains sont constitutifs d'infractions non déclassées ou lorsqu'un même fait est constitutif tant d'une infraction déclassée que d'une infraction non déclassée. ».

Art. 47. A l'article D.194, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « , en ce compris tout élément de nature à permettre l'identification d'une personne, » sont insérés entre les mots « tout document, pièce, ou titre utile » et les mots « et en prendre copie photographique ou autre » ;

2° il est inséré un alinéa entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, le Gouvernement détermine la procédure de gestion et de transmis des objets saisis détenus par les greffes de l'ordre judiciaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent. » ;

3° il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut déterminer le mode de désignation des experts techniques visés à l'alinéa 1^{er}, 5°. ».

Art. 48. A l'article D.195 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° que le contrevenant peut transmettre par écrit, par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.141, § 2, ses moyens de défense dans les trente jours à compter du jour de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur la présentation orale de sa défense; » ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'une présentation orale des moyens de défense est sollicitée, le fonctionnaire sanctionnateur détermine le jour et l'heure où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense, ainsi que les modalités applicables. Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer que la présentation orale soit effectuée par vidéoconférence. Le contrevenant peut refuser la vidéoconférence. » ;

3° le paragraphe 1^{er} est complété de deux alinéas rédigés comme suit :

« Le Gouvernement peut, lorsque les circonstances exceptionnelles qu'il détermine sont rencontrées, prévoir qu'une procédure exclusivement écrite se substitue à la présentation orale des moyens de défense du contrevenant. Il en précise les modalités qui garantissent au contrevenant un exercice adéquat de ses droits de défense.

Concomitamment à l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une mesure de restitution est sollicitée au sein du procès-verbal, le fonctionnaire sanctionnateur informe, par le biais du fichier central visé à l'article D.144, le service ou l'organisme désigné par le Gouvernement, et, s'il échet, le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, de l'engagement des poursuites administratives et peut solliciter leur proposition en matière de remise en état. » ;

4° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « imposer » est remplacé par le mot « infliger » ;

5° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « prononcer » est remplacé par le mot « imposer » ;

6° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Aucune sanction administrative et aucune mesure accessoire ne sont ordonnées plus de deux ans après la réception par le fonctionnaire sanctionnateur compétent du procès-verbal selon les formes prévues à l'article D.166. Aucune mesure de restitution n'est ordonnée plus de trois ans après la réception par le fonctionnaire sanctionnateur compétent du procès-verbal selon les formes prévues à l'article D.166. » ;

7° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, ces délais sont suspendus pendant la procédure de médiation visée à l'article D.202 et la prestation citoyenne visée à la section 2 du Chapitre III, à compter de la proposition du fonctionnaire sanctionnateur de recourir à cette procédure jusqu'à la décision visant à la clôturer. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur sollicite des devoirs complémentaires des agents constatateurs ou recourt à un expert technique conformément à l'article D.194, § 1^{er}, ces délais sont également suspendus pour la durée de ces interventions laquelle ne peut excéder une durée d'un an. Dans ce cas, il informe le contrevenant de la suspension de la procédure dans le cadre de la communication visée au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 49. L'article D.196 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est complété par les mots « , et tient compte, le cas échéant, de l'avantage économique résultant de l'infraction commise. ».

Art. 50. A l'article D.197 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « par un fonctionnaire de la police locale » sont remplacés par les mots « par un membre du cadre opérationnel de la Police fédérale et de la Police locale » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 3°, le mot « 6° » est remplacé par le mot « 10° » ;

3° le paragraphe 3 est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le conseil communal recourt à l'application de ce paragraphe, il en informe le service ou l'organisme désigné par le Gouvernement en lui transmettant, conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement, une copie du règlement communal visé. ».

Art. 51. A l'article D.198 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 2° est complété par les mots « , conformément à la section 2 du présent chapitre » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « le gestionnaire de l'établissement » sont remplacés par les mots « le contrevenant » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « , une nouvelle dérogation » sont insérés entre les mots « un nouvel enregistrement » et les mots « ou une nouvelle autorisation » ;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est complété par la phrase « Le cas échéant, le fonctionnaire sanctionnateur l'indique dans sa décision, et en informe l'autorité ayant la compétence de la délivrance de l'acte visé. » ;

5° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « , le permis unique » sont insérés entre les mots « Le permis d'environnement » et les mots « et la déclaration » ;

6° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est complété par la phrase « Il fixe en outre les modalités de la confiscation ainsi que les possibilités de destination. » ;

7° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix » ;

8° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « , pendant une période d'un mois à dix ans, » sont insérés entre les mots « limiter » et les mots « le nombre d'animaux ou d'espèces pouvant être détenus ».

Art. 52. A l'article D.199, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « une infraction prévue » sont remplacés par les mots « des infractions de deuxième catégorie prévues » ;

2° les mots « de l'animal » sont remplacés par les mots « d'un ou de plusieurs animaux ou d'une ou de plusieurs espèces » ;

3° le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix ».

Art. 53. A l'article D.200 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « coulée en force de chose décidée » sont insérés après les mots « à compter de la date de la décision » ;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « coulée en force de chose jugée » sont remplacés par les mots « respectivement coulée en force de chose jugée ou de chose décidée » ;

3° au paragraphe 4, alinéa 3, 2°, les mots « par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant une date certaine à l'envoi » sont remplacés par les mots « par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.141, § 2 » ;

4° au paragraphe 4, alinéa 3, 2°, les mots « de l'envoi recommandé » sont remplacés par les mots « visée à l'alinéa 3 ».

Art. 54. L'article D.201 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« D.201. Outre les sanctions administratives, le fonctionnaire sanctionnateur peut, soit d'office, soit sur demande de la personne désignée par le Gouvernement, soit sur demande du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, prononcer, aux frais du contrevenant, les mesures de restitutions suivantes :

1° la remise en état ;

2° la mise en œuvre de mesures visant à faire cesser l'infraction ;

3° l'exécution de mesures de nature à protéger la population ou l'environnement des nuisances causées ou de mesures visant à empêcher l'accès aux lieux de l'infraction ;

4° l'exécution de mesures de nature à atténuer les nuisances causées et ces conséquences ;

5° l'exécution de travaux d'aménagement visant à régler la situation de manière transitoire avant la remise en état ;

6° la réalisation d'une étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées ;

7° le repoissonnement ou le repeuplement.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2°, les mesures visant à faire cesser l'infraction peuvent notamment consister en :

1° la cessation de toute exploitation ou toute partie d'exploitation, pendant une période d'un mois à cinq ans, à l'endroit où l'infraction a été commise ;

2° la fermeture, pour une période d'un mois à trois ans, de l'établissement où l'infraction a été commise.

Pour déterminer la nature et l'étendue de la mesure de restitution qu'il entend prononcer, le fonctionnaire sanctionnateur peut entendre préalablement tout tiers qu'il désigne à cet effet.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut compléter les mesures de restitution prononcées par des mesures complémentaires ou compensatoires au sens de l'article D.94, alinéa 1^{er}, 13° et 14°.

Dans sa décision, le fonctionnaire sanctionnateur détermine le délai endéans lequel les mesures de restitution doivent être accomplies par le contrevenant. ».

Art. 55. A l'article D.202 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « proposer au contrevenant » sont remplacés par les mots « recourir à » ;

2° au paragraphe 1^{er}, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un alinéa rédigé comme suit :

« Afin de proposer cette procédure de médiation au contrevenant, le fonctionnaire sanctionnateur l'informe de son intention et lui communique à cet effet les coordonnées du médiateur qu'il entend désigner. Concomitamment, il informe le médiateur visé et lui communique les coordonnées du contrevenant ainsi que l'ensemble du dossier concernant les faits infractionnels. Dans ce cas, le médiateur explicite au contrevenant la procédure de médiation et recueille son accord sur la mise en œuvre de celle-ci. » ;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3, devenu l'alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Le médiateur informe le fonctionnaire sanctionnateur, dans les quarante-cinq jours de la proposition formulée par ce dernier, de l'accord ou du refus du contrevenant à participer à cette procédure de médiation. A défaut de réponse endéans ce délai, le contrevenant est réputé avoir refusé la proposition. » ;

4° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque le contrevenant marque son accord sur la proposition d'organisation d'une procédure de médiation, le fonctionnaire sanctionnateur en prend acte dans une décision qu'il notifie au contrevenant et au médiateur. Le cas échéant, le fonctionnaire sanctionnateur fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de la procédure de médiation en matière de mesure de restitution. Dans un délai de dix jours à compter de la décision, le fonctionnaire sanctionnateur informe de l'organisation d'une procédure de médiation toutes les autres parties impliquées dans la procédure administrative, en ce compris les victimes éventuelles des faits infractionnels.

Selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le service ou l'organisme désigné par le Gouvernement et le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise peuvent désigner une personne qui représentera leurs intérêts dans le cadre de la procédure de médiation. » ;

5° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « , les personnes éventuellement désignées conformément au paragraphe 2 » sont insérés entre les mots « avec le contrevenant » et les mots « et les victimes éventuelles » ;

6° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « Lorsqu'il est signé » sont remplacés par les mots « Lorsque la convention est signée » ;

7° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « le médiateur le transmet » sont remplacés par les mots « le médiateur la transmet » ;

8° au paragraphe 3, alinéa 3, le mot « approbation » est remplacé par le mot « homologation » ;

9° au paragraphe 3, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'il réceptionne la convention signée, le fonctionnaire sanctionnateur examine la légalité de la procédure de médiation ainsi que de la convention signée. Lorsqu'il refuse l'homologation de la convention, le fonctionnaire sanctionnateur peut adresser ses remarques au médiateur afin que la convention, en accord avec les différentes parties, soit modifiée en conséquence, ou peut décider de mettre fin à la procédure de médiation conformément au paragraphe 4. » ;

10° au paragraphe 3, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la convention est homologuée, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut plus infliger, à l'encontre du contrevenant concerné, une autre sanction administrative prévue à l'article D.198, sauf conformément au paragraphe 4 lorsque cette convention n'est pas respectée. L'homologation de la convention met fin à la procédure de médiation et à la mission du médiateur. » ;

11° au paragraphe 3, alinéa 6, les mots « l'accord approuvé » sont remplacés par les mots « la convention homologuée » ;

12° au paragraphe 3, alinéa 6, les mots « l'accord » sont remplacés par les mots « la convention » ;

13° au paragraphe 3, alinéa 6, les mots « médiateur ou le service désigné par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « fonctionnaire sanctionnateur » ;

14° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « Lorsque le contrevenant refuse la proposition visée au paragraphe 1^{er} ou lorsque le médiateur constate l'échec de la procédure de médiation » sont remplacés par les mots « Lorsque le contrevenant refuse la proposition visée au paragraphe 1^{er}, lorsque le médiateur constate l'échec de la procédure de médiation au cours de celle-ci ou lorsque le fonctionnaire sanctionnateur refuse l'homologation de la convention signée ou constate l'échec de la procédure de médiation » ;

15° le paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et à la mission du médiateur » ;

16° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « médiateur ou le service désigné par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « fonctionnaire sanctionnateur » ;

17° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « l'accord n'est pas respecté » sont remplacés par les mots « la convention n'est pas respectée, partiellement ou totalement ».

Art. 56. A l'article D.203 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le contrevenant marque son accord sur la proposition d'accomplir une prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur en prend acte dans une décision et, dans les trente jours de cette décision, détermine, conformément au paragraphe 2, les modalités et conditions de cette prestation citoyenne ainsi que l'organisme d'encadrement. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 3, la phrase « Dans ce cas, le Gouvernement précise les modalités et l'organisation de cet encadrement. » est abrogée ;

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement précise les modalités et l'organisation de l'encadrement de la prestation citoyenne. ».

Art. 57. L'article D.204 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.204. § 1^{er}. L'exécution de la prestation citoyenne est contrôlée, au cours et à l'issue du délai prévu à l'article D.203, § 2, par l'organisme d'encadrement désigné en vertu de l'article D.203 ou le service désigné par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine les modalités de ce contrôle.

§ 2. Lorsque l'organisme d'encadrement ou le service désigné par le Gouvernement constate que la prestation citoyenne a été valablement exécutée par le contrevenant dans les délais impartis, il en informe le fonctionnaire sanctionnateur qui en prend acte dans une décision. Le fonctionnaire sanctionnateur ne peut plus infliger une autre sanction administrative prévue à l'article D.198.

Lorsque l'organisme d'encadrement ou le service désigné par le Gouvernement constate que la prestation citoyenne n'a pas été exécutée conformément à la décision du fonctionnaire sanctionnateur ou qu'elle n'a pas été complètement exécutée endéans le délai, il en fait rapport au fonctionnaire sanctionnateur au plus tard dans les trente jours de l'échéance du délai prévu à l'article D.203, § 2. Dans ce cas, sans préjudice de l'alinéa 3, le fonctionnaire sanctionnateur peut prononcer une ou plusieurs sanctions prévues à l'article D.198.

Lorsque le délai déterminé n'a pas été respecté et qu'une justification dûment motivée est communiquée par le contrevenant, le fonctionnaire sanctionnateur peut proroger le délai prévu à l'article D.203, § 2, pour un maximum de six mois.

§ 3. Le rapport visé au paragraphe 2, alinéa 2, est réalisé par le biais du formulaire ad hoc déterminé par le Gouvernement. ».

Art. 58. A l'article D.205 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « sans préjudice de l'article D.206, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, » sont insérés entre les mots « S'il juge opportun de poursuivre administrativement les faits constatés, » et les mots « le fonctionnaire sanctionnateur propose obligatoirement » ;

2° au paragraphe 2, le mot « en » est inséré entre les mots « personnes qui » et les mots « ont la garde ».

Art. 59. A l'article D.206 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « en » est inséré entre les mots « personnes qui » et les mots « ont la garde » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « visée à la présente section » sont abrogés ;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase « Sauf disposition contraire prévue dans le présent article, la section 2 du présent chapitre est applicable à la prestation citoyenne visée à la présente section. » ;

4° au paragraphe 2, les mots « ou en cas de non-exécution totale ou partielle de la prestation citoyenne, » sont insérés entre les mots « personnes qui en ont la garde, » et les mots « le fonctionnaire sanctionnateur peut prononcer ».

Art. 60. A l'article D.207 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « par envoi recommandée » sont remplacés par les mots « par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Après avoir recueilli les observations visées à l'alinéa 2, ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut clôturer le dossier à ce stade de la procédure. A défaut d'observations transmises ou de rencontre, ou s'il n'est pas satisfait des mesures éducatives proposées, le fonctionnaire sanctionnateur peut entamer les poursuites administratives prévues à la présente section. » ;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le fonctionnaire sanctionnateur peut, moyennant l'accord du contrevenant mineur ainsi que de ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde, charger le médiateur visé à l'article D.202, § 1^{er}, de la mise en oeuvre de la procédure d'implication parentale conformément au présent article, avant l'entame éventuelle de la procédure de médiation. A l'issue de la procédure, le médiateur informe le fonctionnaire sanctionnateur des conclusions de la procédure d'implication parentale. Le fonctionnaire sanctionnateur statue alors conformément à l'alinéa 3. Le cas échéant, si une procédure de médiation prévue à l'article D.205 est initiée à la suite de cette procédure d'implication parentale, le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde peuvent solliciter le remplacement du médiateur chargé de la procédure d'implication parentale par un autre médiateur. ».

Art. 61. A l'article D.208, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide de poursuivre administrativement un mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis au moment des faits, il en informe, par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi, le mineur ainsi que ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que le contrevenant. L'information reprend les mentions prévues à l'article D.195, § 1^{er}, et fait part du processus et des sanctions éventuelles applicables aux mineurs de quatorze ans et plus. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède » sont remplacés par les mots « Lorsque le mineur n'est pas assisté d'un avocat, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède » ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts, le bâtonnier vérifie si le mineur est assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde ou qui sont investies d'un droit d'action. Le cas échéant, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un autre avocat. ».

Art. 62. A l'article D.209 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi. Cette décision est envoyée endéans le délai prévu à l'article D.195, § 2, alinéa 2, et mentionne les possibilités de recours. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « , sans préjudice de l'article D.201 » sont abrogés ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le fonctionnaire sanctionnateur transmet, en même temps qu'au contrevenant, copie de sa décision :

1° au service ou à l'organisme désigné par le Gouvernement lorsque la décision prononce une mesure de restitution visée à l'article D.201 ou lorsque la décision a été rendue par un fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.157 ;

2° au bourgmestre lorsque, pour une infraction commise sur le territoire de sa commune, la décision du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.156 vise des infractions qui ont fait l'objet d'un règlement communal conformément à l'article D.197, § 3, ou prononce une mesure de restitution visée à l'article D.201. » ;

4° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La décision du fonctionnaire sanctionnateur peut, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, être dressée sous forme électronique. » ;

5° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le fonctionnaire sanctionnateur transmet une copie de sa décision à toute partie y ayant un intérêt et qui lui a adressé une demande écrite et motivée. ».

Art. 63. A l'article D.211 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « huit » est remplacé par le mot « quinze » ;

2° les mots « du collège communal » sont remplacés par les mots « de la commune ».

Art. 64. L'article D.212 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.212. Le fonctionnaire sanctionnateur peut assortir sa décision d'une astreinte uniquement lorsque cette décision prononce une des mesures de restitution en application de l'article D.201. Dans ce cas, l'astreinte n'est prononcée qu'à la demande de la personne désignée par le Gouvernement, ou du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise. A défaut d'intervention d'une de ces autorités conformément à l'article D.201, le fonctionnaire sanctionnateur peut la prononcer d'office.

Les dispositions du chapitre XXIII du Livre IV de la partie IV du Code judiciaire qui ont trait à l'astreinte sont applicables.

Les dispositions de la partie V du Code judiciaire qui ont trait à la saisie et à l'exécution, sont également applicables à l'exécution de la décision du fonctionnaire sanctionnateur imposant une astreinte. ».

Art. 65. A l'article D.213 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « conformément à l'article D.201, alinéa 1^{er}, 6° » sont insérés entre les mots « étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées » et les mots « , le fonctionnaire sanctionnateur peut » ;

2° les mots « alinéa 1e, 1°, » sont abrogés.

Art. 66. A l'article D.214 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la remise en état visée à l'article D.201, alinéa 1^{er}, 1°, n'est pas effectuée dans le délai prescrit par le fonctionnaire sanctionnateur, la personne désignée par le Gouvernement ou le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise peut pourvoir d'office à l'exécution de la remise en état. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « visé à l'alinéa 1^{er} » sont insérés entre les mots « Le délai » et les mots « prend court à dater » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « Pour l'exécution » sont remplacés par les mots « Pour le contrôle et la surveillance de l'exécution » ;

4° à l'alinéa 4, les mots « qu'il ait » sont remplacés par les mots « qu'ils aient ».

Art. 67. Dans l'article D.215, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les mots « , sans préjudice de l'article D.221, » sont insérés entre les mots « par le fonctionnaire sanctionnateur régional est » et les mots « versée au Fonds pour la protection de l'environnement ».

Art. 68. A l'article D.216, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les mots « , sans préjudice de l'article D.221, » sont insérés entre les mots « par le fonctionnaire sanctionnateur régional est » et les mots « versée au Fonds pour la protection de l'environnement ».

Art. 69. A l'article D.217 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Peuvent introduire un recours dans un délai de soixante jours, à peine de forclusion :

1° le contrevenant à l'encontre de la décision du fonctionnaire sanctionnateur qui le concerne notifiée conformément à l'article D.209 ;

2° la personne désignée par le Gouvernement à l'encontre des décisions du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.157 ;

3° le collège communal, pour une infraction commise sur son territoire, à l'encontre des décisions du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.156 qui visent des infractions qui ont fait l'objet d'un règlement communal conformément à l'article D.197, § 3, ou qui prononcent une mesure de restitution visée à l'article D.201. » ;

2° il est inséré un alinéa, entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours à compter de :

1° la notification de la décision visée à l'article D.209 ;

2° ou, en cas d'absence de décision, de l'écoulement du délai prévu à l'article D.195, § 2, alinéa 2 ou à l'article D.213. ».

Art. 70. L'article D.219 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.219. Sur la base d'un commandement de payer relatif à un jugement prononcé en application du chapitre III du Titre V coulé en force de chose jugée ou relatif à une décision imposant une amende administrative ayant force de chose décidée, ou à un jugement prononcé sur recours par le tribunal compétent visé aux articles D.217 et D.218, et coulé en force de chose jugée, et en vue de la certitude du recouvrement des amendes administratives, de l'astreinte, de la somme d'argent visée à l'article D.188, des frais de remise en état et des sûretés ordonnées en vertu des articles D.186 et D.211, la Région wallonne et la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise bénéficient d'un privilège général sur tous les biens du condamné et peuvent grever d'une hypothèque légale tous les biens de celui-ci pouvant en faire l'objet.

Ce privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de commerce.

Le rang de l'hypothèque légale est fixé par la date de l'inscription prise en vertu de la signification du commandement de payer.

L'hypothèque est inscrite sur la demande de l'autorité compétente qui exécute les mesures ordonnées ou décidées. ».

Art. 71. A l'article D.221 du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° les sommes d'argent visées aux articles D.173 et D.174 et au chapitre III du Titre V, en ce compris les astreintes ;

2° le produit des amendes administratives et des astreintes infligées en vertu du Titre VI par le fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.156; » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sont versées au :

1° Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, le produit des perceptions immédiates et des transactions conclues et le produit des amendes administratives infligées pour des infractions reprises aux articles D.396, 1°, 2°, et 4° à 8°, D.397, §§ 1^{er} à 3, et D.398, § 1^{er}, 1° à 6°, et § 2, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° Fonds budgétaire en matière de financement du Système intégré de Gestion et de Contrôle, le produit des perceptions immédiates et des transactions conclues et le produit des amendes administratives infligées pour des infractions reprises à l'article D.396, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ;

3° Fonds budgétaire en matière de politique foncière agricole, le produit des perceptions immédiates et des transactions conclues et le produit des amendes administratives infligées pour des infractions reprises aux articles D.397, § 4, et D.398, § 1^{er}, 7°, du Code wallon de l'Agriculture ;

4° Fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Wallonie, le produit des perceptions immédiates et des transactions conclues et le produit des amendes administratives infligées pour des infractions reprises au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ;

5° Fonds budgétaire du bien-être animal, le produit des transactions conclues et le produit des perceptions immédiates et des amendes administratives infligées pour des infractions reprises au Code wallon du Bien-être animal ;

6° Fonds budgétaire de protection de la Biodiversité, le produit des perceptions immédiates et des transactions conclues et le produit des amendes administratives infligées pour des infractions reprises à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou à l'article D.184, § 7. ».

Art. 72. A l'article D.222, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « les mesures de restitution » sont remplacés par les mots « l'exécution des mesures de restitution » ;

2° à l'alinéa 2, le mot « résultant » est remplacé par le mot « résultants ».

Art. 73. A l'article 27 du décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les fonctionnaires sanctionneurs visés à l'article D.139, 4°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement dans sa version antérieure à sa modification prévue par le présent décret, ainsi que leurs délégués désignés conformément à l'article R.114 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret sont considérés comme désignés conformément au présent décret. ».

Art. 74. A l'article 28, alinéa 1^{er}, du même décret, les 1°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° sont abrogés.

Art. 75. A l'article 29 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« 5° les articles D.399, alinéa 2, et D.400 du Code wallon de l'Agriculture. ».

Art. 76. A l'article 30, § 2, du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« 4° l'article 29, alinéa 1^{er}, 4°, du présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement ;

5° l'article 28 entre en vigueur dans les dix jours de la publication du présent décret au *Moniteur belge*. ».

CHAPITRE 2. — Modifications apportées au Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 77. Dans l'article D.138 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 17 janvier 2019, l'alinéa 1^{er} est complété par les 21° et 22° rédigés comme suit :

« 21° le décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

22° le décret du 20 mai 2020 relatif à l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. ».

Art. 78. A l'article D.154, alinéa 1^{er}, 4°, du même Livre, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, les mots « de l'article D.163 » sont remplacés par les mots « des articles D.163 et D.163bis ».

Art. 79. L'article D.155bis du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.155bis. § 1^{er}. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le Règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le Règlement n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, dénommé ci-après le « Règlement du 18 décembre 2006 » :

1° l'article 5 ;

2° l'article 6, §§ 1^{er} et 3 ;

3° l'article 7, § 1^{er} ;

4° l'article 9, §§ 5 et 6 ;

5° l'article 14, §§ 1^{er}, 6 et 7 ;

6° l'article 37, §§ 4, 5, 6 et 7 ;

7° l'article 38, §§ 1^{er}, 3 et 4 ;

8° l'article 39, §§ 1^{er} et 2 ;

9° l'article 40, § 4 ;

10° l'article 50, § 4 ;

11° l'article 56, §§ 1^{er} et 2 ;

12° l'article 60, § 10 ;

13° l'article 67.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions du Règlement du 18 décembre 2006.

Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement du 18 décembre 2006 :

- 1° l'article 6, § 4 ;
- 2° l'article 7, § 2 ;
- 3° l'article 9, § 2 ;
- 4° l'article 12, §§ 2 et 3 ;
- 5° l'article 17, § 1^{er} ;
- 6° l'article 18, § 1^{er} ;
- 7° l'article 22, §§ 1^{er}, 2 et 4 ;
- 8° l'article 24, § 2 ;
- 9° l'article 36, §§ 1^{er} et 2 ;
- 10° l'article 41, § 4 ;
- 11° l'article 46, § 2 ;
- 12° l'article 49 ;
- 13° l'article 50, § 2 ;
- 14° l'article 61, §§ 1^{er} et 3 ;
- 15° l'article 63, § 3 ;
- 16° l'article 66, § 1^{er} ;
- 17° l'article 105.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le Règlement (CE) n° 842/2006 :

- 1° l'article 3, §§ 2 à 4 ;
- 2° l'article 4, §§ 1^{er} à 4 ;
- 3° l'article 5, § 1^{er} ;
- 4° l'article 6, §§ 1^{er} et 2 ;
- 5° l'article 8, §§ 1^{er} à 3 ;
- 6° l'article 10, § 3 ;
- 7° l'article 11, § 4 ;
- 8° l'article 13, §§ 1^{er} et 2.

Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient à l'article 19, du Règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le Règlement (CE) n° 842/2006, ou des dispositions adoptées en vertu de celui-ci.

§ 3. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui :

1° procède à un transfert illicite de déchets au sens de l'article 2, 35), du Règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, dénommé ci-après « le Règlement du 14 juin 2006 » ;

2° contrevient aux articles 3, 4, 5, 9, § 6, 10 à 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35, § 4, 36, § 1^{er}, 37, 38, 39, 40, 41, 42, §§ 3, c), et 4, 45, 46, 47, 48, et 49 du Règlement du 14 juin 2006.

§ 4. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui enfreint les dispositions de l'article 1^{er} et de l'annexe du Règlement n° 1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets ne s'applique pas.

§ 5. Commet une infraction de deuxième catégorie au Règlement n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone :

1° celui qui produit des substances réglementées en contrevenant aux interdictions ou limitations de production édictées par ou en application des articles 4, 7, 8 et 11 ;

2° celui qui utilise des substances réglementées en contrevenant aux interdictions ou limitations d'utilisation édictées par ou en application des articles 5, 7, 8, 11, 12 et 13 ;

3° celui qui récupère et détruit des substances réglementées en méconnaissant les prescriptions édictées par ou en application de l'article 22 ;

4° toute entreprise qui méconnaît les mesures préventives édictées par ou en application de l'article 23 ;

5° celui qui enfreint l'article 17.

§ 6. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions des articles suivants du Règlement (UE) n° 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le Règlement (CE) n° 1102/2008, ou aux dispositions prises en application de ces articles :

- 1° l'article 3, §§ 1^{er}, 2 et 4 ;
- 2° l'article 4, §§ 1^{er} et 4 ;
- 3° l'article 5 ;
- 4° l'article 7 ;
- 5° l'article 8, §§ 1^{er} à 3 ;

6° l'article 9, § 1^{er} ;

7° l'article 10, §§ 4 à 6 ;

8° l'article 11 ;

9° l'article 13, §§ 1^{er} et 3.

Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions des articles 12 et 14 du Règlement (UE) n° 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le Règlement (CE) n° 1102/2008, ou aux dispositions prises en application de ces articles.

§ 7. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient à l'article 4, §§ 1^{er} à 3, 5, 6 et 8, ou à l'article 7, §§ 1^{er}, 2 et 3, du Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

§ 8. Commet une infraction de deuxième catégorie à l'article 24 du Règlement 1069/2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le Règlement (CE) n° 1774/2002 relatif aux sous-produits animaux celui qui :

1° exploite un établissement ou installations sans agrément ;

2° ne respecte pas les prescriptions contenues dans son agrément. ».

CHAPITRE 3. — *Modification apportée à la loi du 28 février 1882 sur la chasse*

Art. 80. L'article 25 de loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifié par les décrets du 5 juin 2008 et du 15 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Les infractions à la présente loi font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une transaction ou de poursuites administratives, conformément aux titres IV et VI de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, sauf si le ministère public envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle.

Pour l'application des mêmes titres IV et VI de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les infractions à la présente loi sont assimilées à des infractions de quatrième catégorie, sauf les infractions à l'article 1^{er}quater, 2, 2*bis*, 2*ter*, 3, 6, 12, 12*bis* ou 12*ter* qui sont assimilées à des infractions de troisième catégorie. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications apportées à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature*

Art. 81. L'article 58*ter* de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 21 avril 1994, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 58*ter*. Le Gouvernement peut interdire, soumettre à conditions ou à notification la navigation de plaisance ainsi que la circulation, la traversée et l'accès du public et des animaux de monte, de charge ou de trait aux cours d'eau. Il peut notamment les limiter à certaines périodes de l'année ou les subordonner à l'existence d'une hauteur d'eau minimum dans les cours d'eau ou parties de cours d'eau qu'il désigne.

Le Gouvernement peut prévoir des dérogations au régime prévu à l'alinéa 1^{er}. Il fixe la procédure et les modalités d'octroi des dérogations ainsi que la procédure et les modalités des notifications.

Le Gouvernement peut désigner, avec l'accord des propriétaires des lieux, les endroits auxquels ont lieu l'embarquement, le débarquement et l'accostage des embarcations de plaisance, ainsi que le départ et l'arrivée des plongeurs. Il fixe la procédure de désignation de ces endroits. Il peut également fixer le régime applicable aux conditions d'aménagement et d'utilisation de ces lieux.

L'on entend par plongeur, toute personne équipée d'un quelconque matériel de plongée et qui se trouve en dehors d'un lieu de baignade. ».

Art. 82. Dans l'article 58*quinquies*, alinéa 3, de la même loi, inséré par le décret du 6 avril 1995 et modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, la deuxième phrase est remplacée par la phrase :

« Les infractions à ces règlements et ces ordonnances sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément à la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 83. L'article 63 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui viole les dispositions des articles de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui :

1° reste en défaut de payer la mesure compensatoire prise en exécution de l'article

58*duodecies* ;

2° commet une infraction visée à l'alinéa 1^{er} lorsqu'un des éléments suivants est rencontré :

- l'infraction a été commise à l'encontre d'une espèce protégée alors que la présence de ladite espèce avait préalablement été notifiée à l'auteur de l'infraction et que le comportement infractionnel est contraire aux recommandations reprises dans la notification ;

- l'infraction a été commise dans un but de lucre à l'encontre d'une espèce protégée ;

- l'infraction a été commise en bande ou en réunion.

Commet une infraction de quatrième catégorie celui qui contrevient à un règlement ou à une ordonnance pris en exécution de l'article 58*quinquies*. ».

CHAPITRE 5. — *Modification apportée au décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier*

Art. 84. L'article 108 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 108. Les infractions prévues par le présent Code font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une transaction ou de poursuites administratives, conformément aux titres IV et VI de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, sauf si le ministère public envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle.

Pour l'application de ces mêmes titres IV et VI de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les infractions à la présente loi sont assimilées à des infractions de quatrième catégorie, à l'exception des infractions visées aux articles :

1° 103 et 104 qui sont assimilées à des infractions de troisième catégorie ;

2° 105 et 106 qui sont assimilées à des infractions de deuxième catégorie. »

CHAPITRE 6. — *Modification apportée à la partie décréte du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau*

Art. 85. A l'article D.408, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, de la partie décréte du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, modifié par le décret du 4 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au *f*), les mots « sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement ou » sont insérés entre les mots « dans un cours d'eau non navigable » et les mots « sans se conformer aux instructions » ;

2° au *g*), les mots « sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement ou » sont insérés entre les mots « dans un cours d'eau non navigable » et les mots « sans se conformer aux instructions » ;

3° au *h*), les mots « sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement ou » sont insérés entre les mots « dans un cours d'eau non navigable » et les mots « sans se conformer aux instructions ».

CHAPITRE 7. — *Modifications apportées au Code wallon de l'Agriculture*

Art. 86. Dans l'article D.26, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° les sommes visées à l'article D.221, § 2, 2°, de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ; ».

Art. 87. A l'article D.193, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les sommes visées à l'article D.221, § 2, 1°, de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ; ».

Art. 88. A l'article D.361, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les sommes visées à l'article D.221, § 2, 3°, de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ; ».

CHAPITRE 8. — *Modifications apportées au Code wallon du Bien-être des animaux*

Art. 89. Dans l'article D.6 du Code wallon du Bien-être des animaux, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement met en place un processus de réhabilitation visant à restituer à son titulaire un permis de détention d'un animal qui aurait fait l'objet d'un retrait conformément à l'alinéa 2. Le Gouvernement en détermine la procédure et les conditions. ».

Art. 90. L'article D.46 du même Code est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Il est interdit de solliciter la commercialisation, la donation ou l'adoption d'un animal lorsque la personne concernée a fait l'objet d'un retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6, ou d'une interdiction de détention d'un animal ordonnés par un juge ou un fonctionnaire sanctionnateur conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5 et D.199, de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. A cette fin, de manière à vérifier la capacité juridique d'une personne à pouvoir détenir un animal, les commerces, refuges et les élevages d'animaux de compagnie sollicitent de toute personne se présentant en vue de la détention d'un animal un extrait du fichier central délivré il y a moins de trente jours conformément à l'article D.144, § 2, alinéa 2, de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, les commerces, refuges et les élevages d'animaux de compagnie tiennent un registre dans lequel ils consignent, endéans les 24 heures, toute cession d'un animal de compagnie intervenue au sein de leur établissement, et y reprennent la référence de l'extrait du fichier central produit conformément à l'alinéa 1^{er} à l'occasion de la cession. En annexe de ce registre, ils conservent ces extraits du fichier central. Le registre est à tout moment à la disposition des autorités de contrôle et les données sont conservées cinq ans à dater de la cession. A l'échéance de ce délai, ces extraits du fichier central font l'objet d'une destruction. Le Gouvernement peut compléter les modalités de tenue et de conservation de ce registre. ».

CHAPITRE 9. — *Modifications apportées au décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes*

Art. 91. Dans le décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, il est inséré un chapitre XIV/1 intitulé comme suit :

« CHAPITRE XIV/1. - Infractions et sanctions ».

Art. 92. Dans le Chapitre XIV/1 du même décret, inséré par l'article 91, il est inséré un article 29*bis* rédigé comme suit :

« Art. 29*bis*. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles 7, 31 et 32, du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ou qui viole les dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 25 et 37, du présent décret ou des arrêtés pris en application de ces articles.

Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui viole les articles du présent décret non visés à l'alinéa 1^{er} ou les arrêtés d'exécution non visés à l'alinéa 1^{er}. ».

CHAPITRE 10. — *Disposition finale*

Art. 93. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 1^{er} à 76, 80, 83, 84 et 86 à 90 entrent en vigueur à la même date que l'article 1^{er} du décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale conformément à l'article 30 du même décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 24 novembre 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session 2021-2022.*

Documents du Parlement wallon, 680 (2021-2022) N^{os} 1, 1bis à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 novembre 2021.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/34394]

24. NOVEMBER 2021 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2019 über die Umweltkriminalität und verschiedene andere Dekrete (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Änderungen im Dekret vom 6. Mai 2019 über die Umweltkriminalität*

Artikel 1 - In Artikel D.138 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019 wird Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Vorliegender Teil umfasst die Bestimmungen in Sachen Überwachung, Zwangs- und Strafmaßnahmen, die zur Durchsetzung folgender Gesetze und Dekrete sowie deren Ausführungserlasse notwendig sind:

1° Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

2° Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

3° Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

4° Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

5° Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;

6° Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben;

7° Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

8° Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

9° das Umweltgesetzbuch, einschließlich des Buches I und des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

10° Forstgesetzbuch;

11° Dekret vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden;

12° Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 2001. Juli über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

13° Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid;

14° Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

15° Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

16° Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

17° Wallonisches Gesetzbuch über den Tierschutz;

18° Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung;

19° Dekret vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft.

20° Dekret vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

21° Dekret vom 20. Mai 2020 über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile.“

Art. 2 - In Titel I des Teils VIII desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird der Titel von Kapitel II durch die Wortfolge "die Berechnung von Fristen" ergänzt.

Art. 3 - Artikel D.141 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 erhält Ziffer 1 folgende Fassung:

"1° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;"

2° In Absatz 1 erhält Ziffer 2 folgende Fassung:

"2° feststellender Bediensteter: der statutarische oder Vertragsbedienstete, der kraft Artikel D.146, D.149 und D.152 bestimmt wird, um die Einhaltung der Bestimmungen nach Artikel D.138 zu überwachen und zu kontrollieren, und die Verstöße kraft des vorliegenden Teils zu ermitteln und festzustellen;"

3° in Absatz 1 Ziffer 3 wird die Wortfolge "eine Information, die einem Zuwiderhandelnden mündlich oder schriftlich mitgeteilt wird, und" durch die Wortfolge "eine mündliche, schriftlich bestätigte oder direkt schriftliche Mitteilung eines feststellenden Bediensteten an einen Zuwiderhandelnden," ersetzt;

4° in Absatz 1 Ziffer 5 wird die Wortfolge "eine Drittperson, die" durch die Wortfolge "Statutarischer Bediensteter, Vertragsbediensteter oder jede andere Person, die von einer belgischen Behörde abhängig ist, der bzw. die" ersetzt;

5° in Absatz 1 Ziffer 5 wird die Wortfolge "an die" durch die Wortfolge "an den bzw. die" ersetzt;

6° Absatz 1 Ziffer 7 wird durch die Wortfolge ", einschließlich der herabgestuften Verstöße" ergänzt;

7° In Absatz 1 erhält Ziffer 8 folgende Fassung:

8° "herabgestufter Verstoß": ein in einer von der Regierung kraft Artikel D.192 erstellten Liste aufgenommener Verstoß, mit Ausnahme der in der ersten Kategorie eingestuft Verstoß, der ausschließlich verwaltungsrechtlich verfolgt werden kann;"

8° in Absatz Ziffer werden die Worte "kraft Artikel durch die Worte "kraft des Kapitels des Titels " ersetzt;

9° in Absatz 1 Ziffer 9 wird die zwischen die Wortfolge "darin besteht," und die Wortfolge "die Situation vor dem Verstoß wiederherzustellen" die Wortfolge "die Beendigung der Straftat zu bewirken, und" eingefügt;

10° in Absatz 1 Ziffer 9 wird die Wortfolge "die Auswirkungen zu mildern" durch die Wortfolge "die Auswirkungen des Verstoßes zu mildern" ersetzt;

11° in Absatz 1 Ziffer 10 wird die Wortfolge "die gesamten Sicherheitsmaßnahmen" durch die Wortfolge "die gesamten von einem Bürgermeister oder einem feststellenden Bediensteten gemäß Artikel D.169 angeordneten Maßnahmen" ersetzt;

12° In Absatz 1 erhält Ziffer 11 folgende Fassung:

11° Wiederholungsfall: der Stand, in dem sich eine Person befindet, wenn sie wegen eines Verstoßes gegen eine der in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften zuvor strafrechtlich verurteilt oder verwaltungsrechtlich verurteilt worden ist, binnen fünf Jahren ab der jeweils noch rechtskräftigen strafrechtlichen oder administrativen Verurteilung einen neuen Verstoß gegen dieselben Rechtsvorschriften begeht;"

13° Absatz 1 Ziffer 12 wird durch vier Gedankenstriche mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" - die Beseitigung der Verschmutzungsgefahren, die von dem Standort ausgehen, der Gegenstand des Verstoßes war oder unter den Folgen dieses Verstoßes gelitten hat;

- für die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgesehenen Verstöße: die Durchführung aller Maßnahmen, die die Einhaltung der Verpflichtungen aus Artikel 19 desselben Dekrets ermöglichen;

- bei Verstößen gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung: alle Maßnahmen zur Wiedereingliederung der Einrichtung in die Umwelt im Hinblick auf ihre funktionale Umnutzung oder zur Beseitigung der Verschmutzungsgefahren, die von dem Standort ausgehen, der Gegenstand des Verstoßes war oder unter den Folgen dieses Verstoßes gelitten hat;

- für die im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz vorgesehenen Verstöße, die Gegenstand einer Regularisierung sein können: die gesamten Maßnahmen, die in Aussicht genommen werden, um die Situation, die sich aus der Straftat ergibt, im Hinblick auf die Bestimmungen desselben Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse in Ordnung zu bringen;"

14° Absatz 1 wird durch eine Ziffer 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° technischer Sachverständiger: jede von einem feststellenden Bediensteten oder einem sanktionierenden Beamten angeforderte Person, von der angenommen wird, dass sie aufgrund ihrer Kunst, ihrer Ausbildung, ihres Diploms oder ihres Berufs in der Lage ist, die Art und die Umstände eines möglicherweise strafbaren Ereignisses zu beurteilen und einen feststellenden Bediensteten oder einen sanktionierenden Beamten im Rahmen der Ausübung seiner durch den vorliegenden Teil übertragenen Aufgaben darüber aufzuklären." ;

15° Absatz 2 wird aufgehoben;

16° der Artikel, der aus einem einzigen Absatz in der geänderten Fassung besteht, dessen derzeitiger Wortlaut Paragraf 1 bilden wird, wird um einen Paragrafen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Unbeschadet einer besonderen Regel für die Berechnung von Fristen, die direkt in einem Artikel vorgeschrieben ist, beginnen die in dem vorliegenden Teil vorgesehenen Fristen am Tag nach dem Eingang des Schriftstücks, von dem an die Frist zu laufen beginnen soll.

Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Wenn der letzte für die Vornahme einer Verfahrenshandlung vorgesehene Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Das gesendete Schriftstück gilt als an einem bestimmten Tag eingegangen, wenn der Tag seines Eingangs nachgewiesen werden kann und wenn es eine der folgenden Formen aufweist

- 1° Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;
- 2° die datierte und elektronisch unterzeichnete E-Mail gegen Empfangsbestätigung;
- 3° Einsendung durch Privatgesellschaften gegen Empfangsbestätigung;
- 4° Hinterlegung einer Akte gegen datierte Empfangsbestätigung;
- 5° jedes andere von der Regierung bestimmte Mittel."

Art. 4 - Artikel D.142 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird zwischen die Wortfolge "zielt darauf ab," und die Wortfolge "die Ermittlung" die Wortfolge "die Überwachung," eingefügt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "Bevor die Strategie verabschiedet wird, übermittelt die Regierung den betreffenden Entwurf dem Parlament zwecks Vorstellung und Debatte" gestrichen;

3° in Paragraf 2 Absatz 2 Ziffer 1 wird zwischen die Wortfolge "den möglichst großen Beitrag" und die Wortfolge "zur Ermittlung" die Wortfolge "zur Überwachung," eingefügt;

4° 4° Paragraf 2 Absatz 2 wird durch die Wortfolge ", insbesondere im Rahmen der Strategie" ergänzt;

5° In Paragraf 2 wird Absatz 4 durch die Ziffern 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° die Erstellung oder Aktualisierung eines Katasters der regionalen und kommunalen feststellenden Bediensteten;

7° die Umsetzung eines Kommunikationsplans für die Bürger, der insbesondere die Maßnahmen zur Bekämpfung der Umweltkriminalität, die Arten von Sanktionen und die Wiederherstellungsmaßnahmen betrifft. ";

6° In Paragraf 2 erhält Absatz 6 folgende Fassung:

"Vor seiner endgültigen Verabschiedung durch die Regierung wird der Entwurf der wallonischen Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen mindestens den folgenden Instanzen zur Stellungnahme vorgelegt, die innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Datum des Eingangs der vollständigen Akte des Antrags auf Stellungnahme abzugeben ist:

1° dem Pool "Umwelt" und dem Pool "Ländliche Angelegenheiten" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

2° dem Kollegium der Generalprokuratoren;

3° der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

4° den Vertretern der föderalen und lokalen Polizei;

5° dem Wallonischen Rat für das Wohlbefinden der Tiere.

Der Entwurf der wallonischen Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen sowie die eingegangenen Stellungnahmen werden anschließend dem Parlament zur Debatte vorgelegt."

Art. 5 - Artikel D.143 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraf 1 erhält Absatz 1 folgende Fassung:

"Zur Gewährleistung der koordinierten Umsetzung der in Artikel D.142 genannten Sanktionspolitik bei Umweltverstößen trifft sich die von der Regierung bestimmte Dienststelle oder Einrichtung mindestens zweimal jährlich mit:

1° den Staatsanwaltschaften der verschiedenen Amtsbereiche der Appellationshöfe und Gerichtsbezirke;

2° den Vertretern der föderalen und lokalen Polizei;

3° den Vertretern der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

4° den von der Regierung bestimmten Personen. ";

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird der Satz "Die Regierung schließt mit der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ein Kooperationsprotokoll ab, das darauf abzielt, die Sanktionspolitik nach Artikel D.142 zu koordinieren." durch den Satz "Die Regierung erarbeitet mit der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ein Kooperationsprotokoll, das darauf abzielt, die Sanktionspolitik nach Artikel D.142 zu koordinieren und unterbreitet es anschließend den Gemeinden zur Annahme." ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "Dieses Protokoll betrifft" und die Wortfolge "die verstärkte Zusammenarbeit" das Wort "insbesondere" eingefügt.

Art. 6 - Artikel D.144 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 erhalten die Absätze 2 bis 5 folgende Fassung:

“Die zentrale Datei wird in der Form einer elektronischen Plattform eingerichtet, zu der nur die in Paragraf 2 genannten Personen Zugang haben. In dieser zentralen Datei werden für jeden im Anschluss an die Feststellung einer in vorliegendem Teil genannten Straftat identifizierten Zuwiderhandelnden die verschiedenen in Absatz 3 angeführten Rechtsakte, Beschlüsse oder Dokumente verzeichnet, die im Rahmen der Ahndung von Umweltverstößen erstellt wurden. Um das Ermittlungsverfahren zu sichern, kann der Prokurator des Königs auf eigene Initiative oder auf Antrag eines Bediensteten Inhalte identifizieren, die gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und für die vom Prokurator des Königs bestimmte Dauer für andere als die von ihm bestimmten Personen unzugänglich gemacht werden. Dasselbe gilt für den sanktionierenden Beamten, wenn er eine Verwaltungsklage erhebt. So kann der sanktionierende Beamte auf eigene Initiative oder auf Antrag eines Bediensteten Inhalte identifizieren, die gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und für die vom sanktionierenden Beamten bestimmte Dauer für andere als die von ihm bestimmten Personen unzugänglich gemacht werden.

Diese zentrale Datei enthält:

1° die kraft des vorliegenden Teils erstellten Protokolle und schriftlichen Verwarnungen;

2° die gemäß Titel III Kapitel IV gegen Zuwiderhandelnde ergriffenen Sicherheits- und Zwangsmaßnahmen;

3° die Vorschläge zur sofortigen Erhebung, die die feststellenden Bediensteten gemäß Artikel D.174 an die Zuwiderhandelnden richten, und deren Weiterverfolgung;

4° die Wiederinstandsetzungsmaßnahmen, die im Rahmen einer sofortigen Erhebung durch die feststellenden Bediensteten verlangt werden;

5° den Hinweis auf die Regularisierung einer Rechtsverletzung nach einer Verwarnung oder einer angeordneten Sicherheits- oder Zwangsmaßnahme;

6° den Beschluss der Staatsanwaltschaft nach Artikel D.166;

7° die Vergleichsvorschläge, welche die Prokuratoren des Königs den Zuwiderhandelnden gegenüber formuliert haben, und deren Weiterverfolgung;

8° die materiell rechtskräftigen Urteile und Entscheide der Gerichtshöfe und Gerichte;

9° die Vergleichsvorschläge, welche die sanktionierenden Beamten gemäß Artikel D.173 gegenüber den Zuwiderhandelnden formuliert haben, und deren Weiterverfolgung;

10° die materiell rechtskräftigen Beschlüsse der sanktionierenden Beamten;

11° den Hinweis auf die Maßnahmen, die zur Vollstreckung der entweder von den Gerichtshöfen und Gerichten oder von einem sanktionierenden Beamten getroffenen Entscheidungen getroffen wurden.

Abweichend von Absatz 3 Ziffer 1 werden die Protokolle, die sich schließlich als fehlerhaft erwiesen haben, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten durch den für die Verarbeitung Verantwortlichen oder seinen Beauftragten aus der zentralen Datei entfernt. Die Regierung legt fest, was unter den als fehlerhaft betrachteten Protokollen zu verstehen ist.

Der Eintrag der Verstöße und die einschlägigen Angaben werden zehn Jahre nach dem Tag nach der Einstellung der Strafverfolgung oder dem Tag nach dem Tag, an dem die entweder von den Gerichtshöfen und Gerichten oder von einem sanktionierenden Beamten ergangene Entscheidung als vollstreckt gilt, automatisch gelöscht. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Löschung. ”;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge “die die Eigenschaft eines Gerichtspolizeioffiziers haben” durch die Wortfolge “die mit gerichtspolizeilichen Aufgaben betraut sind” ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge “den Polizeibeamten” durch die Wortfolge “jedem Mitglied des Einsatzkaders der föderalen Polizei und der lokalen Polizei” ersetzt;

5° In Paragraf 2 wird Absatz 1 wie folgt ergänzt:

“Die Regierung kann die zentrale Datei anderen Personen, die sie bestimmt, zugänglich machen, sofern diese zur administrativen Unterstützung der direkt befugten Personen tätig werden. In diesem Fall legt sie die Zugangsmodalitäten für diese Personen fest”;

5° in Paragraf 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Unbeschadet von Absatz 1 kann jede Person im Hinblick auf die Haltung eines Tieres bei der Gemeindeverwaltung einen Auszug aus der zentralen Datei beantragen, mit dem festgestellt werden kann, dass sie nicht unter ein Verbot der Haltung eines Tieres oder einen Entzug der Tierhaltungsgenehmigung gemäß Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz fällt, die von einem Richter oder einem sanktionierenden Beamten gemäß den Artikeln D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 angeordnet wurden. Dieser Auszug aus der zentralen Datei, dessen Inhalt und Umfang von der Regierung festgelegt werden, hat den spezifischen Zweck, der Anfrage von Geschäften, Tierheimen und Zuchtbetrieben von Haustieren nachzukommen, die im Rahmen von Artikel D.46 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz gestellt wurde, um die rechtliche Fähigkeit der Person zu überprüfen, ein Tier gemäß Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz halten zu dürfen. ”;

6° in Paragraf 3 Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge “verantwortlichen Person” und die Wortfolge “darüber informiert” die Wortfolge “nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten” eingefügt;

7° Paragraf 3 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Anwendung von Absatz 2 Ziffer 6, legt die Regierung die Modalitäten und Bedingungen fest, die die Ausübung des Rechts auf Zugang zu den Daten und des Rechts auf Berichtigung dieser Daten ermöglichen. ”;

8° Paragraf 4 wird aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel D.144 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird Paragraph 1 um einen letzten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 5 werden der Eintrag der Verstöße der vierten Kategorie und die einschlägigen Angaben drei Jahre nach dem Tag nach der Einstellung der Strafverfolgung oder dem Tag nach dem Tag, an dem die entweder von den Gerichtshöfen und Gerichten oder von einem sanktionierenden Beamten ergangene Entscheidung als vollstreckt gilt, automatisch gelöscht. Wenn der Eintrag der Verstöße der vierten Kategorie und die einschlägigen Angaben mit dem Eintrag einer oder mehrerer Verstöße einer anderen Kategorie einhergeht, findet Absatz 5 Anwendung."

Art. 8 - Artikel D.145 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 2 werden die Worte "3," gestrichen;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 durch die Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° die Mitglieder des Einsatzkaders der föderalen und der lokalen Polizei für die in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 11 genannten Inhalte";

3° In Paragraph 2 erhält Absatz 2 folgende Fassung:

"Dieses Protokoll enthält mindestens die Modalitäten in Bezug auf:

1° die nach der vereinbarten Häufigkeit aktualisierte Mitteilung der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 genannten Inhalte;

2° die einzuhaltenden Vorschriften, insbesondere in Sachen Vertraulichkeit und Beachtung der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;

3° die geeigneten technischen und organisatorischen Maßnahmen zur Gewährleistung eines den Risiken angemessenen Sicherheitsniveaus, einschließlich insbesondere der Rückverfolgbarkeit der durchgeführten Abfragen, der Aufzeichnung der Identität des Nutzers, der auf die zentrale Datei zugegriffen hat, der Daten, auf die zugegriffen wurde, der Art und Weise, wie auf diese Daten zugegriffen wurde, d. h. ob sie gelesen oder geändert wurden, sowie des Datums und der Uhrzeit des Zugriffs;

4° die Modalitäten und Verfahren zur Berichtigung der Daten;

5° die Verpflichtung der Referenzquelle, die Daten gemäß den technischen und Informatikverfahren und -standards der von der Regierung bezeichnete Dienststelle oder Einrichtung zur Verfügung zu stellen."

Art. 9 - Artikel D.146 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "den Polizeibeamten" durch die Wortfolge "den sonstigen mit gerichtspolizeilichen Aufgaben betrauten Beamten und Mitgliedern der föderalen Polizei und der lokalen Polizei" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "ernennt die Regierung" und die Wortfolge "die regionalen feststellenden Bediensteten" die Wortfolge "als Gerichtspolizeibedienstete" eingefügt;

3° In Paragraph 1 wird Absatz 1 wie folgt ergänzt:

"Diese feststellenden Bediensteten haben keine strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verbrechens, eines Vergehens oder eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des vorliegenden Teils erlitten. ";

4° Paragraph 1 Absatz 3 wird um die Wortfolge ", gegebenenfalls differenziert nach den spezifischen Aufgaben der feststellenden Bediensteten" ergänzt. ";

5° in Paragraph 3 Absatz 1 wird die Wortfolge "die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besitzen" durch die Wortfolge "die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffiziere, und Gerichtspolizeioffiziere, Hilfsbeamte des Prokurators des Königs, besitzen" ersetzt;

6° in Paragraph 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "Die in Absatz 1 genannten Gerichtspolizeioffiziere, Hilfsbeamten des Prokurators des Königs" durch die Wortfolge "Die gemäß Absatz 1 benannten feststellenden Bediensteten" ersetzt;

7° in Paragraph 4 wird die Wortfolge "in Paragraph 1 bis 3" durch die Wortfolge "in dem vorliegenden Artikel" ersetzt.

Art. 10 - Artikel D.148 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes" durch die Wortfolge "vor dem oder den Ministern, die für die anvertrauten Aufgaben von der Funktion her zuständig sind" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 3 wird die Wortfolge ", das bis zum Beweis des Gegenteils Beweiskraft hat" gestrichen;

3° in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "zuständig sind" durch die Wortfolge "ihre Kontrollaufgaben gemäß dem vorliegenden Artikel wahrnehmen können" ersetzt.

Art. 11 - Artikel D.149 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Zahl "6" durch die Zahl "10" ersetzt;

2° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Der Chefgreffier übermittelt seinen Kollegen der auf dem Gebiet der Wallonischen Region zuständigen Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde. ";

3° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Zahl "6" durch die Zahl "10" ersetzt.

Art. 12 - In Teil VIII Titel II Kapitel I desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird der Titel von Abschnitt 3 durch die Wortfolge "und der Interkommunalen" ergänzt.

Art. 13 - In Artikel D.152 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird die Zahl "6" durch die Zahl "10" ersetzt.

Art. 14 - Artikel D.155 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

5° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs" durch das Wort "Gerichtspolizeioffizier" ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "wird, und dessen Aufgaben die folgenden sind:" durch die Wortfolge "und von der Regierung benannt wird. Seine Aufgaben sind insbesondere:" ersetzt.

Art. 15 - Artikel D.156 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "die befugt sind," und die Wortfolge "Verwaltungsstrafen aufzuerlegen" Die Wortfolge ", den in Artikel D.173 genannten Vergleich vorzuschlagen, die Verwaltungsverfahren einzuleiten und" eingefügt;

2° in Paragraf 1 wird Absatz 1 ergänzt durch die Wortfolge ", und veröffentlicht die Liste dieser Beamten im *Belgischen Staatsblatt*. Diese sanktionierenden Beamten sind nicht wegen eines Verbrechens, einer Straftat oder eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des vorliegenden Teils strafrechtlich verurteilt worden und verfügen über eine Dienststufe, für die ein Hochschulabschluss des zweiten Studienzyklus oder ein gleichwertiger Abschluss erforderlich ist, oder über eine gleichwertige Berufserfahrung von fünf Jahren. ";

3° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die sanktionierenden Beamten sind in der Ausübung ihrer Rechtsprechungsbefugnisse unabhängig und entscheiden über die Zweckmäßigkeit der Verwaltungsverfahren und die gegebenenfalls zu verhängenden Strafen in völliger Unabhängigkeit und Autonomie und nehmen in dieser Hinsicht keine anderen als allgemeine Anweisungen entgegen.

Kein sanktionierender Beamter darf von einer Regierung eine entlohnte Funktion annehmen.

Bei der Ausübung ihrer nach dem vorliegenden Teil übertragenen Aufgaben dürfen sie keine persönlichen Interessen haben, nicht parteiisch sein und keine der Parteien bevorzugen. In diesem Rahmen dürfen sie ihre Aufgaben nicht gegenüber Personen wahrnehmen, mit denen sie bis zum dritten Grad verwandt oder verschwägert sind, noch dürfen sie im Rahmen einer Akte tätig werden, an dem sie bereits in anderer Eigenschaft tätig waren oder an der sie ein unmittelbares oder mittelbares Interesse haben.

Die Benennung eines sanktionierenden Beamten gemäß Paragraf 1 erfolgt gemäß den von der Regierung nach Beurteilung der Kompetenz und der Eignung festgelegten Modalitäten. Dieser Vorschlag kann nur mit einer Begründung abgelehnt werden.

Mindestens fünfzehn Tage vor der Übermittlung an die Regierung wird der in Absatz 4 vorgesehene Vorschlag gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten öffentlich bekannt gemacht.

Nach der Benennung gemäß dem vorliegenden Artikel kann das Amt des sanktionierenden Beamten nur durch eine mit Gründen versehene Entscheidung der Regierung beendet werden, sofern er eine schwerwiegende Pflichtverletzung begangen hat, dauerhaft dienstunfähig ist oder selbst einen entsprechenden Antrag an die Regierung gerichtet hat. Darüber hinaus darf er nur mit seiner vorherigen ausdrücklichen Zustimmung im Rahmen der internen oder externen Mobilität versetzt werden.

Die Regierung setzt nach den von ihr festgelegten Modalitäten Rahmenbedingungen um, die die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit der regionalen sanktionierenden Beamten gewährleisten.;"

4° der Artikel wird um einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Im Rahmen der durch den vorliegenden Teil übertragenen Aufgaben üben die sanktionierenden Beamten eine Rechtsprechungsfunktion aus und arbeiten aktiv an der Rechtspflege im Sinne von Artikel D.11, 1°, des vorliegenden Gesetzbuches mit."

Art. 16 - Artikel D.157 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird zwischen das Wort "die" und die Wortfolge "eine Straftat darstellen" die Wortfolge "gemäß Artikel D.197 § 3" eingefügt;

2° in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird zwischen die Wortfolge "oder der über eine" und die Wortfolge "gleichwertige berufliche Erfahrung" die Wortfolge "während fünf Jahren ausgeübt" eingefügt;

3° In Paragraf 1 wird Absatz 2 wie folgt ergänzt:

"Er hat keine strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verbrechens, eines Vergehens oder eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des vorliegenden Teils erlitten. ";

4° in Paragraf 1 Absatz 3 wird zwischen die Wortfolge "verfügt über eine" und die Wortfolge "gleichwertige berufliche Erfahrung" die Wortfolge "während fünf Jahren ausgeübt" eingefügt;

5° in Paragraf 1 Absatz 4 wird nach der Wortfolge "wird der Verwaltung zur Information mitgeteilt" die Wortfolge "und ist Gegenstand einer Veröffentlichung" eingefügt.

Art. 17 - In Teil VIII desselben Gesetzbuchs, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019 erhält die Überschrift von Titel III folgende Fassung:

"Titel III - Überwachung, Kontrolle, Ermittlung und Feststellung von Verstößen und Sicherheits- und Zwangsmaßnahmen".

Art. 18 - Artikel D.159 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraf 1 erhält Absatz 1 folgende Fassung:

"Unbeschadet der den sonstigen mit gerichtspolizeilichen Aufgaben betrauten Beamten und Mitgliedern der föderalen Polizei und der lokalen Polizei zufallenden Pflichten obliegen die Überwachung und Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138 genannten Gesetzgebungen und die Ermittlung und Feststellung von Verstößen den feststellenden Bediensteten. ";

1° in Paragraf 2 wird die Wortfolge "in den Artikeln D.146 bis D.154 genannten," gestrichen.

Art. 19 - Artikel D.161 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Verweigert die in Absatz 2 genannte Person dem Beamten die Ausführung der vorherigen Genehmigung des Untersuchungsrichters, kann der Bedienstete die Staatsgewalt anfordern, um den Zugang zur Wohnsitz zu erzwingen. Die Abwesenheit der in Absatz 2 genannten Person kann nicht geltend gemacht werden, um die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters zu verhindern. Der Bedienstete nimmt gegebenenfalls die Dienste eines Schlüsseldienstes in Anspruch.“.

Art. 20 - Artikel D.162 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„In Anwendung von Absatz 1, 11° entsprechen die Installation und die Nutzung audiovisueller Mittel in der Wallonischen Region dem Gesetz vom 21. März 2007 zur Regelung der Installation und des Einsatzes von Überwachungskamera.“.

Art. 21 - Artikel D.164 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraph 1 erhält Absatz 3 folgende Fassung:

„Wenn die Verwarnung mündlich erfolgt, wird sie vom feststellenden Bediensteten schriftlich bestätigt. Die schriftliche Verwarnung wird dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben innerhalb von 15 Tagen ab dem Tag der Beobachtung des Sachverhalts, der die Verwarnung begründet, zugesandt.“;

2° Paragraph 1 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Eine Verwarnung darf einem Zuwiderhandelnden nicht wegen eines Sachverhalts erteilt werden, der bereits Gegenstand einer früheren Verwarnung war.

Die Verwarnungen können nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten in elektronischer Form ausgestellt werden.“.

Art. 22 - Artikel D.165 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge „mit elektronischer Unterschrift, oder mittels eines gesicherten Geräts, das eine handgeschriebene Unterschrift ermöglicht, die unter digitaler Form aufbewahrt bleibt,“ gestrichen;

2° in Paragraph 3 Absatz 2 wird die Wortfolge „von einem Beamten der lokalen Polizei“ durch die Wortfolge „von einem Mitglied des Einsatzkaders der föderalen und der lokalen Polizei“ ersetzt.

Art. 23 - Artikel D.166 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraph 1 Absatz 1, erhält der erste Satz folgende Fassung:

„Der Bedienstete, der einen Verstoß festgestellt hat, übermittelt dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben eine Kopie des Protokolls.“;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter „kann der Verstoß nicht mehr auf der Grundlage der von dem feststellenden Bediensteten vorgenommenen Feststellung verfolgt werden“ durch die Wörter „verliert das Protokoll seine Beweiskraft nach Artikel D.165 und gilt als bloßer Hinweis“ ersetzt;

3° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Das Protokoll erwähnt das Datum seines Abschlusses.“;

4° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter „Innerhalb derselben Frist wie derjenigen nach Paragraph 1“ durch die Wörter „Innerhalb von fünf Werktagen nach der Sendung an den Zuwiderhandelnden“ ersetzt;

5° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter „im Protokoll angegebenen Versanddatum Datum“ durch die Wörter „Datum der in Absatz 1 genannten Übermittlung“ ersetzt

6° in Paragraph 2 Absatz 3 werden die Wörter „Innerhalb derselben Frist übermittelt der feststellende Bedienstete, einschließlich des Polizeibeamten, der“ durch die Wörter „Innerhalb derselben Frist wie in Absatz 1 übermittelt der feststellende Bedienstete, der“ ersetzt;

7° in Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 2 wird in der französischen Fassung das Wort „quatre-vingt“ durch das Wort „quatre-vingts“ ersetzt;

8° In Paragraph 4 Absatz 1 wird das Wort „Protokoll“ durch die Wörter „Original des Protokolls“ ersetzt.

9° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter „Paragraph 1“ durch die Wörter „Paragraph 2“ ersetzt;

10° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter „pourront être sanctionnés uniquement“ in der französischen Fassung durch die Wörter „pourront être uniquement sanctionnés“ ersetzt;

11° in Paragraph 4 wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 24 - In Titel III von Teil VIII desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält die Überschrift von Kapitel IV folgende Fassung:

„Kapitel IV. - Sicherheits- und Zwangsmaßnahmen“.

Art. 25 - Artikel D.169 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

„Art. D.169. § 1. Wenn das Protokoll eines Verstoßes gegen die in Artikel D.138 genannten Bestimmungen aufgestellt worden ist, kann der Bürgermeister auf der Grundlage des Berichts des feststellenden Bediensteten unbeschadet der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Aktionen:

1° die vollständige oder teilweise Einstellung eines Betriebs oder einer Aktivität für eine von ihm bestimmte Dauer anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, wenn nötig, die sofortige vorübergehende Schließung der Anlage für eine von ihm bestimmte Dauer vornehmen;

3° dem Zuwiderhandelnden einen Einsatzplan binnen der in seinem Beschluss bestimmten Frist und gegebenenfalls die Bereitstellung zugunsten der Gemeinde oder der Region einer Sicherheit nach einer der kraft der Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten, um somit die Durchführung des Einsatzplanes zu garantieren, auferlegen;

4° dem Zuwiderhandelnden die Einführung eines Wiederinstandsetzungsplanes zwecks der Erfüllung der Ziele und einer Frist, die in seinem Beschluss bestimmt werden, und gegebenenfalls die Bereitstellung zugunsten der Gemeinde oder der Region einer Sicherheit nach einer der kraft der Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten, um somit Wiederinstandsetzung zu garantieren, auferlegen;

5° jede sonstige nützliche Maßnahme bzw. jeden Plan treffen, um eine Gefahr oder eine Belästigung für die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit, oder für das Wohlbefinden der Tiere zu beseitigen;

6° der für das Tier verantwortlichen Person die erforderlichen Maßnahmen zum Schutz des Tiers oder zur Gewährleistung seines Wohlbefindens auferlegen;

7° die von der Regierung bestimmte Dienststelle oder Einrichtung informieren;

8° die kraft Artikel 26 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgeschriebenen Folgemaßnahmen zu Lasten des kraft Artikel 26 dieses Dekrets bestimmten Inhabers der Verpflichtungen von Amts wegen veranlassen.

Die kraft Absatz 1 Ziffer 3 bis 5 angeordneten Maßnahmen können Maßnahmen zur Minderung und Beseitigung der Belästigungen oder der Risiken für die Bevölkerung, die Umwelt oder das Wohlbefinden der Tiere, oder Übergangsmaßnahmen für die Durchführung des Einsatzplans oder Einführung eines Wiederinstandsetzungsplans umfassen.

Der Bürgermeister übermittelt dem Zuwiderhandelnden seinen auf der Grundlage des Absatzes 1 getroffenen Beschluss durch jedes Mittel, das der Einsendung gemäß Artikel D.141 § 2 ein sicheres Datum verleiht.

Der Bürgermeister sendet gleichzeitig eine Abschrift dieses Beschlusses an den feststellenden Bediensteten, der den Bericht verfasst hat.

§ 2. Wenn nach einer Frist von dreißig Tagen ab der Einsendung des in Paragraf 1 vorgesehenen Berichts der Bürgermeister keine Maßnahme ergriffen oder angeordnet hat, können die in Artikel D.146 genannten feststellenden Bediensteten ebenso wie der Bürgermeister dieselben Befugnisse wie der Bürgermeister ausüben. In diesem Fall informieren sich der Bürgermeister und die in Artikel D.146 genannten feststellenden Bediensteten gegenseitig über jede Initiative, die sie gemäß diesem Artikel zu ergreifen beabsichtigen.

In Abweichung von Absatz 1 können die in Artikel D.146 genannten feststellenden Bediensteten, wenn eine Gefahr so drohend ist, dass die kleinste Verzögerung ein Risiko für die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit oder das Wohlbefinden der Tiere, darstellt, dieselben Befugnisse wie der Bürgermeister sofort ausüben, wobei der Bürgermeister zuständig bleibt. Dies gilt ebenfalls im Falle eines Verstoßes gegen die Artikel D.135 bis D.163 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, wenn dieser Verstoß einen unwiderruflichen Schaden verursachen kann, auch wenn es keine Gefahr für die Umwelt einschließlich der menschlichen Gesundheit gibt.

Auf jeden Fall übermitteln der Bürgermeister oder die feststellenden Bediensteten dem Zuwiderhandelnden ihren getroffenen Beschluss durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.141 § 2 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

Zur gleichen Zeit unterrichten sich der Bürgermeister und die feststellenden Bediensteten gegenseitig über die getroffene Entscheidung und übermitteln sich jeweils eine Kopie der Entscheidung.

§ 3. Die gemäß Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1° und 2° getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben, sobald die für den Betrieb oder die Aktivität notwendigen administrativen Genehmigungen von der zuständigen Behörde endgültig erteilt werden, oder sobald die für den Betrieb oder die Aktivität notwendigen Erklärungen von der zuständigen Behörde als gültig und vollständig anerkannt worden sind.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde es versäumt, die aufgrund der Paragrafen 1 und 2 ergriffenen oder angeordneten Maßnahmen binnen der festgelegten Frist einzureichen oder dessen Bedingungen nicht beachtet, kann der Bürgermeister oder andernfalls die von der Regierung bestellte Person sie zu Lasten des Zuwiderhandelnden von Amts wegen durchführen.

Die in Absatz 1 erwähnte Durchführung von Amts wegen kann auf Beschluss der Regierung der SPAQuE anvertraut werden.

Neben der in Paragraf 1 vorgesehenen Durchführung von Amts wegen kann die von der Regierung bestellte Person oder der Bürgermeister dem Zuwiderhandelnden die Bereitstellung einer Sicherheit zugunsten der Region oder der Gemeinde nach einer der kraft der Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten auferlegen, um die Durchführung zu garantieren.

Die von der Regierung bestellte Person oder der Bürgermeister informiert durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.141 § 2 ein sicheres Datum verleiht, die Person(en), die die Sicherheit bilden muss (müssen), wobei sie deren Betrag, die Frist und die möglichen Verfahren zur Bildung dieser Sicherheit angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen ab dem Ablauf des aufgrund von Absatz 4 festgelegten Termins keine Sicherheit gebildet worden ist, übermittelt die von der Regierung bestellte Person oder der Bürgermeister dem Zuwiderhandelnden eine Zahlungsanordnung binnen vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung.

Die Bildung einer Sicherheit verhindert keinesfalls die Weiterführung der Verfolgungen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die von der Regierung bestellte Person oder der Bürgermeister eine Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen lassen.

§ 5. Die sich aus den Maßnahmen des vorliegenden Artikels ergebenden Kosten gehen zu Lasten des Urhebers des Verstoßes nach §§ 1 und 2.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Kosten Gegenstand eines Vorschusses durch die Wallonische Region sind, wird deren Rückzahlung durch den Urheber des Verstoßes verlangt.“

Art. 26 - Artikel D.170 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "aus Gründen des Wohlbefinden der Tiere, der Gesundheit oder der öffentlichen Sicherheit" zwischen den Wörtern "Außer wenn sich die unmittelbare Tötung des Tiers" und den Wörtern "als nötig erweist," eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "können jederzeit Gegenstand einer Beschlagnahme sein durch einen feststellenden Bediensteten oder den Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet sich die Tiere üblicherweise befinden" durch die Wörter "werden sofort gemäß der vorliegenden Bestimmung beschlagnahmt".

3° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die Ausübung der in Artikel D.104 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz genannten Aufgaben kann eine administrative Beschlagnahme von Tieren auch von den gemäß diesem Artikel beschlossen werden. In diesem Rahmen können diese Gerichtspolizeibediensteten und -offiziere und Mitglieder des Einsatzkaders der föderalen und lokalen Polizei Artikel D.171. anwenden." ;

4° Paragraph 2 erhält folgende Fassung:

"§ 2. Wenn ein Bürgermeister in Anwendung von Paragraph 1 eine Beschlagnahme durchführen lässt, wird eine Kopie der Beschlagnahmeentscheidung innerhalb von fünfzehn Tagen der von der Regierung bestimmten zuständigen Dienststelle nach von der Regierung festgelegten Modalitäten übermittelt. Eine Kopie des Protokolls, das zur Beschlagnahme geführt hat, wird der Sendung beigelegt."

Absatz 1 findet Anwendung auf die administrativen Beschlagnahmen, die von den in den Artikeln D.149 und D.152 genannten feststellenden Bediensteten beschlossen werden, und auf die administrativen Beschlagnahmen, die gemäß Paragraph 1 Absatz 3 beschlossen werden." ;

5° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "Die Regierung oder der Bürgermeister" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt das Verfahren zur administrativen Beschlagnahme der Tiere und " ersetzt;

6° in Paragraph 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"In Abweichung von Absatz 1 entscheidet der Bürgermeister gemäß dem vorliegenden Artikel über die Bestimmung der Tiere, deren administrative Beschlagnahme er beschlossen hat. Eine Kopie der Entscheidung über die Bestimmung wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Annahme der von der Regierung bestimmten zuständigen Dienststelle nach von der Regierung festgelegten Modalitäten übermittelt." ;

7° in Paragraph 4 wird das Wort "feststellender" aufgehoben;

8° in Paragraph 4 werden die Wörter "innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Beschlagnahme" zwischen die Wörter "oder der Bürgermeister" und "der für die beschlagnahmten Tiere verantwortlichen Person";

9° in Paragraph 5 Absatz 1 werden die Wörter "nach Eingang des in Paragraph 2 genannten Protokolls und der Beschlagnahmeentscheidung" durch die Wörter "ab dem Tag nach der Beschlagnahmeentscheidung" ersetzt;

10° in Paragraph 5 wird Absatz 2 aufgehoben;

11° Paragraph 6 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen die im vorliegenden Absatz erwähnten Kosten vorgestreckt werden können, und kann die während der Beschlagnahme anfallenden Unterbringungskosten pro Tierkategorie begrenzen." .

Art. 27 - Artikel D.171 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "zwecks der Vollstreckung der Zwangsmaßnahmen" durch die Wörter "zwecks der Kontrolle und der Überwachung der Vollstreckung der Zwangsmaßnahmen" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn die in Absatz 2 genannte Person dem Bediensteten die Ausführung der vorherigen Genehmigung des Untersuchungsrichters verweigert, kann der Bedienstete die öffentliche Gewalt anfordern, um den Zugang zur Wohnung zu erzwingen. Die Abwesenheit der in Absatz 2 genannten Person kann nicht geltend gemacht werden, um die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters zu verhindern. Der Bedienstete nimmt ggf. die Dienste eines Schlossers in Anspruch." .

Art. 28 - Artikel D.172 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "in Artikel D.169" durch den Wortlaut "in Artikel D.169 §§ 1 und 2" ersetzt.

2° Absatz 2 erhält folgende Fassung:

"Bei Strafe von Verfall wird der Einspruch innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab der Notifizierung dieses Beschlusses durch Abgabe eines Antrags an die Regierung eingelegt. Der Einspruch setzt die Vollstreckung des beanstandeten Beschlusses nicht aus. " ;

3° Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem ersten auf den Eingang des Einspruchs folgenden Tag zu." ;

4° in Absatz 5 werden die Wörter "den Einspruch" durch die Wörter "die Einreichung und Untersuchung des Einspruchs" ersetzt.

Art. 29 - Die Überschrift des Titels IV von Teil VIII desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

"TITEL IV - Eventuelle Verfahren zum Erlöschen der Strafverfolgung"

Art. 30 - Artikel D.173 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

"Art. D.173 - Sofern die Straftat keinem Dritten einen unmittelbaren Schaden zugefügt hat, kann der sanktionierende Beamte, wenn er für administrative Verfolgungen befassen wird, und bevor diese eingeleitet werden, für jeden Verstoß nach einer der in Artikel 138 genannten Rechtsvorschriften einen Vergleich vorschlagen. Der sanktionierende Beamte kann dem Zuwiderhandelnden außerdem die Wiederinstandsetzung auferlegen."

Der sanktionierende Beamte legt die Modalitäten und die Frist für die Zahlung fest und nennt in räumlicher und zeitlicher Hinsicht die Tatsachen, für die er die Zahlung vorschlägt. Diese Frist beträgt mindestens fünfzehn Tage und höchstens drei Monate. Der sanktionierende Beamte kann diese Frist verlängern, wenn besondere Umstände dies rechtfertigen, oder verkürzen, wenn die verdächtige Person dem zustimmt."

Hat der Verstoß Kosten für Analysen oder Begutachtung verursacht, kann der festgesetzte Betrag um den Betrag oder einen Teil des Betrags dieser Kosten erhöht werden. Zu dem in Absatz 1 genannten Geldbetrag können auch andere Verfolgungskosten hinzugefügt werden Sie werden, wenn nötig, im Text des Vergleichs individualisiert.

Die Verjährung des Verwaltungsverfahrens wird ab dem Vorschlag des sanktionierenden Beamten ausgesetzt. Die Aussetzung läuft so lange, bis festgestellt wird, dass der Vergleich nicht oder nicht rechtzeitig durchgeführt wurde, einschließlich der Wiederinstandsetzung.

Durch die Zahlung des in Absatz 1 genannten Betrags und gegebenenfalls durch die Durchführung der Wiederinstandsetzung innerhalb der festgesetzten Frist erlöschen die administrativen Verfolgungen.

Der Vergleichsbetrag darf nicht höher als der Höchstbetrag der in Anwendung von Artikel D.198 § 1 Absatz 2 vorgesehenen administrativen Geldbuße sein.

Der sanktionierende Beamte fordert den Urheber eines Verstoßes, der zu einer Beschlagnahme führt oder führen kann, auf, die beschlagnahmten Gegenstände oder Vermögensvorteile innerhalb einer von ihm festgelegten Frist aufzugeben oder, wenn sie nicht beschlagnahmt werden, sie an einem von ihm festgelegten Ort abzuliefern.“

Art. 31 - Artikel D.174 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

“Art. D.174. § 1. Im Falle der Feststellung eines der in Paragraph 4 aufgelisteten Verstöße kann der feststellende Bedienstete unter eine sofortige Erhebung vorschlagen, sofern die Straftat keinem Dritten einen unmittelbaren Schaden zugefügt hat. Dieser Vorschlag wird in dem Protokoll formuliert, dessen Kopie dem Zuwiderhandelnden gemäß Artikel D.166 zugesandt wird.

Neben dem Vorschlag einer sofortigen Erhebung kann der feststellende Beamte dem Zuwiderhandelnden die Wiederinstandsetzung auferlegen. In diesem Fall kann er Maßnahmen zur Minderung und Beseitigung der Belästigungen oder Risiken für die Bevölkerung, die Umwelt, oder das Wohlbefinden der Tiere oder Übergangsmaßnahmen für die Durchführung der Wiederinstandsetzung anordnen.

§ 2 Die Annahme des Vorschlags zur sofortigen Erhebung, einschließlich der Wiederinstandsetzung, erfolgt durch die Zahlung des gemäß Paragraph 5 vorgeschriebenen Betrags, und zwar innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Zustellung der Kopie des Protokolls, in dem dieser Vorschlag enthalten ist.

Durch die in Absatz 1 genannte Zahlung und gegebenenfalls durch die Durchführung der Wiederinstandsetzung innerhalb der festgesetzten Frist erlöschen:

1° die Strafverfolgungen oder die administrativen Verfolgungen, außer wenn der zuständige Prokurator des Königs dem Betreffenden binnen dreißig Tagen ab dem Tag der Zahlung mitteilt, dass er die Absicht hat, die Strafverfolgungen einzuleiten;

2° die administrativen Verfolgungen in Bezug auf einen in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstoß, außer wenn der sanktionierende Beamte dem Betreffenden binnen dreißig Tagen ab dem Tag der Zahlung mitteilt, dass er die Absicht hat, die administrativen Verfolgungen einzuleiten.

Die Notifizierung im Sinne von Absatz 2 Ziffer 1 und 2 erfolgt per Einschreiben. Es gilt, dass die Mitteilung am nächstfolgenden Werktag nach dem Tag der Versendung erfolgt ist.

Der Zuwiderhandelnde kann die sofortige Erhebung, einschließlich der Wiederinstandsetzung verweigern. In diesem Fall informiert er den feststellenden Beamten innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Tag nach der Zustellung der Protokollkopie darüber. Die Überschreitung dieser Frist ohne Antwort des Zuwiderhandelnden oder das Ausbleiben der Zahlung auch eines Betragsteils der sofortigen Erhebung innerhalb dieser Frist gilt als Ablehnung des Vorschlags für die sofortige Erhebung.

§ 3 Abweichend von den Paragraphen 1 und 2 kann der feststellende Beamte bei einem offenkundigen Verstoß sofort die sofortige Erhebung vorschlagen, sofern die Tat keinem Dritten einen unmittelbaren Schaden zugefügt hat.

Bei Zustimmung des Zuwiderhandelnden wird der nach Paragraph 5 vorgeschriebene Betrag sofort von dem feststellenden Beamten eingezogen.

Wenn der feststellende Bedienstete dem Zuwiderhandelnden die Wiederinstandsetzung auferlegt, wird diese sofort durchgeführt.

In dem Protokoll, dessen Kopie dem Zuwiderhandelnden nach Artikel D.166 zugesandt wird, wird der Vorschlag und gegebenenfalls seine Annahme und Bezahlung vermerkt.

Wenn der Zuwiderhandelnde die sofortige Zahlung ablehnt, kann der feststellende Beamte bei der Versendung der Kopie des Protokolls gemäß Paragraph 1 erneut die sofortige Erhebung vorschlagen. In diesem Fall ist Paragraph 2 anwendbar.

§ 4. Eine sofortige Erhebung kann gemäß dem vorliegenden Artikel für Verstöße der dritten und vierten Kategorie gegen die in Artikel D.138. erwähnten Rechtsvorschriften vorgeschlagen werden.

Außerhalb der in Absatz 1 genannten Fällen kann eine sofortige Erhebung ebenfalls für folgende Verstöße vorgeschlagen werden:

1° die Verbrennung von Haushaltsabfällen im Freien oder in Anlagen, die den Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle nicht genügen, mit Ausnahme der Verbrennung von natürlichen, trockenen Abfällen aus Wäldern, Feldern und Gärten in Übereinstimmung mit dem Feldgesetzbuch und dem Forstgesetzbuch;

2° das Zurücklassen von Abfällen, so wie kraft der Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle untersagt, einschließlich der Deponien, die den Wasserläufen Schaden zufügen;

3° das Fehlen einer Umweltgenehmigung oder einer Umwelterklärung oder die Nichteinhaltung der Betriebsbedingungen gemäß den Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung;

4° die Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

5° die Verstöße gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

6° die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße;

7° die Verstöße gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;

8° das Fehlen einer in Anwendung der Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle erforderlichen Zulassung oder Registrierung, oder die Nichtbeachtung dieser Zulassung oder Registrierung;

9° die Nichtbeachtung der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen und der Verordnung 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt;

10° die Verstöße gegen das Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung;

11° die Verstöße gegen das Dekret vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft.

12° die Verstöße gegen das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung.

§ 5. Die Regierung bestimmt im Hinblick auf jeden betroffenen Verstoß, den Betrag der sofortigen Erhebung, die gemäß dem vorliegenden Artikel vorgeschlagen werden kann, sowie die Erhebungsmodalitäten. Dieser Betrag darf nicht höher sein als der Höchstbetrag der in Artikel D.198 § 1 Absatz 2 vorgesehenen Geldbuße für diesen Verstoß.

§ 6. Wenn der Betroffene ungeachtet der Zahlung der sofortigen Erhebung im Anschluss an die Strafverfolgungen oder administrativen Verfolgungen verurteilt wird, wird der bereits eingezogene Geldbetrag auf die dem Staat geschuldeten Gerichtskosten und auf die verhängte Geldbuße oder auf die administrative Geldbuße angerechnet. Der etwaige Mehrbetrag wird zurückerstattet.

Im Falle eines Freispruchs wird der aufgrund des vorliegenden Artikels eingezogene Betrag zurückerstattet.“

Art. 32 - In Artikel D.175 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden die Wörter "des Vergleichs" durch die Wörter "der sofortigen Erhebung" ersetzt.

Art. 33 - Artikel D.178 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 4 werden die Wörter "oder einer Geldstrafe" durch die Wörter "und einer Geldstrafe" ersetzt;

4° in Paragraph 2 Absatz 6 wird die Zahl "6°" durch die Zahl "10°" ersetzt;

3° Paragraph 3 erhält folgende Fassung:

"§ 3. In Ermangelung von Strafverfolgungen gegen den Zuwiderhandelnden können Verstöße der zweiten, dritten und vierten Kategorie entweder durch einen Vergleich nach Artikel D.173 oder durch administrative Verfolgungen nach Titel VI dieses Teils geahndet werden.“

Art. 34 - In Artikel D.179 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden in Ziffer 2 die Wörter "in einer Gewinnerzielungsabsicht" durch die folgende Wörter ersetzt:

"mit dem Ziel der ausschließlichen und anhaltenden Gewinnerzielung oder der absichtlichen Zerstörung der Umwelt“.

Art. 35 - In Artikel D.180 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird die Zahl "zehn" durch die Zahl "fünfzehn" ersetzt.

Art. 36 - In Artikel D.181 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019 wird das Wort "Zwangsmaßnahmen" durch die die Wörter "Sicherheits- und Zwangsmaßnahmen" und die Wörter "im Sinne von Artikel D.185 und D.201" durch die Wörter "im Sinne von Kapitel III von Titel V und von Artikel D.201" ersetzt.

Art. 37 - Artikel D.183 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2009, erhält folgende Fassung:

"Art. D.183 - Kraft der in Artikel D.138 erwähnten Rechtsvorschriften begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie, derjenige der:

1° sich den Sicherheits- und Zwangsmaßnahmen nach den Artikeln D.169 bis D.172 widersetzt, gegen sie verstößt, sie nicht beachtet oder nicht durchführt;

2° sich den Aufgaben der feststellenden Bediensteten entgegenstellt oder sie behindert, oder die Anordnungen ohne rechtmäßigen Grund nicht beachtet;

3° sich der Durchführung der administrativen Verfolgungen entgegenstellt, sie behindert, oder nicht beachtet

4° sich den Sanktionen oder Wiederherstellungsmaßnahmen, die vom Richter kraft Kapitel III von Titel V verhängt worden sind, entgegenstellt, sie behindert, nicht beachtet oder nicht durchführt;

5° sich den Sanktionen oder Wiederherstellungsmaßnahmen, die von einem sanktionierenden Beamten kraft des vorliegenden Teils verhängt worden sind, entgegenstellt, sie behindert, nicht beachtet oder nicht durchführt, außer im Falle eines Rechtsbehelfs nach den Artikeln D.217 und D.218;

Kraft der in Artikel D.138 erwähnten Rechtsvorschriften begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie, derjenige der:

1° gemäß Artikel D.144 befugt ist und der außerhalb der Ausübung seiner Aufgaben Daten aus der zentralen Datei abfragt oder verwendet;

2° eine andere Person als eine gemäß Artikel D.144 befugte Person ist, die auf Daten in der zentralen Datei zugreift oder diese verwendet;

3° Informationen verwendet, die er durch Einsichtnahme in eine Akte oder durch Erhalt einer Kopie davon erhalten hat oder die er dadurch erhalten hat, dass er bei der Einsichtnahme durch eigene Mittel eine Kopie von Teilen einer Akte angefertigt hat, deren Zweck und Wirkung darin besteht, den Ablauf von Ermittlungen oder administrativen Verfolgungen zu behindern, das Privatleben, die körperliche oder seelische Unversehrtheit oder das Eigentum einer in der Akte genannten Person zu beeinträchtigen.

Unbeschadet der Artikel 51 bis 53 des Strafgesetzbuches begeht derjenige einen Verstoß, der versucht, eine Straftat gegen eine der in Artikel D.138 aufgeführten Rechtsvorschriften zu begehen. Diese Straftat wird mit der Strafe bestraft, die für die Kategorie vorgesehen ist, die unmittelbar unter derjenigen liegt, die für die Einstufung der Straftat selbst vorgesehen ist. Für den Versuch einer in die vierte Kategorie eingestuften Straftat ist die angedrohte Strafe ähnlich wie bei einer in die vierte Kategorie eingestuften Straftat, bei der das Höchstmaß der Strafe halbiert wurde. Gegebenenfalls werden die Verwaltungsstrafen, die für diesen Verstoß verhängt werden, auf die gleiche Weise festgelegt.“

Art. 38 - Artikel D.184 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

2° Paragraf 1 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Einen Verstoß der dritten Kategorie begeht derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung vom 18. Dezember 2006 zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 6 § 4;
- 2° Artikel 7 § 2;
- 3° Artikel 9 § 2;
- 4° Artikel 12 §§ 2 und 3;
- 5° Artikel 17 § 1;
- 6° Artikel 18 § 1;
- 7° Artikel 22 §§ 1, 2 und 4;
- 8° Artikel 24 § 2;
- 9° Artikel 36 §§ 1 und 2;
- 10° Artikel 41 § 4;
- 11° Artikel 46 § 2;
- 12° Artikel 49;
- 13° Artikel 50 § 2;
- 14° Artikel 61 §§ 1 und 3;
- 15° Artikel 63 § 3;
- 16° Artikel 66 § 1;
- 17° Artikel 105.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen.”;

2° Paragraf 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Einen Verstoß der dritten Kategorie begeht derjenige, der dem Artikel 19 der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluoridierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 842/2006 oder kraft dieser Verordnung verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.”;

3° Paragraf 6 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Einen Verstoß der dritten Kategorie begeht derjenige, der den Bestimmungen der Artikel 12 und 14 der Verordnung (EU) Nr. 2017/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2017 über Quecksilber und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 1102/2008, und den in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.”;

4° Die Paragraphen 9, 10 und 11 werden aufgehoben.

Art. 39 - In Teil VIII Titel V desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält die Überschrift von Kapitel III folgende Fassung:

“Kapitel III - - Nebenmaßnahmen zur Strafe, die vom Richter angeordnet werden können, einschließlich der Wiederherstellungsmaßnahmen”

Art. 40 - Artikel D.185 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

“Art. D.185 - § 1. Neben der Strafe kann der Richter entweder von Amts wegen, oder auf Antrag der Staatsanwaltschaft, oder auf Antrag der von der Regierung bestimmten Person, oder auf Antrag des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, oder auf Antrag der Zivilpartei, die folgenden, zu Lasten des Zuwiderhandelnden fallenden Wiederherstellungsmaßnahmen anordnen:

- 1° die Wiederinstandsetzung;
- 2° die Durchführung von Maßnahmen, damit dem Verstoß ein Ende gesetzt wird;
- 3° die Durchführung von Maßnahmen zum Schutz der Bevölkerung oder der Umwelt vor Belästigungen, oder die darauf abzielen, den Zugang zum Ort des Verstoßes zu verhindern;
- 4° die Durchführung der Maßnahmen zur Minderung der Belästigungen und ihrer Folgen;
- 5° die Durchführung von Einrichtungsarbeiten, um die Situation vor der Wiederinstandsetzung vorübergehend zu regeln;
- 6° die Durchführung einer Studie zur Bestimmung der geeigneten Sicherheits- oder Wiedergutmachungsmaßnahmen;
- 7° Fischbesatz bzw. Bestandsaufstockung.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 kann es sich bei den Maßnahmen, die darauf abzielen, dem Verstoß ein Ende zu setzen, insbesondere um folgende Maßnahmen handeln:

- 1° die Einstellung aller oder bestimmter Betriebsaktivitäten am Ort, wo der Verstoß begangen worden ist, während der von dem Richter festgelegten Dauer;
- 2° die Schließung des Betriebs, wo der Verstoß begangen worden ist, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu drei Jahren.

Der Richter kann die verkündeten Wiederherstellungsmaßnahmen durch ergänzende oder Ausgleichsmaßnahmen im Sinne von Artikel D.94 Absatz 1 Ziffer 13 und 14 ergänzen.

Die Rechte der entweder zusammen mit den öffentlichen Behörden oder getrennt handelnden Zivilpartei sind im Falle der unmittelbaren Wiederherstellung auf die von der zuständigen Behörde gewählten Maßnahmen beschränkt. Diese Bestimmung verhindert nicht die Möglichkeit für die Zivilpartei, einen Schadenersatz vor Gericht einzuklagen.

Zur Bestimmung der Art und des Umfangs der Wiederherstellungsmaßnahme, die der Richter anzuordnen beabsichtigt, kann Letzterer zuvor alle Drittpersonen anhören, die er zu diesem Zweck bestimmt.

In seiner Entscheidung bestimmt der Richter die Frist, innerhalb deren der Zuwiderhandelnde die Wiederherstellungsmaßnahmen erledigen muss.

§ 2. Wenn die Örtlichkeiten nicht binnen der vorgeschriebenen Frist wieder in Stand gesetzt worden sind oder die Arbeiten nicht durchgeführt worden sind, kann der Richter unbeschadet der Anwendung des Kapitels XXIII des Buches IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches anordnen, dass die von der Regierung bestimmte Person oder der Bürgermeister die Arbeiten von Amts wegen durchführen lassen kann.

Der Verurteilte wird dazu gezwungen, für alle damit verbundenen Kosten aufzukommen, aufgrund eines einfachen, von der Behörde, die die Durchführung der Arbeiten von Amts wegen veranlasst hat, erstellten Berichts der Lage.

§ 3. Zwecks der Kontrolle und Überwachung der Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen können die feststellenden Bediensteten zu jeder Zeit die Anlagen, Räumlichkeiten, Gelände und sonstige Örtlichkeiten betreten, außer wenn sie einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bilden.

Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese Bediensteten Letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen, oder insofern sich die Person, die über das effektive Nutzungsrecht an den betreffenden Örtlichkeiten verfügt, ihre ausdrückliche und vorherige Zustimmung dazu gegeben hat.“.

Art. 41 - Artikel D.186 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "gegebenenfalls" wird zwischen die Wörter "der Verurteilte" und "unter Gefahr der Auferlegung eines Zwangsgelds" eingefügt;

2° das Wort "acht" wird durch das Wort "fünfzehn" ersetzt;

3° die Wörter "der Regierung" werden durch die Wörter "der Wallonischen Region oder der Gemeinde" ersetzt.

Art. 42 - Artikel D.187 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Regierung oder das Gemeindegremium" durch die Wörter "die von der Regierung bestimmte Person oder der Bürgermeister" ersetzt;

2° der Wortlaut "von der Behörde, die die Durchführung der Arbeiten veranlasst hat" wird durch den Wortlaut "von der Behörde, die gegebenenfalls die Durchführung der Arbeiten veranlasst hat," ersetzt;

3° der Artikel wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Außer wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, kann die von der öffentlichen Behörde zwecks der Durchführung von Amts wegen bestimmte Person die Örtlichkeiten betreten, um die Vollstreckung der Entscheidung zu veranlassen. Bei der Ausübung ihrer Aufgabe kann sie gegebenenfalls die bewaffnete Macht anfordern.

Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese Bediensteten Letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen, oder insofern sich die Person, die über das effektive Nutzungsrecht an den betreffenden Örtlichkeiten verfügt, ihre ausdrückliche und vorherige Zustimmung dazu gegeben hat.“.

Art. 43 - Artikel D.188 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut "dem durch Artikel D.220 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden"" wird durch den Wortlaut "dem durch Artikel D.220 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden" oder dem durch Artikel D.100 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz eingeführten Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere" ersetzt;

2° der Wortlaut "um die Gefahr eines Umweltschadens oder den Umweltschaden, die/der durch den Verstoß verursacht wurde, einschließlich der menschlichen Gesundheit, zu vermeiden, zu minimieren, zu beenden oder zu beheben" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "um die Gefahr eines Umweltschadens oder einen solchen Umweltschaden, einschließlich der menschlichen Gesundheit, oder die Gefahr eines Schadens gegen das Wohlbefinden der Tiere oder einen solchen Schaden gegen das Wohlbefinden der Tiere, die/der durch den Verstoß verursacht wurde, zu vermeiden, zu minimieren, zu beenden oder zu beheben“.

Art. 44 - Artikel D.189 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 erhält Absatz 1 folgende Fassung:

"Neben der Strafe kann der Richter entweder von Amts wegen, oder auf Antrag der von der Regierung bestimmten Person, des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, der Zivilpartei oder der Staatsanwaltschaft, den Zuwiderhandelnden zu folgenden Strafen verurteilen, gegebenenfalls mit Verhängung eines Zwangsgelds:

1° Verbot, endgültig oder während eines Zeitraums von drei Monaten bis zu fünfzehn Jahren, ein oder mehrere Tiere einer oder mehrerer bestimmten Arten zu halten;

2° Einschränkung, endgültig oder während eines Zeitraums von drei Monaten bis zu fünfzehn Jahren, der Anzahl der gehaltenen Tiere oder Arten;

3° Entzug der Tierhaltungsgenehmigung im Sinne von Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz.“;

3° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Wenn die Verurteilung wegen eines Verstoßes, der unter das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz fällt, auf einen Verstoß der ersten Kategorie im Sinne von Artikel D.179 folgt, ordnet der Richter einen Entzug der Tierhaltungsgenehmigung gemäß dem vorliegenden Artikel an.“.

Art. 45 - Artikel D.191 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "dem Generaldirektor der Verwaltung und ggf. dem Gemeindegremium" durch die Wörter "der vor der Regierung bestimmten Person und gegebenenfalls dem Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist," ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "die in den Artikeln D.185 und D.187 erwähnten Verstöße" durch die Wörter "die Verstöße gegen eine der in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "dem Generaldirektor der Verwaltung und ggf. dem Gemeindegremium" durch die Wörter "systematisch der vor der Regierung bestimmten Person und gegebenenfalls dem Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist," ersetzt.

Art. 46 - Artikel D.192 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter "der Vertreter der Staatsanwaltschaften der verschiedenen Amtsbereiche der Appellationshöfe und Gerichtsbezirke" durch die Wörter "des Kollegiums der Generalprokuratoren" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 erhält Ziffer 1 folgende Fassung:

"1° im Rahmen der Ausübung einer üblichen Aktivität erfolgt;"

3° in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "die Verbringung von Abfällen im Sinne der geltenden Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle betrifft" durch folgende Wörter ersetzt: "einen Verstoß betrifft im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006/CE des Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen oder im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt";

4° der Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Protokolle, die bereits Gegenstand einer Notifizierung an den Prokurator des Königs vor dem Inkrafttreten einer von der Regierung gemäß Absatz 1 erstellten Liste gewesen sind, in der die festgestellten Verstöße festgehalten sind, werden weiterhin auf der Grundlage der zum Zeitpunkt der Notifizierung geltenden Bestimmungen behandelt;"

5° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 können herabgestufte Verstöße strafrechtlich sanktioniert und Gegenstand einer Strafverfolgung werden, wenn sie im Rahmen einer Gesamtheit von Taten begangen wurden, von denen einige nicht herabgestufte Verstöße darstellen, oder wenn eine Tat sowohl einen herabgestuften als auch einen nicht herabgestuften Verstoß darstellt."

Art. 47 - Artikel D.194 § 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "einschließlich aller Elemente, die die Identifizierung einer Person ermöglichen," zwischen die Wörter "die nützlich sind," und "sowie eine fotografische oder sonstige Kopie" eingefügt;

2° es wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 4 bestimmt die Regierung das Verfahren zur Verwaltung und Übermittlung an den zuständigen sanktionierenden Beamten der beschlagnahmten Gegenstände, die in den Kanzleien des gerichtlichen Standes aufbewahrt werden;"

3° ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Die Regierung kann das Verfahren zur Bestimmung der technischen Sachverständigen nach Absatz 1 Ziffer 5 festlegen."

Art. 48 - Artikel D.195 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 erhält Ziffer 4 folgende Fassung:

"4° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsmittel binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag der Notifizierung nach Absatz 1, schriftlich, anhand jedes Mittels, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, gelten zu lassen, und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, bei dem sanktionierenden Beamten die mündliche Vorstellung seiner Verteidigung zu beantragen;"

2° in Paragraph 1 erhält Absatz 2 folgende Fassung:

"Wenn eine mündliche Darlegung der Verteidigungsmittel beantragt wird, so bestimmt der sanktionierende Beamte den Tag und die Uhrzeit, zu denen der Zuwiderhandelnde aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich darzulegen, sowie die dafür geltenden Modalitäten. Der sanktionierende Beamte kann vorschlagen, dass die mündliche Darlegung per Videokonferenz stattfindet. Der Zuwiderhandelnde kann die Videokonferenz ablehnen;"

3° Paragraph 1 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung kann bei Vorliegen außergewöhnlicher, von ihr festgelegter Umstände vorsehen, dass ein ausschließlich schriftliches Verfahren an die Stelle der mündlichen Darlegung der Verteidigungsmittel des Zuwiderhandelnden tritt. Sie legt dabei die Modalitäten fest, die dem Zuwiderhandelnden eine angemessene Ausübung seiner Verteidigungsrechte garantieren.

Gleichzeitig mit dem in Absatz 1 erwähnten Versand informiert der sanktionierende Beamte, wenn im Protokoll eine Wiederherstellungsmaßnahme beantragt wird, über die in Artikel D.144 erwähnte zentrale Datei den von der Regierung bestimmten Dienst oder die von der Regierung bestimmte Einrichtung und gegebenenfalls den Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, über die Einleitung der administrativen Verfolgungen und kann deren Vorschlag bezüglich der Wiederherstellung des ursprünglichen Zustands beantragen;"

4° in Paragraph 2 Absatz 1 wird das Wort "auferlegen" durch das Wort "verhängen" ersetzt;

5° in Paragraph 2 Absatz 1 wird das Wort "anordnen" durch das Wort "auferlegen" ersetzt;

6° in Paragraph 2 erhält Absatz 2 folgende Fassung:

"Keine Verwaltungsstrafe und keine Nebenmaßnahme wird mehr als zwei Jahre nach dem Eingang des Protokolls bei dem sanktionierenden Beamten nach den in Artikel D.166 vorgeschriebenen Formen verhängt. Keine Wiederherstellungsmaßnahme wird mehr als drei Jahre nach dem Eingang des Protokolls bei dem sanktionierenden Beamten nach den in Artikel D.166 vorgeschriebenen Formen verhängt.";

7° der Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 2 werden diese Fristen während des Vermittlungsverfahrens gemäß Artikel D.202 und des Diensts an der Gemeinschaft gemäß Kapitel III Abschnitt 2 ab dem Vorschlag des sanktionierenden Beamten, dieses Verfahren in Anspruch zu nehmen, bis zu der Entscheidung, das Verfahren abzuschließen, ausgesetzt. Wenn der sanktionierende Beamte zusätzliche Aufgaben der feststellenden Bediensteten beantragt oder einen technischen Sachverständigen gemäß Artikel D.194 § 1 in Anspruch nimmt, werden diese Fristen ebenfalls für die Dauer dieser Interventionen, die ein Jahr nicht überschreiten darf, ausgesetzt. In diesem Fall informiert er den Zuwiderhandelnden über die Aussetzung des Verfahrens im Rahmen der in Paragraph 1 genannten Mitteilung."

Art. 49 - Artikel D.196 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird um folgende Wörter ergänzt: "und berücksichtigt gegebenenfalls den wirtschaftlichen Vorteil, der sich aus dem begangenen Verstoß ergibt."

Art. 50 - Artikel D.197 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "von einem Beamten der lokalen Polizei" durch die Wörter "von einem Mitglied des Einsatzkaders der föderalen Polizei und der lokalen Polizei" ersetzt;

2° in Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 3 wird der Wortlaut "Ziffer 6" durch den Wortlaut "Ziffer 10" ersetzt;

3° der Paragraph 3 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Gemeinderat auf die Anwendung dieses Paragraphen zurückgreift, informiert er den von der Regierung bestimmten Dienst oder die von der Regierung bestimmte Einrichtung darüber, indem er ihm bzw. ihr gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten eine Kopie der betreffenden Gemeindeverordnung übermittelt."

Art. 51 - Artikel D.198 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird Ziffer 2 um folgende Wörter ergänzt: "in Übereinstimmung mit dem Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels";

2° in Paragraph 2 Absatz 3 werden die Wörter "den Betreiber des betreffenden Betriebs" durch die Wörter "den Zuwiderhandelnden" ersetzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 3 werden die Wörter ", eine neue Abweichung" zwischen die Wörter "eine neue Registrierung" und die Wörter "oder eine neue Genehmigung" eingefügt;

4° in Paragraph 2 wird Absatz 3 um den folgenden Satz ergänzt: "Gegebenenfalls gibt der sanktionierende Beamte dies in seiner Entscheidung an, und informiert darüber die Behörde, die für die Ausstellung der betreffenden Urkunde zuständig ist.";

5° in Paragraph 2 Absatz 4 werden die Wörter ", die Globalgenehmigung" zwischen die Wörter "Die Umweltgenehmigung" und "und die Erklärung" eingefügt;

6° in Paragraph 3 wird Absatz 2 um folgenden Satz ergänzt: "Zudem bestimmt sie die Modalitäten der Beschlagnahme sowie die Möglichkeiten in Bezug auf die Bestimmung.";

7° in Paragraph 5 Absatz 1 Ziffer 1 wird das Wort "fünf" durch das Wort "zehn" ersetzt;

8° in Paragraph 5 Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "die Anzahl Tiere oder Tierarten, die gehalten werden dürfen, einschränken" durch folgende Wörter ersetzt: "die Anzahl Tiere oder Tierarten, die gehalten werden dürfen, während eines Zeitraums von einem Monat bis zehn Jahre einschränken".

Art. 52 - Artikel D.199 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "für einen Verstoß, der im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz vorgesehen ist," werden durch die Wörter "für Verstöße der zweiten Kategorie, die im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz vorgesehen sind" ersetzt;

2° die Wörter "Entzug der Tierhaltungsgenehmigung" werden durch die Wörter "Entzug der Genehmigung, ein oder mehrere Tiere, oder eine oder mehrere Arten, zu halten" ersetzt;

3° das Wort "fünf" wird durch das Wort "zehn" ersetzt.

Art. 53 - Artikel D.200 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "ab dem Datum der Entscheidung" durch die Wörter "ab dem Datum der als entschiedene Sache geltenden Entscheidung" ersetzt;

2° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter "rechtskräftigen" durch die Wörter "rechtskräftigen bzw. als entschiedene Sache geltenden" ersetzt;

3° in Paragraph 4 Absatz 3 Ziffer 2 werden die Wörter "per Einschreibesendung oder auf jede andere, von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht" durch die Wörter "durch jegliches Mittel, das gemäß Artikel D.141 § 2 ein sicheres Datum verleiht" ersetzt;

4° in Paragraph 4 Absatz 3 Ziffer 2 werden die Wörter "der Notifizierung des Einschreibens" durch die Wörter "der Notifizierung gemäß Absatz 3" ersetzt.

Art. 54 - Artikel D.201 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

"Art. D.201 - Neben den Verwaltungsstrafen kann der sanktionierende Beamte entweder von Amts wegen, oder auf Antrag der von der Regierung bestimmten Person, oder auf Antrag des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, die folgenden, zu Lasten des Zuwiderhandelnden fallenden Wiederherstellungsmaßnahmen anordnen:

- 1° die Wiederinstandsetzung;
- 2° die Durchführung von Maßnahmen, damit dem Verstoß ein Ende gesetzt wird;
- 3° die Durchführung von Maßnahmen zum Schutz der Bevölkerung oder der Umwelt vor Belästigungen, oder die darauf abzielen, den Zugang zum Ort des Verstoßes zu verhindern;
- 4° die Durchführung der Maßnahmen zur Minderung der Belästigungen und ihrer Folgen;
- 5° die Durchführung von Einrichtungsarbeiten, um die Situation vor der Wiederinstandsetzung vorübergehend zu regeln;
- 6° die Durchführung einer Studie zur Bestimmung der geeigneten Sicherheits- oder Wiedergutmachungsmaßnahmen;
- 7° Fischbesatz bzw. Bestandsaufstockung.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 kann es sich bei den Maßnahmen, die darauf abzielen, dem Verstoß ein Ende zu setzen, insbesondere um folgende Maßnahmen handeln:

- 1° die Einstellung aller oder bestimmter Betriebsaktivitäten am Ort, wo der Verstoß begangen worden ist, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu fünf Jahren;
- 2° die Schließung des Betriebs, wo der Verstoß begangen worden ist, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu drei Jahren.

Zur Bestimmung der Art und des Umfangs der Wiederherstellungsmaßnahme, die der sanktionierende Beamte zu verkünden beabsichtigt, kann Letzterer zuvor alle Drittpersonen anhören, die er zu diesem Zweck bestimmt.

Der sanktionierende Beamte kann die verkündeten Wiederherstellungsmaßnahmen durch ergänzende oder Ausgleichssanierungsmaßnahmen im Sinne von Artikel D.94 Absatz 1 Ziffer 13 und 14 ergänzen.

In seiner Entscheidung bestimmt der sanktionierende Beamte die Frist, innerhalb deren der Zuwiderhandelnde die Wiederherstellungsmaßnahmen erledigen muss."

Art. 55 - Artikel D.202 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "dem Zuwiderhandelnden ein Vermittlungsverfahren vorschlagen" durch die Wörter "auf ein Vermittlungsverfahren zurückgreifen" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Um dem Zuwiderhandelnden dieses Vermittlungsverfahren vorzuschlagen, informiert der sanktionierende Beamte ihn über seine Absicht und teilt ihm zu diesem Zweck die Kontaktdaten des Vermittlers mit, den er zu benennen gedenkt. Gleichzeitig informiert er den betreffenden Vermittler und übermittelt ihm die Kontaktdaten des Zuwiderhandelnden sowie die gesamte Akte über die Straftat. In diesem Fall erklärt der Vermittler dem Zuwiderhandelnden das Vermittlungsverfahren und holt seine Zustimmung zur Durchführung der Vermittlung ein.";

3° in Paragraph 1 erhält der zu Absatz 4 gewordene Absatz 3 folgende Fassung:

"Der Vermittler teilt dem sanktionierenden Beamten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Vorschlag des sanktionierenden Beamten mit, ob der Zuwiderhandelnde mit der Teilnahme an diesem Vermittlungsverfahren einverstanden ist oder es ablehnt. Liegt innerhalb dieser Frist keine Antwort vor, wird davon ausgegangen, dass der Zuwiderhandelnde den Vorschlag abgelehnt hat. ";

4° Paragraph 2 erhält folgende Fassung:

"§ 2. Wenn der Zuwiderhandelnde dem Vorschlag zur Durchführung eines Vermittlungsverfahrens zustimmt, hält der sanktionierende Beamte dies in einer Entscheidung fest, die er dem Zuwiderhandelnden und dem Vermittler zustellt. Gegebenenfalls legt der sanktionierende Beamte die Ziele fest, die im Rahmen des Vermittlungsverfahrens für die Wiederherstellungsmaßnahmen erreicht werden sollen. Binnen einer Frist von zehn Tagen ab der Entscheidung unterrichtet der sanktionierende Beamte alle am Verwaltungsverfahren beteiligten Parteien, einschließlich der eventuellen Opfer der Straftat, über die Organisation eines Vermittlungsverfahrens.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten können der von der Regierung bestimmte Dienst oder die von der Regierung bestimmte Einrichtung und das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, eine Person benennen, die ihre Interessen im Rahmen des Vermittlungsverfahrens vertritt.";

5° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "Der Vermittler unterhält sich mit dem Zuwiderhandelnden und den eventuellen Opfern der Straftat" durch die Wörter "Der Vermittler unterhält sich mit dem Zuwiderhandelnden, den gegebenenfalls gemäß Paragraph 2 benannten Personen, und den eventuellen Opfern der Straftat" ersetzt;

6° in Paragraph 3 Absatz 3 werden im französischen Text die Wörter "Lorsqu'il est signé" durch die Wörter "Lorsque la convention est signée" ersetzt;

7° in Paragraph 3 Absatz 3 werden im französischen Text die Wörter "le médiateur le transmet" durch die Wörter "le médiateur la transmet" ersetzt;

8° in Paragraph 3 Absatz 3 wird das Wort "Zustimmung" durch das Wort "Zulassung" ersetzt;

9° in Paragraph 3 erhält Absatz 4 folgende Fassung:

"Wenn der sanktionierende Beamte die unterzeichnete Vereinbarung in Empfang nimmt, untersucht er die Gesetzmäßigkeit des Vermittlungsverfahrens sowie der unterzeichneten Vereinbarung. Wenn der sanktionierende Beamte die Zulassung der Vereinbarung verweigert, so kann er seine Bemerkungen an den Vermittler richten, damit die Vereinbarung im Einvernehmen mit den verschiedenen Parteien entsprechend geändert wird, oder er kann beschließen, das Vermittlungsverfahren gemäß Paragraph 4 zu beenden.";

10° in Paragraph 3 erhält Absatz 5 folgende Fassung:

„Wenn die Vereinbarung zugelassen wurde, kann der sanktionierende Beamte gegen den betreffenden Zuwiderhandelnden keine weitere Verwaltungsstrafe nach Artikel D.198 mehr verhängen, außer gemäß Paragraph 4 wenn diese Vereinbarung nicht eingehalten wird. Die Zulassung der Vereinbarung beendet das Vermittlungsverfahren und die Aufgabe des Vermittlers.“;

11° in Paragraph 3 Absatz 6 werden die Wörter „deren korrekte Durchführung“ durch die Wörter „die korrekte Durchführung der zugelassenen Vereinbarung“ ersetzt;

12° in Paragraph 3 Absatz 6 werden im französischen Text die Wörter „l'accord“ durch die Wörter „la convention“ ersetzt;

13° in Paragraph 3 Absatz 6 werden die Wörter „der Vermittler oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle“ durch die Wörter „der sanktionierende Beamte“ ersetzt;

14° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter „Wenn der Zuwiderhandelnde den in Paragraph 1 genannten Vorschlag ablehnt oder wenn der Vermittler den Misserfolg des Vermittlungsverfahrens feststellt,“ durch folgende Wörter ersetzt: „Wenn der Zuwiderhandelnde den in Paragraph 1 genannten Vorschlag ablehnt, wenn der Vermittler den Misserfolg des Vermittlungsverfahrens feststellt oder wenn der sanktionierende Beamte die Zulassung der unterzeichneten Vereinbarung verweigert oder den Misserfolg des Vermittlungsverfahrens feststellt“;

15° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter „dann wird dieses durch die Entscheidung des sanktionierenden Beamten beendet“ durch die Wörter „dann wird dieses sowie die Aufgabe des Vermittlers durch die Entscheidung des sanktionierenden Beamten beendet“ ersetzt;

16° in Paragraph 4 Absatz 2 werden die Wörter „der Vermittler oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle“ durch die Wörter „der sanktionierende Beamte“ ersetzt;

17° in Paragraph 4 Absatz 2 werden die Wörter „die Vereinbarung nicht eingehalten wird“ durch die Wörter „die Vereinbarung teilweise oder vollständig nicht eingehalten wird“ ersetzt.

Art. 56 - Artikel D.203 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° der Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Wenn sich der Zuwiderhandelnde mit dem Vorschlag zur Ableistung eines Dienstes an der Gemeinschaft einverstanden erklärt, hält der sanktionierende Beamte dies in einer Entscheidung fest und bestimmt innerhalb von 30 Tagen nach dieser Entscheidung gemäß Paragraph 2 die Modalitäten und Bedingungen dieses Dienstes an der Gemeinschaft sowie die begleitende Einrichtung.“;

2° in Paragraph 2 Absatz 3 wird der Satz „In diesem Falle präzisiert die Regierung die Modalitäten und die Organisation dieser Begleitung.“ gestrichen;

3° der Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Regierung bestimmt die Modalitäten und die Organisation der Begleitung des Dienstes an der Gemeinschaft.“.

Art. 57 - Artikel D.204 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

„Art. D.204 - § 1. Die Leistung des Dienstes an der Gemeinschaft wird am Ablauf der in Artikel D.203 § 2 vorgesehenen Frist von der kraft Artikel D.203 benannten, begleitenden Einrichtung oder der von der Regierung bestimmten Dienststelle kontrolliert. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Kontrolle.“

§ 2. Wenn die begleitende Einrichtung oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle feststellt, dass der Dienst an der Gemeinschaft vom Zuwiderhandelnden innerhalb der vorgeschriebenen Frist rechtsgültig erbracht wurde, teilt sie dies dem sanktionierenden Beamten mit, der dies in einer Entscheidung festhält. Der sanktionierende Beamte keine weitere Verwaltungsstrafe nach Artikel D.198 mehr verhängen.

Wenn die begleitende Einrichtung oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle feststellt, dass der Dienst an der Gemeinschaft nicht in Übereinstimmung mit der Entscheidung des sanktionierenden Beamten oder innerhalb der Frist nicht vollständig geleistet worden ist, dann erstattet sie dem sanktionierenden Beamten einen entsprechenden Bericht binnen dreißig Tagen ab dem Ablauf der in Artikel D.203 § 2 genannten Frist. In diesem Fall und unbeschadet von Absatz 3 kann der sanktionierende Beamte eine oder mehrere in Artikel D.198 genannte Strafen verhängen.

Wenn die eingeräumte Frist nicht eingehalten worden ist und der Zuwiderhandelnde eine ordnungsgemäß mit Gründen versehene Rechtfertigung liefert, kann der sanktionierende Beamte die in Artikel D.203 § 2 genannte einjährige Frist um höchstens sechs Monate verlängern.

§ 3. Der in Paragraph 2 Absatz 2 erwähnte Bericht erfolgt anhand des betreffenden, von der Regierung festgelegten Formulars.“.

Art. 58 - Artikel D.205 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter „unbeschadet von Artikel D.206 § 1 Absatz 1“ zwischen die Wörter „dann schlägt er“ und „dem Minderjährigen“ eingefügt.

2° in Paragraph 2 wird das Wort „Sorgerecht“ durch die Wörter „Sorgerecht für ihn“ ersetzt.

Art. 59 - Artikel D.206 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort „Sorgerecht“ durch die Wörter „Sorgerecht für ihn“ ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter „im Sinne des vorliegenden Abschnitts“ gestrichen;

3° in Paragraph 1 wird der Absatz 1 um folgenden Satz ergänzt: „Sofern in diesem Artikel nichts anderes bestimmt ist, gilt Abschnitt 2 dieses Kapitels für den in diesem Abschnitt genannten Dienst an der Gemeinschaft.“;

4° in Paragraph 2 werden die Wörter „oder wenn der Dienst an der Gemeinschaft teilweise oder vollständig nicht geleistet wurde“ zwischen die Wörter „dies ablehnen,“ und „, kann der sanktionierende Beamte“ eingefügt.

Art. 60 - Artikel D.207 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 2019. Mai , wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 werden die Wörter "per Einschreiben" durch die Wörter "per Einschreiben oder auf jede andere, von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht" ersetzt;

2° Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Nachdem der sanktionierende Beamte die Bemerkungen nach Absatz 2 eingeholt hat, oder den minderjährigen Zuwiderhandelnden sowie dessen Vater und Mutter, Vormunde oder Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, getroffen hat, und mit den von Letzteren vorgeschlagenen erzieherischen Maßnahmen zufrieden ist, kann er die Akte in diesem Stadium des Verfahrens abschließen. Werden keine Bemerkungen übermittelt oder findet kein Treffen statt oder ist er mit den vorgeschlagenen erzieherischen Maßnahmen nicht zufrieden, kann der sanktionierende Beamte die in diesem Abschnitt vorgesehenen administrativen Verfolgungen einleiten.";

3° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der sanktionierende Beamte kann mit Zustimmung des minderjährigen Zuwiderhandelnden sowie dessen Vater und Mutter, Vormund oder Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, den in Artikel D.202 § 1 genannten Vermittler mit der Durchführung des Verfahrens zur elterlichen Einbeziehung gemäß diesem Artikel beauftragen, bevor gegebenenfalls das Vermittlungsverfahren eingeleitet wird. Nach Abschluss des Verfahrens informiert der Vermittler den sanktionierenden Beamten über die Ergebnisse des Verfahrens zur elterlichen Einbeziehung. Der sanktionierende Beamte entscheidet dann gemäß Absatz 3. Wird im Anschluss an dieses Verfahren zur elterlichen Einbeziehung ein Vermittlungsverfahren nach Artikel D.205 eingeleitet, können der minderjährige Zuwiderhandelnde sowie dessen Vater und Mutter, Vormund oder Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, gegebenenfalls beantragen, dass der mit dem Verfahren zur elterlichen Einbeziehung beauftragte Vermittler durch einen anderen Vermittler ersetzt wird."

Art. 61 - Artikel D.208 § 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 erhält folgende Fassung:

"Wenn der sanktionierende Beamte beschließt, administrative Verfolgungen gegen einen Minderjährigen, der zum Zeitpunkt des Tatbestands das vierzehnte Lebensjahr vollendet hat, einzuleiten, benachrichtigt er den Minderjährigen darüber, sowie seinen Vater und seine Mutter, seine Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, per Einschreiben oder durch jede sonstige von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht. Diese Parteien verfügen über dieselben Rechte wie der Zuwiderhandelnde. Diese Benachrichtigung enthält die in Artikel D.195 § 1 genannten Angaben und gibt das Verfahren und die etwaigen Strafen an, die auf Minderjährige, die mindestens das Alter von vierzehn Jahren erreicht haben, anwendbar sind.";

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand bestellt" durch die Wörter "Wenn der Minderjährige nicht von einem Anwalt unterstützt wird, bestellt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand" ersetzt.

3° Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Wenn es die Gefahr eines Interessenkonflikts gibt, prüft der Präsident der Rechtsanwaltskammer, ob dem Minderjährigen ein anderer Rechtsanwalt beisteht als derjenige, den sein Vater und seine Mutter, seine Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, oder über ein Klagerecht verfügen, bestellt haben. Gegebenenfalls bestellt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand einen anderen Rechtsanwalt."

Art. 62 - Artikel D.209 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 erhält folgende Fassung:

"Der sanktionierende Beamte teilt dem Zuwiderhandelnden seine Entscheidung per Einschreiben oder durch jede sonstige von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, mit. Diese Entscheidung wird innerhalb der in Artikel D.195 § 2 Absatz 2 genannten Frist übermittelt, und erwähnt die Beschwerdemöglichkeiten.";

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Unbeschadet von Artikel D.201 sorgt der sanktionierende Beamte" durch die Wörter "Der sanktionierende Beamte sorgt" ersetzt;

3° Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten übermittelt der sanktionierende Beamte eine Kopie seiner Entscheidung dem Zuwiderhandelnden und gleichzeitig:

1° der von der Regierung bestimmten Dienststelle oder Einrichtung, wenn in der Entscheidung eine Wiederherstellungsmaßnahme nach Artikel D.201 verkündet wird, oder wenn die Entscheidung von einem sanktionierenden Beamten nach Artikel D.157 verhängt wurde;

2° dem Bürgermeister, wenn für einen auf dem Gebiet seiner Gemeinde begangenen Verstoß die Entscheidung des in Artikel D.156 erwähnten sanktionierenden Beamten Verstöße betrifft, die Gegenstand einer Gemeindeverordnung gemäß Artikel D.197 § 3 waren, oder eine Rückerstattungsmaßnahme gemäß Artikel D.201 verkündet.";

4° Absatz 4 erhält folgende Fassung:

"Die Entscheidung des sanktionierenden Beamten kann gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten in elektronischer Form erstellt werden.";

5° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der sanktionierende Beamte übermittelt eine Kopie seiner Entscheidung jeder Partei, die ein Interesse daran hat, und ihm im Voraus einen entsprechenden schriftlichen und begründeten Antrag hat zukommen lassen."

Art. 63 - Artikel D.211 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "acht" wird durch das Wort "fünfzehn" ersetzt;

2° die Wörter "des Gemeindegremiums" werden durch die Wörter "der Gemeinde" ersetzt.

Art. 64 - Artikel D.212 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.212 - Der sanktionierende Beamte kann seine Entscheidung nur dann mit einem Zwangsgeld verbinden, wenn in dieser Entscheidung eine der Wiederherstellungsmaßnahmen gemäß Artikel D.201 verhängt wird. In diesem Fall wird das Zwangsgeld nur auf Antrag der von der Regierung bestimmten Person oder des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, verhängt. Wird eine dieser Behörden nicht gemäß Artikel D.201 tätig, so kann der sanktionierende Beamte sie von Amts wegen verhängen.

Die Bestimmungen von Teil IV Buch IV Kapitel XXIII des Strafgesetzbuches über das Zwangsgeld sind anwendbar.

Die Bestimmungen von Teil V des Strafgesetzbuches in Bezug auf die Pfändung und die Vollstreckung gelten ebenfalls für die Vollstreckung der Entscheidung des sanktionierenden Beamten, die ein Zwangsgeld auferlegt."

Art. 65 - Artikel D.213 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "gemäß Artikel D.201 Absatz 1 Ziffer 6" werden zwischen die Wörter "um die geeigneten Sicherheits- und Wiedergutmachungsmaßnahmen" und "zu bestimmen" eingefügt;

2° die Wörter "Absatz 1 Ziffer 1" werden gestrichen.

Art. 66 - Artikel D.214 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 erhält folgende Fassung:

"Wenn die Wiederinstandsetzung nach Artikel D.201 Absatz 1 Ziffer 1 nicht binnen der vom sanktionierenden Beamten vorgeschriebenen Frist durchgeführt wird, kann die von der Regierung bestimmte Person oder der Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, die Durchführung der Wiederinstandsetzung von Amts wegen veranlassen.;"

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Die Frist" durch die Wörter "Die in Absatz 1 genannte Frist" ersetzt;

3° in Absatz 3 werden die Wörter "Zwecks der Wiederinstandsetzung" durch die Wörter "Zwecks der Kontrolle und Überwachung der Wiederinstandsetzung" ersetzt;

4° in Absatz 1 werden im französischen Text die Wörter "qu'il ait" durch die Wörter "qu'ils aient" ersetzt.

Art. 67 - In Artikel D.215 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden die Wörter "wird dem Fonds für den Umweltschutz" durch die Wörter "wird unbeschadet von Artikel D.221 dem Fonds für den Umweltschutz" ersetzt.

Art. 68 - In Artikel D.216 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden die Wörter "wird dem Fonds für den Umweltschutz" durch die Wörter "wird unbeschadet von Artikel D.221 dem Fonds für den Umweltschutz" ersetzt.

Art. 69 - Artikel D.217 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 erhält folgende Fassung:

"Können einen Rechtsbehelf innerhalb einer Frist von sechzig Tagen - unter Androhung des Ausschlusses - einlegen:

1° der Zuwiderhandelnde gegen die ihn betreffende, gemäß Artikel D.209 notifizierte Entscheidung des sanktionierenden Beamten;

2° die von der Regierung bestimmte Person gegen die Beschlüsse des sanktionierenden Beamten nach Artikel D.157;

3° das Gemeindegremium für einen auf seinem Gebiet begangenen Verstoß, gegen die Beschlüsse des sanktionierenden Beamten nach Artikel D.156, die Verstöße betreffen, die Gegenstand einer Gemeindeverordnung gemäß Artikel D.197 § 3 sind, oder die eine Wiederherstellungsmaßnahme nach Artikel D.201 verkünden.;"

2° es wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Die in Absatz 1 genannte Frist läuft

1° ab der Notifizierung der in Artikel D.209 genannten Entscheidung,;

2° oder, wenn keine Entscheidung getroffen wurde, ab dem Ablauf der in Artikel D.195 § 2 Absatz 2 oder in Artikel D.213 genannten Frist."

Art. 70 - Artikel D.219 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

"Art. D.219 - Auf der Grundlage eines Zahlungsbefehls in Bezug auf ein in Anwendung von Kapitel III des Titels V ergangenes Urteil, das rechtskräftig geworden ist, oder in Bezug auf eine Entscheidung, die eine als entschiedene Sache geltende administrative Geldbuße verhängt, oder in Bezug auf ein Urteil, das auf Berufung durch das in den Artikeln D.217 und D.218 erwähnte zuständige Gericht ergangen ist und rechtskräftig geworden ist, und im Hinblick auf die Sicherheit der Beitreibung der administrativen Geldbußen, des Zwangsgeldes, der in Artikel D.188 erwähnten Geldsumme, der Kosten für die Wiederinstandsetzung des ursprünglichen Zustands und der nach den Artikeln D.186 und D.211 angeordneten Sicherheiten haben die Wallonische Region und die Gemeinde, auf deren Gebiet Verstoß begangen wurde, ein allgemeines Vorrecht auf alle Güter des Verurteilten und können alle Güter desselben, die Gegenstand einer solchen Hypothek sein können, mit einer gesetzlichen Hypothek belasten.

Dieses Vorzugsrecht steht in der Rangfolge unmittelbar nach den in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung und in Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnten Vorzugsrechten.

Der Rang der gesetzlichen Hypothek wird bestimmt durch das Datum der Eintragung kraft der Zustellung des Zahlungsbefehls.

Die Hypothek wird auf Ersuchen der zuständigen Behörde, die die angeordneten oder beschlossenen Maßnahmen durchführt, eingetragen."

Art. 71 - Artikel D.221 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 erhalten die Ziffern 1 und 3 folgende Fassung:

"1° die in den Artikeln D.173 und D.174 und in Titel V Kapitel III erwähnten Beträge, einschließlich der Zwangsgelder;

2° der Erlös aus den administrativen Geldbußen und Zwangsgeldern, die kraft des Titels VI durch den in Artikel D.156 genannten sanktionierenden Beamten auferlegt werden;"

2° Paragraph 2 erhält folgende Fassung:

"§ 2. Abweichend von Paragraph 1

1° werden der Erlös aus den sofortigen Erhebungen und den geschlossenen Vergleichsverfahren und der Erlös aus den administrativen Geldbußen, die wegen den Verstößen im Sinne der Artikel D.396 Ziffer 1, 2, und 4 bis 8, D.397 §§ 1 bis 3 und D.398 § 1 Ziffer 1 bis 6 und § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verhängt werden, dem Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Produkte zugewiesen;

2° werden der Erlös aus den sofortigen Erhebungen und den geschlossenen Vergleichsverfahren und der Erlös aus den administrativen Geldbußen, die wegen den Verstößen im Sinne der Artikel D.396 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verhängt werden, dem Haushaltsfonds in Bezug auf die Finanzierung des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems zugewiesen;

3° werden der Erlös aus den sofortigen Erhebungen und den geschlossenen Vergleichsverfahren und der Erlös aus den administrativen Geldbußen, die wegen den Verstößen im Sinne der Artikel D.397 § 4 und D.398 § 1 Ziffer 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verhängt werden, dem Haushaltsfonds in Sachen landwirtschaftliche Bodenpolitik zugewiesen;

4° werden der Erlös aus den sofortigen Erhebungen und den geschlossenen Vergleichsverfahren und der Erlös aus administrativen Geldbußen, die wegen Verstößen im Sinne des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen verhängt werden, dem Haushaltsfonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonie zugewiesen;

5° werden der Erlös aus den geschlossenen Vergleichsverfahren und der Erlös aus den sofortigen Erhebungen der administrativen Geldbußen, die wegen Verstößen im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz verhängt werden, dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen;

6° werden der Erlös aus den sofortigen Erhebungen und den geschlossenen Vergleichsverfahren und der Erlös aus den administrativen Geldbußen, die wegen den Verstößen im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder im Sinne von Artikel D.184 § 7 verhängt werden, dem Haushaltsfonds für den Schutz der Biodiversität zugewiesen."

Art. 72 - Artikel D.222 § 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird das Wort "Wiederherstellungsmaßnahmen" durch die Wörter "Ausführung der Wiederherstellungsmaßnahmen" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird im französischen Text das Wort "résultant" durch das Wort "résultants" ersetzt.

Art. 73 - In Artikel 27 des Dekrets vom 6. Mai 2019 über die Umweltkriminalität erhält Absatz 2 folgende Fassung:

"Die sanktionierenden Beamten im Sinne von Artikel D.139 Ziffer 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches in der Fassung vor der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Abänderung, sowie ihre gemäß Artikel R.114 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches in der Fassung vor der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Abänderung bestimmten Beauftragten gelten als in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Dekret benannte sanktionierende Beamte."

Art. 74 - In Artikel 28 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Ziffern 1, 3, 4, 5, 6 und 7 aufgehoben.

Art. 75 - In Artikel 29 desselben Dekrets wird Absatz 1 um Folgendes ergänzt:

"5° Artikel D.399 Absatz 2 und D.400 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft."

Art. 76 - In Artikel 30 § 2 desselben Dekrets wird Absatz 1 um Folgendes ergänzt:

"4° Artikel 29 Absatz 1 Ziffer 4 des vorliegenden Dekrets tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft;

5° Artikel 28 tritt binnen zehn Tagen nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft."

KAPITEL 2 — Änderungen in Buch I des Umweltgesetzbuches

Art. 77 - In Artikel D.138 von Buch I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2019, wird Absatz 1 um die Ziffern 21 und 22 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"21° das Dekret vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

22° das Dekret vom 20. Mai 2020 über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile."

Art. 78 - In Artikel D.154 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Buches, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, werden die Wörter "Artikel D.163" durch die Wörter "Artikel D.163 und D.163bis" ersetzt.

Art. 79 - Artikel D.155bis desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, erhält folgende Fassung:

"Art. D.155bis - § 1. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe sowie zu den auf diese Stoffe anwendbaren Beschränkungen (REACH), zur Schaffung einer Europäischen Agentur für chemische Stoffe, zur Änderung der Richtlinie 1999/45/EG und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 793/93 des Rates und der Verordnung

Nr. 1488/94 der Kommission sowie der Richtlinie 76/769/EWG des Rates und der Richtlinien 91/155/EWG, 93/67/EWG, 93/105/EG und 2000/21/EG der Kommission (weiter unten die "Verordnung vom 18. Dezember 2006") zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 5;
- 2° Artikel 6 §§ 1 und 3;
- 3° Artikel 7 § 1;
- 4° Artikel 9 §§ 5 und 6;
- 5° Artikel 14 §§ 1, 6 und 7;
- 6° Artikel 37 §§ 4, 5, 6 und 7;
- 7° Artikel 38 §§ 1, 3 und 4;
- 8° Artikel 39 §§ 1 und 2;
- 9° Artikel 40 § 4;
- 10° Artikel 50 § 4;
- 11° Artikel 56 §§ 1 und 2;
- 12° Artikel 60 § 10;
- 13° Artikel 67.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der Bestimmungen der Verordnung vom 18. Dezember 2006.

Einen Verstoß der dritten Kategorie begeht derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung vom 18. Dezember 2006 zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 6 § 4;
- 2° Artikel 7 § 2;
- 3° Artikel 9 § 2;
- 4° Artikel 12 §§ 2 und 3;
- 5° Artikel 17 § 1;
- 6° Artikel 18 § 1;
- 7° Artikel 22 §§ 1, 2 und 4;
- 8° Artikel 24 § 2;
- 9° Artikel 36 §§ 1 und 2;
- 10° Artikel 41 § 4;
- 11° Artikel 46 § 2;
- 12° Artikel 49;
- 13° Artikel 50 § 2;
- 14° Artikel 61 §§ 1 und 3;
- 15° Artikel 63 § 3;
- 16° Artikel 66 § 1;
- 17° Artikel 105.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen.

§ 2. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluorierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 842/2006 zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 3 §§ 2 bis 4;
- 2° Artikel 4 §§ 1 bis 4;
- 3° Artikel 5 § 1;
- 4° Artikel 6 §§ 1 und 2;
- 5° Artikel 8 §§ 1 bis 3;
- 6° Artikel 10 § 3;
- 7° Artikel 11 § 4;
- 8° Artikel 13 §§ 1 und 2.

Einen Verstoß der dritten Kategorie begeht derjenige, der dem Artikel 19 der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluorierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 oder kraft dieser Verordnung verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.

§ 3. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der

1° eine illegale Verbringung von Abfällen im Sinne von Artikel 2 Ziffer 35 der Verordnung Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen (nachstehend als "Verordnung vom 14. Juni 2006" bezeichnet) durchführt;

2° gegen die Artikel 3, 4, 5, 9 § 6, 10 bis 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35 § 4, 36 § 1, 37, 38, 39, 40, 41, 42 § 3 Buchstabe c) und § 4, 45, 46, 47, 48, und 49 der Verordnung vom 14. Juni 2006 verstößt.

§ 4. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der gegen die Bestimmungen von Artikel 1 und von dem Anhang zur Verordnung 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt, verstößt.

§ 5. Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne der Verordnung Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, begeht

1° derjenige, der geregelte Stoffe erzeugt unter Verstoß gegen die Verbote oder Einschränkungen der Herstellung nach oder in Anwendung der Artikel 4, 7, 8 und 11;

2° derjenige, der geregelte Stoffe benutzt unter Verstoß gegen die Verbote oder Einschränkungen der Verwendung nach oder in Anwendung von Artikel 5, 7, 8, 11, 12 und 13;

3° derjenige, der geregelte Stoffe rückgewinnt und zerstört unter Nichteinhaltung der Vorschriften nach oder in Anwendung von Artikel 22;

4° jedes Unternehmen, das die präventiven Maßnahmen nach oder in Anwendung von Artikel 23 nicht einhält;

5° derjenige, der gegen Artikel 17 verstößt.

§ 6. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der den Bestimmungen der folgenden Artikel der Verordnung (EU) Nr. 2017/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2017 über Quecksilber und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 1102/2008, und den in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt:

1° Artikel 3 §§ 1, 2 und 4;

2° Artikel 4 §§ 1 und 4;

3° Artikel 5;

4° Artikel 7;

5° Artikel 8 §§ 1 bis 3;

6° Artikel 9 § 1;

7° Artikel 10 §§ 4 bis 6;

8° Artikel 11;

9° Artikel 13 §§ 1 und 3.

Einen Verstoß der dritten Kategorie begeht derjenige, der den Bestimmungen der Artikel 12 und 14 der Verordnung (EU) Nr. 2017/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2017 über Quecksilber und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 1102/2008, und den in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.

§ 7. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der Artikel 4 §§ 1 bis 3, 5, 6 und 8 oder Artikel 7 §§ 1, 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über Maßnahmen für die Nutzer zur Einhaltung der Vorschriften des Protokolls von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile in der Union zuwiderhandelt.

§ 8. Einen Verstoß der zweiten Kategorie gegen Artikel 24 Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 (Verordnung über tierische Nebenprodukte) begeht derjenige der:

1° einen Betrieb und/oder Anlagen ohne Zulassung betreibt;

2° die in seiner Zulassung enthaltenen Vorschriften nicht einhält."

KAPITEL 3 — Änderung im Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd

Art. 80 - Artikel 25 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, abgeändert durch die Dekrete vom 5. Juni 2008 und 15. Juli 2008, erhält folgende Fassung:

"Art. 25 - Verstöße gegen vorliegendes Gesetz sind Gegenstand entweder strafrechtlicher Verfolgungen, oder eines Vergleichs, oder aber administrativer Verfolgungen gemäß den Titeln IV und VI des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, es sei denn die Staatsanwaltschaft möchte die Befugnisse, die ihr durch die Artikel 216bis und 216ter des Strafprozessgesetzbuches gewährt werden, anwenden, oder sie wendet sie an.

Für die Anwendung derselben Titel IV und VI des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Verstöße gegen das vorliegende Gesetz Verstößen der vierten Kategorie gleichgestellt, mit Ausnahme der Verstöße gegen Artikel 1quater, 2, 2bis, 2ter, 3, 6, 12, 12bis oder 12ter, welche Verstößen der dritten Kategorie gleichgestellt werden."

KAPITEL 4 — Änderungen im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur

Art. 81 - Artikel 58ter des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, eingefügt durch das Dekret vom 21. April 1994, erhält folgende Fassung:

"Art. 58ter - Die Regierung kann die Vergnügungsschiffahrt sowie den Verkehr, die Überquerung und den Zugang der Öffentlichkeit und von Reit-, Last- und Zugtieren zu den Wasserläufen verbieten, an Bedingungen knüpfen oder einer Notifizierung unterwerfen. Sie kann sie insbesondere auf bestimmte Jahreszeiten beschränken oder an das Vorhandensein eines Mindestwasserstandes in den von ihr bezeichneten Wasserläufen oder Teilen von Wasserläufen knüpfen.

Die Regierung kann Ausnahmen von der in Absatz 1 vorgesehenen Regelung vorsehen. Sie legt das Verfahren und die Modalitäten für die Gewährung von Ausnahmen sowie das Verfahren und die Modalitäten für die Notifizierungen fest.

Die Regierung kann mit Zustimmung der Eigentümer der Grundstücke die Stellen bestimmen, an denen das Einsteigen, Aussteigen und Anlegen von Vergnügungsbooten sowie das Ein- und Aussteigen von Tauchern stattfinden. Sie legt das Verfahren für die Bestimmung dieser Stellen fest. Sie kann auch die Regelung festlegen, die auf die Bedingungen für die Einrichtung und Nutzung dieser Orte anwendbar ist.

Als Taucher gilt jede Person, die mit irgendeiner Tauchausrüstung ausgestattet ist und sich außerhalb einer Badestelle befindet.“

Art. 82 - In Artikel 58^{quinquies} Absatz 3 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 6. April 1995 und zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli, wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt:

“Verstöße gegen diese Verordnungen und Verfügungen werden gemäß Teil VIII des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches ermittelt, festgestellt und bestraft.“

Art. 83 - Artikel 63 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, erhält folgende Fassung:

“Art. 63 - Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen die Bestimmungen der Artikel des vorliegenden Gesetzes oder seiner Ausführungserlasse verstößt.

Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der:

1° die Zahlung der in Ausführung von Artikel 58^{duodecies} getroffenen Ausgleichsmaßnahme nicht leistet;

2° einen in Absatz 1 genannt Verstoß begeht, wenn einer der folgenden Punkte zutrifft:

- der Verstoß wurde gegen eine geschützte Art begangen, obwohl das Vorhandensein dieser Art dem Zuwiderhandelnden zuvor mitgeteilt worden war und das Verhalten des Zuwiderhandelnden gegen die in der Notifizierung enthaltenen Empfehlungen verstößt;

- der Verstoß wurde mit dem Ziel der Gewinnerzielung gegen eine geschützte Art begangen;

- der Verstoß wurde von einer Bande oder Vereinigung begangen.

Einen Verstoß der vierten Kategorie begeht derjenige, der einer in Anwendung von Artikel 58^{quinquies} getroffenen Verordnung oder Verfügung zuwiderhandelt.“

KAPITEL 5 — Änderung im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch

Art. 84 - Artikel 108 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, erhält folgende Fassung:

“Art. 108 - Die in vorliegendem Gesetzbuch genannten Verstöße sind Gegenstand entweder strafrechtlicher Verfolgungen, oder eines Vergleichs, oder aber administrativer Verfolgungen gemäß den Titeln IV und VI des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, es sei denn die Staatsanwaltschaft möchte die Befugnisse, die ihr durch die Artikel 216^{bis} et 216^{ter} des Strafprozessgesetzbuches gewährt werden, anwenden, oder sie wendet sie an.

Für die Anwendung derselben Titel IV und VI des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Verstöße gegen das vorliegende Gesetz Verstößen der vierten Kategorie gleichgestellt, mit Ausnahme der Verstöße, die in folgenden Artikeln genannt werden:

1° 103 und 104, die Verstößen der dritten Kategorie gleichgestellt werden;

2° 105 und 106, die Verstößen der zweiten Kategorie gleichgestellt werden.“

KAPITEL 6 — Änderung im dekretalen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 85 - Artikel D.408 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° in Buchstabe f) wird der Wortlaut “ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten“ durch den Wortlaut “ohne die von der Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten oder ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten“ ersetzt;

2° in Buchstabe g) wird der Wortlaut “ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten“ durch den Wortlaut “ohne die von der Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten oder ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten“ ersetzt;

3° in Buchstabe h) wird der Wortlaut “ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten“ durch den Wortlaut “ohne die von der Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten oder ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten“ ersetzt.

KAPITEL 7 — Änderungen im Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft

Art. 86 - In Artikel D.26 Absatz 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, in seiner durch das Dekret vom 17. Juli 2018 abgeänderten Fassung, erhält Ziffer 5 folgende Fassung:

“5° die in Artikel D.221 § 2 Ziffer 2 des dekretalen Teils des Buches I des Wallonischen Umweltgesetzbuches erwähnten Summen;“

Art. 87 - In Artikel D.193 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches erhält Ziffer 4 folgende Fassung:

“4° die in Artikel D.221 § 2 Ziffer 1 des dekretalen Teils des Buches I des Wallonischen Umweltgesetzbuches erwähnten Summen;“

Art. 88 - In Artikel D.361 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt durch das Dekret vom 17. Juli 2018 abgeändert, erhält Ziffer 4 folgende Fassung:

“4° die in Artikel D.221 § 2 Ziffer 3 des dekretalen Teils des Buches I des Wallonischen Umweltgesetzbuches erwähnten Summen;“

KAPITEL 8 — Änderungen im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz

Art. 89 - In Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz wird Paragraph 1 um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Regierung führt einen Rehabilitierungsprozess ein, der darauf abzielt, eine Tierhaltungsgenehmigung, die gemäß Absatz 2 entzogen wurde, seinem Inhaber zurückzugeben. Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Bedingungen dieses Prozesses.“

Art. 90 - Artikel D.46 desselben Gesetzbuches wird um einen Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 4. Es ist verboten, die Vermarktung, Schenkung oder Adoption eines Tieres zu beantragen, wenn der betreffenden Person die Tierhaltungsgenehmigung nach Artikel D.6 entzogen wurde, oder wenn ein Richter oder ein sanktionierender Beamter gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches gegen sie ein Tierhaltungsverbot ausgesprochen hat. Zu diesem Zweck, und um zu prüfen, ob eine Person über die Handlungsfähigkeit zur Haltung eines Tieres verfügt, verlangen die Geschäfte, Tierheime und Zuchtstätten von Heimtieren von jeder Person, die ein Tier halten möchte, einen Auszug aus der zentralen Datei, der vor weniger als 30 Tagen ausgestellt wurde, gemäß Artikel D.144 § 2 Absatz 2 des dekretalen Teils des Umweltgesetzbuches.

Zu den in Absatz 1 genannten Zwecken führen die Geschäfte, Tierheime und Zuchtstätten von Heimtieren ein Register, in das sie innerhalb von 24 Stunden jede in ihrer Einrichtung erfolgte Abgabe eines Heimtiers eintragen, wobei sie die Referenz des gemäß Absatz 1 anlässlich der Abgabe erstellten Auszugs aus der zentralen Datei angeben. Diesem Register werden die Auszüge aus der zentralen Datei beifügt. Das Register steht den Kontrollbehörden jederzeit zur Verfügung und die Daten werden fünf Jahre nach der Abgabe aufbewahrt. Nach Ablauf dieser Frist werden diese Auszüge aus der zentralen Datei vernichtet. Die Regierung kann die Modalitäten für die Führung und Aufbewahrung dieses Registers ergänzen.“

KAPITEL 9 — *Änderungen im Dekret vom 2. Mai 2019*
über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten

Art. 91 - In das Dekret vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten wird ein Kapitel XIV/1 mit folgender Überschrift eingefügt:

„KAPITEL XIV/1 - Verstöße und Strafmaßnahmen“

Art. 92 - In das durch Artikel 91 eingefügte Kapitel XIV/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 29*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 29*bis* - Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der den Artikeln 7, 31 und 32 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten oder den Bestimmungen der Artikel 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 25 und 37 des vorliegenden Dekrets oder der in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Erlasse zuwiderhandelt.

Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der den nicht in Absatz 1 genannten Artikeln des vorliegenden Dekrets oder den nicht in Absatz 1 genannten Ausführungserlassen zuwiderhandelt.“

KAPITEL 10 — *Schlussbestimmung*

Art. 93 - Das vorliegende Dekret tritt zehn Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 1 bis 76, 80, 83, 84 und 86 bis 90 am selben Datum wie Artikel 1 des Dekrets vom 6. Mai 2019 über die Umweltkriminalität in Kraft, gemäß Artikel 30 desselben Dekrets.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 24. November 2021

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den
Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2021-2022.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 680 (2021-2022) Nr. 1, 1*bis* bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 24. November 2021.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/34394]

24 NOVEMBER 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 6 mei 2019 betreffende milieudeliquentie en van diverse andere decreten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 2019 betreffende milieudeliquentie*

Artikel 1. In artikel D.138 van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Dit deel bevat de bepalingen inzake toezicht, dwangbevel en straffen die nodig zijn voor de toepassing van de volgende wetten en decreten, alsook van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten:

- 1° de jachtwet van 28 februari 1882;
- 2° de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;
- 3° de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 4° de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;
- 5° het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberg;
- 6° het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- 7° het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- 8° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 9° het Milieuwetboek, met inbegrip van Boek I en van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 10° het Boswetboek;
- 11° het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden;
- 12° het decreet van 10 juli 2013 tot invoering van een kader om te komen tot een pesticidengebruik dat verenigbaar is met duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 2001 juli betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;
- 13° het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide;
- 14° het Waalse Landbouwwetboek;
- 15° het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;
- 16° het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;
- 17° het Waalse Dierenwelzijnwetboek;
- 18° het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen;
- 19° het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht;
- 20° het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
- 21° het decreet van 20 mei 2020 betreffende de toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik.”.

Art. 2. In Titel I van Deel VIII van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het opschrift van hoofdstuk II aangevuld met de woorden “en berekening van de termijnen”.

Art. 3. In artikel D.141 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, wordt punt 1° vervangen door wat volgt:
 - “1° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;”;
- 2° in het eerste lid wordt punt 2° vervangen door wat volgt:
 - “2° vaststellende beambte: het statutaire of contractuele personeelslid aangewezen krachtens de artikelen D.146, D.149 en D.152 om toezicht te houden op en controle uit te oefenen op de naleving van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen te controleren en om de overtredingen krachtens dit deel op te sporen en vast te stellen;”;
- 3° in het eerste lid, 3°, worden de woorden “een informatie die mondeling of schriftelijk aan een overtreder wordt verstrekt” vervangen door de woorden “een mondelinge informatie die schriftelijk bevestigd wordt of rechtstreeks geschreven wordt door een vaststellende beambte”;
- 4° in het eerste lid, 5°, wordt het woord “derde” vervangen door de woorden “een statutair of contractueel personeelslid, of elke persoon die afhangt van een Belgische openbare overheid”;
- 5° in het eerste lid, 5°, wordt, in het Frans, het woord “auxquels” vervangen door het woord “auquel”;
- 6° in het eerste lid wordt 7° aangevuld met de woorden “met inbegrip van de gedeclasseerde overtredingen”;
- 7° in het eerste lid wordt punt 8° vervangen door wat volgt:
 - “8° gedeclasseerde overtreding: iedere overtreding, met uitzondering van de in eerste categorie ingedeelde overtredingen, opgenomen in een lijst vastgesteld door de Regering krachtens artikel D.192, die uitsluitend het voorwerp kan uitmaken van administratieve sancties;
- 8° in het eerste lid, 9°, worden de woorden “van artikel D.185” vervangen door de woorden “van hoofdstuk III van Titel V”;

9° in het eerste lid, 9°, worden de woorden "bestemd om een einde te maken aan de overtreding" ingevoegd tussen de woorden "op grond van artikel D.201," en de woorden "bestaande uit het herstel van";

10° in het eerste lid, 9°, worden de woorden "of het verzachten van deze gevolgen" vervangen door de woorden "het verzachten van de gevolgen van de overtreding";

11° in het eerste lid, 10°, worden de woorden "het geheel van de veiligheidsmaatregelen" vervangen door de woorden "het geheel van de maatregelen bevolen door een burgemeester of een vaststellende beambte krachtens artikel D.169";

12° in het eerste lid wordt punt 11° vervangen door wat volgt:

"11° recidive: de staat waarin een persoon zich bevindt die, na eerder strafrechtelijk veroordeeld te zijn of een administratieve sanctie opgelegd te hebben gekregen voor een overtreding van één van de in artikel D.138 genoemde wetgevingen, een overtreding van dezelfde wetgeving pleegt binnen vijf jaar nadat de strafrechtelijke of administratieve veroordeling onherroepelijk is geworden of is uitgesproken;

13° in het eerste lid wordt punt 12° aangevuld met vier streepjes, luidend als volgt :

"- het wegnemen van de risico's van verontreiniging van de plaats waar de overtreding is gepleegd of waar de gevolgen van deze overtreding zich hebben voorgedaan;

- voor de overtredingen bedoeld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, de uitvoering van elke actie die de naleving van de verplichtingen voortvloeiend uit artikel 19 van datzelfde decreet mogelijk maakt;

- voor de overtredingen voorzien in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, alle handelingen met het oog op de reïntegratie van de inrichting in het milieu met het oog op de herbestemming ervan voor een functioneel gebruik of met het oog op het wegnemen van de risico's van verontreiniging veroorzaakt door de site die het voorwerp is geweest van de overtreding of die de gevolgen heeft ondergaan van deze overtreding;

- voor de overtredingen bedoeld in het Waalse Dierenwelzijnwetboek die het voorwerp kunnen uitmaken van een regularisatie: alle handelingen overwogen om de situatie waarop de overtredingen betrekking hebben in overeenstemming te brengen met de bepalingen van hetzelfde Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan";

14° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 15°, luidend als volgt:

"15° de technisch deskundige: eenieder die door een vaststellende beambte of een sanctionerend ambtenaar wordt vereist en die geacht wordt op grond van zijn kunst, opleiding, diploma of beroep in staat te zijn de aard en de omstandigheden van een mogelijk inbreukmakend feit te beoordelen en een vaststellende beambte of een sanctionerend ambtenaar daarover in te lichten bij de uitoefening van zijn taken uit hoofde van dit deel. " ;

15° het tweede lid wordt opgeheven ;

16° het artikel, bestaande uit één enkel lid zoals gewijzigd, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

" § 2. Onverminderd de bijzondere regels betreffende de berekening van de termijnen die rechtstreeks in een artikel zijn gesteld, vangen de in dit deel bedoelde termijnen aan op de dag na de datum van ontvangst van het stuk ten aanzien waarvan de termijn moet ingaan.

De vervaldatum wordt meegerekend. De vervaldag wordt echter naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte door te voeren een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Het verzonden stuk wordt geacht op een bepaalde datum te zijn ontvangen wanneer de datum van ontvangst ervan kan worden aangetoond en wanneer het stuk een van de volgende vormen heeft:

1° ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° elektronisch gedateerde en ondertekende e-mail, met ontvangstbevestiging;

3° verzending door particuliere ondernemingen tegen ontvangstbewijs;

4° de indiening van een akte tegen gedagtekend ontvangstbewijs;

5° elk ander door de Regering bepaald middel. " .

Art. 4. In artikel D.142 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "het toezicht," ingevoegd tussen de woorden "op uniforme wijze regelen van" en de woorden "het opsporen";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "Voor de aanneming ervan maakt de Regering de ontwerpstrategie aan het parlement voor presentatie en bespreking over." opgeheven;

3° in paragraaf 2, tweede lid, 1°, worden de woorden "het toezicht," ingevoegd tussen de woorden "mogelijke bijdrage levert aan" en de woorden "de opsporing";

4° in paragraaf 2, tweede lid, wordt 2° aangevuld met de woorden "met name in het kader van de strategie";

5° in paragraaf 2 wordt het vierde lid aangevuld met de punten 6° en 7° luidend als volgt:

"6° de ontwikkeling of bijwerking van een register van gewestelijke en gemeentelijke vaststellende beambten;

7° de uitvoering van een op het publiek gericht communicatieplan, in het bijzonder met betrekking tot de acties ter bestrijding van milieudelinqantie, de soorten sancties en de herstelmaatregelen. " ;

6° in paragraaf 2 wordt het zesde lid vervangen als volgt:

"Vóór zijn definitieve aanneming door de Regering wordt het ontwerp van de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid aan de volgende instellingen ter advies voorgelegd, die binnen minstens vijftienveertig dagen vanaf de datum van ontvangst van het volledig dossier betreffende de adviesaanvraag advies moeten uitbrengen aan:

1° de Beleidsgroep Leefmilieu en de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië);

2° het College van procureurs-generaal;

3° de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten) ;

4° de vertegenwoordigers van de federale en lokale politie;

5° de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn);

Het ontwerp van de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid en de ontvangen adviezen worden vervolgens ter bespreking voorgelegd aan het Parlement. "

Art. 5. In artikel D.143 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Met het oog op een gecoördineerde tenuitvoerlegging van het in artikel D.142 bedoelde repressieve milieubeleid vergadert de door de Regering aangewezen dienst of instelling minstens twee keer per jaar met :

1° de parketten van de verschillende rechtsgebieden van de hoven van beroep en rechterlijke arrondissementen;

2° de vertegenwoordigers van de federale en lokale politie;

3° de vertegenwoordigers van de "Union des Villes et Communes de Wallonie";

4° de personen aangewezen door de Regering. "

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de zin "De Regering sluit met de "Union des Villes et Communes de Wallonie" een samenwerkingsprotocol met het oog op de coördinatie van het repressieve beleid bedoeld in artikel D.142." vervangen door de zin "De Regering stelt met de "Union des Villes et Communes de Wallonie" een samenwerkingsprotocol op met het oog op de coördinatie van het repressieve beleid bedoeld in artikel D.142, en legt het vervolgens ter goedkeuring voor aan de gemeenten. "

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "met name" ingevoegd tussen de woorden "Dit protocol heeft" en de woorden "betrekking op de".

Art. 6. In artikel D.144 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de leden 2 tot met 5 vervangen als volgt:

"Het centraal bestand wordt ingesteld in de vorm van een elektronisch platform dat uitsluitend toegankelijk is voor de in paragraaf 2 bedoelde personen. In dit centraal bestand worden voor elke overtreder die na de vaststelling van de in dit deel bedoelde strafbare feiten wordt geïdentificeerd, de in lid 3 bedoelde verschillende handelingen, besluiten of documenten vastgesteld in het kader van de repressie van milieudelicten opgenomen. Met het oog op de vrijwaring van het onderzoeksproces kan de procureur des Konings op eigen initiatief of op verzoek van een beambte inhoud identificeren die ontoegankelijk is gemaakt voor andere dan de door hem bepaalde personen, overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden en voor de door de procureur des Konings bepaalde periode. Hetzelfde geldt voor de sanctionerend ambtenaar bij de uitoefening van administratieve actie. Met het oog op de vrijwaring van het onderzoeksproces kan de sanctionerend ambtenaar op eigen initiatief of op verzoek van een beambte inhoud identificeren die ontoegankelijk is gemaakt voor andere dan de door hem bepaalde personen, overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden en voor de door de procureur des Konings bepaalde periode.

Dit centraal bestand omvat:

1° de notulen en schriftelijke waarschuwingen die krachtens dit deel zijn ingesteld;

2° de veiligheids- en dwangmaatregelen tegen overtreders uit hoofde van hoofdstuk IV van titel III ;

3° de voorstellen tot onmiddellijke invordering die de sanctionerende ambtenaren overeenkomstig artikel D.174 aan de overtreders hebben gedaan, en de follow-up daarvan;

4° de herstelmaatregelen waarom de sanctionerende ambtenaren in het kader van een onmiddellijke invordering verzoeken;

5° de vermelding van de regularisatie van een overtredingssituatie na een waarschuwing of een opgelegde dwangmaatregel;

6° de beslissing van het Openbaar Ministerie bedoeld in artikel D.166;

7° de schikkingsvoorstellen die de Procureurs des Koning aan de overtreders hebben voorgelegd en de opvolging ervan;

8° de vonnissen en arresten van de hoven en rechtbanken die in kracht van gewijsde zijn gegaan;

9° de schikkingsvoorstellen die de sanctionerende ambtenaren aan de overtreders krachtens artikel D.173 hebben voorgelegd en de opvolging ervan;

10° beslissingen van sanctionerende ambtenaren die in kracht van gewijsde zijn gegaan;

11° de vermelding van de maatregelen genomen voor de uitvoering van de beslissingen uitgesproken ofwel door de hoven en rechtbanken, ofwel door een sanctionerend ambtenaar.

In afwijking van het derde lid, 1°, worden de definitief als onjuist beschouwde processen-verbaal door de verantwoordelijke voor de verwerking of diens gemachtigde uit het centrale bestand verwijderd, volgens de door de Regering vastgestelde procedures. De Regering stelt vast wat moet worden verstaan onder notulen die als onjuist worden beschouwd.

De vermelding van de overtredingen alsmede de desbetreffende punten worden automatisch gewist tien jaar na de dag volgend op het seponeren of na de dag waarop de beslissing van de hoven en rechtbanken of van een sanctionerend ambtenaar geacht wordt te zijn uitgevoerd. De Regering bepaalt de modaliteiten voor die schrapping. "

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "die de hoedanigheid hebben van officier van de gerechtelijke politie" vervangen door de woorden "die belast zijn met opdrachten van gerechtelijke politie";

3° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "politieambtenaren" vervangen door de woorden "elk lid van het operationeel kader van de federale en de lokale politie";

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld als volgt:

"De Regering kan het centrale bestand toegankelijk maken voor andere personen die zij aanwijst, mits zij administratieve ondersteuning verlenen aan personen die er rechtstreeks recht op hebben. In dat geval stelt zij de voorwaarden vast voor de toegang van deze personen."

5° tussen het eerste en het tweede lid wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Onverminderd het eerste lid kan eenieder, om een dier te mogen houden, aan het gemeentebestuur een uittreksel uit het centraal bestand vragen om aan te tonen dat hij niet onderworpen is aan een verbod op het houden van een dier of aan de intrekking van een vergunning om een dier te houden als bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek, bevolen door een rechter of een sanctionerend ambtenaar in overeenstemming met de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199. Dit uittreksel uit het centrale bestand, waarvan de inhoud en de draagwijdte door de Regering worden bepaald, heeft specifiek tot doel in te gaan op het verzoek van dierenwinkels, asielen en fokkers in het kader van artikel D.46 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek om de handelingsbekwaamheid van de persoon om een dier te houden te controleren overeenkomstig artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek." ;

6° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten";

7° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"In toepassing van paragraaf 2, 6°, bepaalt de Regering de voorwaarden voor de uitoefening van het recht op toegang tot de gegevens en van het recht om ze te corrigeren." ;

8° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel D.144 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt paragraaf 1 aangevuld met een laatst lid, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 5 wordt de vermelding van de overtredingen van vierde categorie alsmede de desbetreffende punten automatisch gewist drie jaar na de dag volgend op het seponeren of na de dag waarop de beslissing van de rechtbanken en hoven of van een sanctionerend ambtenaar geacht wordt te zijn uitgevoerd. Wanneer de vermelding van de overtredingen van vierde categorie, samen met de desbetreffende punten, samenvalt met de vermelding van een of meerdere overtredingen van een andere categorie, is lid 5 van toepassing.".

Art. 8. In artikel D.145 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, 2°, worden de termen "3°," opgeheven;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid aangevuld met een punt 5° luidend als volgt:

"5° de leden van het operationeel kader van de federale en lokale politie voor de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid, °, 2°, 3°, 5° en 11°";

3° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Het protocol bevat minstens de nadere regels betreffende:

1° de volgens de overeengekomen periodiciteit bijgewerkte mededeling van de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid;

2° de in acht te nemen bepalingen, met namen in termen van vertrouwelijkheid en inachtneming van Verordening (EG) 2016/79 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

3° de passende technische en organisatorische maatregelen om een aan de risico's aangepast beveiligingsniveau te waarborgen, waaronder met name de traceerbaarheid van de verrichte raadplegingen, de registratie van de identiteit van de gebruiker die toegang heeft verkregen tot het centrale bestand, de geraadpleegde gegevens, de wijze waarop deze gegevens zijn geraadpleegd, d.w.z. gelezen of gewijzigd, alsmede de datum en het tijdstip van de raadpleging;

4° de modaliteiten en procedures voor rechtzetting van de gegevens;

5° de verbintenis van de referentiebron om de dienst of de instelling aangewezen door de Regering de gegevens te verstrekken volgens de procedures en standaarden inzake techniek en informatica.".

Art. 9. In artikel D.146 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "politieambtenaren" vervangen door de woorden "andere personeelsleden belast met opdrachten van gerechtelijke politie en de leden van de federale en lokale politie";

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "als agent van de gerechtelijke politie" ingevoegd tussen de woorden "de gewestelijke vaststellende beambten" en de woorden "aan die belast zijn met";

3° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld als volgt:

"Deze vaststellende beambten hebben geen strafrechtelijke veroordeling voor een misdrijf of overtreding van de eerste of tweede categorie in de zin van dit deel opgelopen. » ;

4° in paragraaf 1 wordt het derde lid aangevuld met de woorden ", in voorkomend geval, gedifferentieerd volgens de specifieke taken van de vaststellende beambten." ;

5° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "die hulpofficier zijn van de procureur des Konings" vervangen door de woorden "die de hoedanigheid hebben van officier van de gerechtelijke politie en van officier van de gerechtelijke politie die hulpofficier zijn van de procureur des Konings";

6° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "De in het eerste lid bedoelde officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de Procureur des Konings," vervangen door de woorden "De overeenkomstig lid 1 aangewezen vaststellende beambten";

7° in paragraaf 4 worden de woorden "in de §§ 1 tot 3" vervangen door de woorden "in dit artikel".

Art. 10. In artikel D.148 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van de bevoegde rechtbank van hun administratieve standplaats" vervangen door de woorden "van de Minister(s) die functioneel bevoegd is (zijn) voor de toegewezen taken";

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "dat bewijskracht heeft" opgeheven;

3° in paragraaf 2, eerste lid, 1°, worden de woorden "bevoegd zijn" vervangen door de woorden "hun toezichthoudende taken overeenkomstig dit artikel kunnen uitoefenen".

Art. 11. In artikel D.149 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de term "6°" vervangen door de term "10°";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De hoofdgriffier maakt een afschrift van de machtiging en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg van die op het grondgebied van het Waalse Gewest bevoegd zijn." ;

3° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de term "6°" vervangen door de term "10°".

Art. 12. In hoofdstuk I van Titel II van Deel VIII van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het opschrift van afdeling 3 aangevuld met de woorden "en van de intercommunales".

Art. 13. In artikel D.152, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt de term "6°" vervangen door de term "10°".

Art. 14. In artikel D.155 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "die de hoedanigheid van krachtens artikel D.146, § 3, aangewezen officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de Procureur des Koning, hebben" vervangen door de woorden "die de hoedanigheid van krachtens artikel D.146, § 3, aangewezen officier van gerechtelijke politie hebben";

2° in paragraaf 2, tweede lid, 2°, worden de woorden "door een beambte die als politiedeskundige wordt geïdentificeerd en de volgende opdrachten heeft :" worden vervangen door de woorden "door een door de Regering aangewezen beambte die als politiedeskundige wordt geïdentificeerd en die met name de volgende opdrachten heeft:".

Art. 15. In artikel D.156 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de in artikel D.173 bedoelde schikking voor te stellen, de administratieve procedures in te leiden en" ingevoegd tussen de woorden "die gemachtigd worden om" en de woorden "de administratieve sancties op te leggen";

2° in paragraaf 1, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "en zij publiceert de lijst daarvan in het *Belgisch Staatsblad*. Deze sanctionerende ambtenaren zijn niet veroordeeld wegens een misdrijf, overtreding of misdrijf van de eerste of tweede categorie in de zin van dit deel en hebben een niveau waarvoor een postuniversitaire graad of een gelijkwaardig diploma vereist is of beschikken over een gelijkwaardige beroepservaring van vijf jaar." ;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De sanctionerende ambtenaren zijn onafhankelijk in de uitoefening van hun rechtsprekende bevoegdheden en ze beslissen zelfstandig en autonoom over de opportuniteit van administratieve procedures en eventuele toepasselijke sancties en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

Een sanctionerend ambtenaar mag geen bezoldigde functie van een Regering aanvaarden.

Bij de uitoefening van hun taken uit hoofde van dit deel mogen zij geen persoonlijke belangen of vooringenomenheid hebben en geen van de partijen bevoordelen. In dit verband mogen zij hun ambt niet uitoefenen ten aanzien van personen met wie zij tot in de derde graad of door huwelijk verwant zijn, noch mogen zij deelnemen aan een zaak waarin zij reeds eerder in een andere hoedanigheid zijn opgetreden of waarin zij een direct of indirect belang hebben.

De benoeming van een sanctionerend ambtenaar overeenkomstig paragraaf 1 geschiedt volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, na evaluatie van bekwaamheid en geschiktheid. Deze presentatie kan alleen met opgave van redenen worden geweigerd.

Ten minste vijftien dagen voor de toezending aan de Regering wordt de in lid 4 bedoelde presentatie openbaar gemaakt op de door de Regering bepaalde wijze.

Enmaals aangewezen overeenkomstig dit artikel, kan de sanctionerend ambtenaar slechts worden ontslagen bij een met redenen omklede beslissing van de Regering, en op voorwaarde dat hij een ernstige fout heeft begaan, dat hij blijvend arbeidsongeschikt is of dat hij zelf een verzoek tot de Regering heeft gericht. Bovendien kan hij alleen met zijn uitdrukkelijke en voorafgaande instemming aan interne of externe mobiliteit worden onderworpen.

De Regering voert een kader in om de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de gewestelijke sanctionerende ambtenaren te waarborgen, volgens de modaliteiten die zij vaststelt." ;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. In het kader van de bij dit deel opgedragen taken oefenen de sanctionerende ambtenaren een rechtsprekende functie uit en werken zij actief mee aan de rechtspraak in de zin van artikel D.11, 1°, van dit Wetboek.".

Art. 16. In artikel D.157 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "krachtens artikel D.197, § 3," ingevoegd tussen de woorden "feiten veroordeelt die" en de woorden "aan de basis van overtredingen liggen";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "uitgeoefend tijdens vijf jaar" ingevoegd na de woorden "die beschikt over een gelijkwaardige beroepservaring";

3° in paragraaf 1 wordt het tweede lid aangevuld als volgt:

"Hij heeft geen strafrechtelijke veroordeling voor een misdrijf of overtreding van de eerste of tweede categorie in de zin van dit deel opgelopen." ;

4° paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld als volgt: "uitgeoefend tijdens vijf jaar";

5° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "en maakt het voorwerp van een bekendmaking uit" ingevoegd na de woorden "ter informatie aan de Administratie overgemaakt".

Art. 17. In Deel VIII van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het opschrift van Titel III vervangen als volgt:

"Titel III. - Toezicht, controle, opsporing en vaststelling van de overtredingen en veiligheids- en dwangmaatregelen".

Art. 18. In artikel D.159 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Onverminderd de taken van de andere personeelsleden belast met opdrachten van gerechtelijke politie en de leden van de federale en lokale politie worden het toezicht en de controle van de naleving van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen en de vaststelling van de overtredingen door de vaststellende beambten gewaarborgd. ";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "bedoeld in de artikelen D.146 tot D.154" opgeheven.

Art. 19. Artikel D.161 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt aangevuld met volgend lid :

"Wanneer de in lid 2 bedoelde persoon weigert gevolg te geven aan de voorafgaande machtiging van de onderzoeksrechter, kan de officier de politie verzoeken de toegang tot de woning af te dwingen. De afwezigheid van de in lid 2 bedoelde persoon kan niet worden aangevoerd als beletsel voor de voorafgaande machtiging van de onderzoeksrechter. De beambte doet zo nodig een beroep op de diensten van een slotenmaker."

Art. 20. Artikel D.162 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt aangevuld met volgend lid :

"In toepassing van paragraaf 1, 11°, zijn de installatie en het gebruik van audiovisuele middelen in het Waalse Gewest in overeenstemming met de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's. "

Art. 21. In artikel D.164 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Als de waarschuwing schriftelijk wordt gericht, wordt ze schriftelijk bevestigd door de vaststellende beambte. De schriftelijke waarschuwing wordt de overtreder per aangetekende brief toegezonden binnen vijftien dagen na de dag van vaststelling van de feiten die aan de waarschuwing ten grondslag liggen. ";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met de twee volgende leden :

"Een overtreder kan niet worden gewaarschuwd voor feiten waarvoor al eerder een waarschuwing is gegeven.

Waarschuwingen kunnen, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten, in elektronische vorm worden afgegeven ".

Art. 22. In artikel D.165 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "met elektronische handtekening of door middel van een beveiligde drager, waardoor een handgeschreven handtekening in digitale vorm kan worden gebruikt" opgeheven;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "door een ambtenaar van de lokale politie" vervangen door de woorden "door elk lid van het operationeel kader van de federale en van de lokale politie".

Art. 23. In artikel D.166 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, wordt de eerste zin vervangen door de volgende :

"De beambte die een overtreding heeft vastgesteld, zendt een afschrift van het proces-verbaal bij aangetekend schrijven aan de overtreder: " ;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "kan de overtreding niet meer worden vervolgd op grond van de vaststelling uitgevoerd door de vaststellende beambte" vervangen door de woorden "verliest het proces-verbaal zijn bewijskracht als bedoeld in artikel D.165 en geldt het als loutere inlichting";

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"In de notulen wordt de datum van sluiting vermeld. " ;

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "Binnen dezelfde termijn als die bedoeld in paragraaf 1" vervangen door de woorden "Binnen vijf werkdagen na de zending aan de overtreder";

5° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "na de in het proces-verbaal vermelde datum van verzending" vervangen door de woorden "na de in het eerste lid bedoelde verzending";

6° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "Binnen dezelfde termijn zendt de vaststellende beambte, met inbegrip van de politieambtenaar, die" vervangen door de woorden "Binnen dezelfde termijn als die bedoeld in het eerste lid zendt de vaststellende ambtenaar, die";

7° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, wordt, in het Frans, het woord "quatre-vingt" vervangen door het woord "quatre-vingts";

8° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "het proces-verbaal" vervangen door de woorden "het origineel van het proces-verbaal";

9° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "lid 1" vervangen door de woorden "paragraaf 2";

10° in paragraaf 4, eerste lid, worden, in het Frans, de woorden "pourront être sanctionnés uniquement" vervangen door de woorden "pourront être uniquement sanctionnés";

11° in paragraaf 4 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 24. In Titel III van Deel VIII van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen als volgt:

“HOOFDSTUK IV. - Veiligheids- en dwangmaatregelen”.

Art. 25. Artikel D.169 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.169. § 1. Wanneer een proces-verbaal van een overtreding van de bepalingen bedoeld in artikel D.138 is opgesteld, kan de burgemeester, onverminderd de acties waarin genoemde bepalingen voorzien, op basis van het verslag van de vaststellende beambte:

1° bevel geven tot de volledige of gedeeltelijke opheffing van een exploitatie of een activiteit voor de duur die hij bepaalt;

2° de toestellen verzegelen en, desnoods, overgaan tot de onmiddellijke tijdelijke sluiting van de installatie voor de duur die hij bepaalt;

3° de overtreder verplichten tot de uitvoering van een interventieplan binnen de in zijn beslissing vastgestelde termijn en, in voorkomend geval, tot het stellen van een zekerheid aan de gemeente of het Gewest volgens een van de modaliteiten waarin de wetgeving inzake milieuvergunningen voorziet, teneinde de uitvoering van het interventieplan te waarborgen;

4° de overtreder verplichten een herstelplan in te dienen om de doelstellingen en een termijn te bereiken die in zijn beslissing zijn vastgesteld, en, in voorkomend geval, tot het stellen van een zekerheid aan de gemeente of het Gewest volgens een van de modaliteiten waarin de wetgeving inzake milieuvergunningen voorziet, teneinde de uitvoering van het interventieplan te waarborgen;

5° iedere andere nuttige maatregel of elk ander passend plan nemen om een einde te maken aan een dreiging of een hinder voor het leefmilieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, of voor het dierenwelzijn;

6° de voor het dier verantwoordelijke persoon de nodige maatregelen opleggen om het dier te beschermen of zijn welzijn te waarborgen;

7° de door de Regering aangewezen dienst of instelling informeren;

8° namens de houder van de verplichtingen aangewezen krachtens artikel 26 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, ambtshalve laten voorzien in de uitvoering van de opvolgingsmaatregelen voorgeschreven bij artikel 26, § 1, eerste lid, van datzelfde decreet.

De in het eerste lid, 3° tot 5°, voorgeschreven maatregelen kunnen maatregelen omvatten om de hinder voor de bevolking en het milieu te verzachten en weg te nemen, of maatregelen die een overgangsmaatregel vormen voor de voltooiing van het interventieplan of de invoering van een herstelplan.

De burgemeester brengt de overtreder op de hoogte van de beslissing genomen op grond van lid 1, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.141, § 2. Tegelijkertijd zendt de burgemeester een afschrift van deze beslissing aan de vaststellende beambte die het proces-verbaal heeft opgemaakt.

§ 2. Indien bij het verstrijken van een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van het in het eerste lid bedoelde verslag, door de burgemeester geen maatregelen zijn genomen of bevolen, kunnen de in artikel D.146 bedoelde vaststellende beambten, op dezelfde wijze als de burgemeester, de bevoegdheden uitoefenen die aan laatstgenoemde zijn toegekend. In dat geval stellen de burgemeester en de in artikel D.146 bedoelde vaststellende beambten elkaar in kennis van elk initiatief dat zij uit hoofde van dit artikel willen nemen.

In afwijking van lid 1 kunnen de in artikel D.146 bedoelde ambtenaren, wanneer het onmiddellijk dreigend gevaar zodanig is dat het geringste uitstel een gevaar voor het leefmilieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, of voor het dierenwelzijn veroorzaakt, onmiddellijk dezelfde voorrechten uitoefenen als de burgemeester, die zijn bevoegdheid behoudt. Hetzelfde geldt in geval van een overtreding van de artikelen D. D.135 tot en met D. D.163 van het Waalse Landbouwwetboek, die onomkeerbare schade kan veroorzaken, ook al is er geen gevaar voor het milieu, met inbegrip van de menselijke gezondheid.

In ieder geval brengen de burgemeester of de vaststellende beambten de overtreder op de hoogte van hun beslissing genomen door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.141, § 2. Tegelijkertijd houden de burgemeester en de vaststellende beambten elkaar op de hoogte van de genomen beslissing en zenden zij elkaar een afschrift van deze beslissing.

§ 3. De overeenkomstig paragraaf 1, lid 1, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven zodra de voor de exploitatie of activiteit vereiste administratieve vergunningen definitief door de bevoegde overheid zijn afgegeven of zodra de voor de exploitatie of activiteit vereiste verklaringen door de bevoegde overheid als conform en volledig zijn erkend.

§ 4. Indien de overtreder de krachtens de paragrafen 1 en 2 genomen of bevolen maatregelen niet binnen de gestelde termijn ten uitvoer legt of zich niet aan de voorwaarden houdt, kan de burgemeester of, bij gebreke daarvan, de door de Regering aangewezen persoon ambtshalve tot tenuitvoerlegging overgaan op kosten van de overtreder.

De in lid 1 bedoelde ambtshalve uitvoering kan bij beslissing van de Regering aan de SPAQuE worden opgedragen.

Naast de in de het eerste lid bedoelde ambtshalve uitvoering kan de door de Regering aangewezen persoon of de burgemeester de overtreder verplichten om ten gunste van het Gewest of, in voorkomend geval, van de gemeente een zekerheid te stellen volgens één van de modaliteiten bedoeld in de wetgeving betreffende de milieuvergunning om de tenuitvoerlegging ervan te waarborgen.

De door de Regering of de burgemeester aangewezen persoon verwittigt de persoon of personen die de zekerheid moet(en) stellen door elk middel dat overeenkomstig artikel D.141, § 2 een vaste datum verleent, met vermelding van het bedrag, de termijn en de wijze waarop de zekerheid kan worden gesteld.

Indien binnen acht dagen na het verstrijken van de overeenkomstig lid 4 gestelde termijn geen zekerheid gesteld wordt, laat de Regering of haar afgevaardigde een opdracht tot betaling binnen vierentwintig uur aan de overtreder betekenen, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het stellen van een zekerheid vormt geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de termijn van de opdracht tot betaling kan de door de Regering aangewezen persoon of de burgemeester laten overgaan tot een inbeslagneming, die uitgevoerd wordt op de wijze waarin het Gerechtelijk wetboek voorziet.

§ 5. De kosten gebonden aan de maatregelen genomen op basis van dit artikel zijn ten laste van de in de §§ 1 en 2 bedoelde overtreder.

Indien de in het eerste lid bedoelde kosten door het Waalse Gewest worden voorgeschoten, worden zij gevorderd van de overtreder. ”.

Art. 26. In artikel D.170 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “om redenen van dierenwelzijn, gezondheid of openbare veiligheid” ingevoegd tussen de woorden “onmiddellijk noodzakelijk is” en de woorden “, moet de vaststellende beambte of de burgemeester”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “kunnen te allen tijde in beslag worden genomen door een vaststellende beambte of door de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de dieren zich in het algemeen bevinden” vervangen door de woorden “worden overeenkomstig deze bepaling in beslag genomen”;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Met het oog op de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel D.104 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek, kan een administratieve inbeslagneming van dieren ook beslist worden door de personeelsleden en officieren van de gerechtelijke politie en door de leden van het operationeel kader van de federale en lokale politie, overeenkomstig dit artikel. In dit kader kunnen deze personeelsleden en officieren van de gerechtelijke politie en de leden van het operationeel kader van de federale en de lokale politie gebruik maken van artikel D.171.” ;

4° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Wanneer een burgemeester tot een inbeslagneming overgaat of laat overgaan overeenkomstig paragraaf 1, wordt een afschrift van de beslissing tot inbeslagneming binnen vijftien dagen toegezonden aan de bevoegde dienst die door de Regering wordt aangewezen op de door haar vastgestelde modaliteiten. Een afschrift van het proces-verbaal dat leidde tot de inbeslagneming is bij de zending gevoegd.

Lid 1 is van toepassing op administratieve inbeslagnemingen waartoe door de in de artikelen D.149 en D.152 bedoelde vaststellende beampten is besloten, en op administratieve inbeslagnemingen waartoe overeenkomstig lid 1, derde lid, is besloten. ” ;

5° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “De Regering of de burgemeester” vervangen door de woorden “De Regering stelt de procedure vast voor de administratieve inbeslagneming van dieren en”;

6° in paragraaf 3 wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen lid 2 en lid 3:

“In afwijking van lid 1 bepaalt de burgemeester overeenkomstig dit artikel de bestemming van de dieren waarvoor hij tot administratieve inbeslagneming heeft besloten. Een afschrift van de beslissing van bestemming wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling ervan toegezonden aan de door de Regering aangewezen bevoegde dienst, op de wijze die de Regering bepaalt.” ;

7° in paragraaf 4 wordt het woord “vaststellend” opgeheven;

8° in paragraaf 4 worden de woorden “binnen vijftien dagen na de inbeslagneming” ingevoegd tussen de woorden “richt de vaststellende beambte of de burgemeester” en de woorden “de volgende elementen aan de voor de in beslag”;

9° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden “na de datum van ontvangst door de Administratie van het in paragraaf 2 bedoelde rapport en de beslissing tot inbeslagneming” vervangen door de woorden “na de dag volgend op de beslissing tot inbeslagneming”;

10° in paragraaf 5 wordt het tweede lid opgeheven ;

11° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De Regering bepaalt in welke omstandigheden de in deze paragraaf bedoelde kosten kunnen worden voorgeschoten, en kan per categorie dieren een maximum vaststellen voor de huisvestingskosten die tijdens de inbeslagneming worden gemaakt. ».

Art. 27. In artikel D.171 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “voor de uitvoering van de dwangmaatregelen” vervangen door de woorden “voor de controle en het toezicht op de veiligheids- en dwangmaatregelen”;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt:

“Wanneer de in lid 2 bedoelde persoon weigert gevolg te geven aan de voorafgaande machtiging van de onderzoeksrechter, kan de officier de politie verzoeken de toegang tot de woning af te dwingen. De afwezigheid van de in lid 2 bedoelde persoon kan niet worden aangevoerd als beletsel voor de voorafgaande machtiging van de onderzoeksrechter. De beambte doet zo nodig een beroep op de diensten van een slotenmaker. ”.

Art. 28. In artikel D.172 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden “in artikel D.169” vervangen door de woorden “in artikel D.169, §§ 1 en 2”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“Op straffe van nietigheid wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de Regering ingediend binnen zestig dagen na de kennisgeving van deze beslissing. Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet. » ;

3° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“De Regering zendt haar beslissing binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de eerste dag volgend op de datum van ontvangst van het beroep. ” ;

4° in het vijfde lid worden de woorden “voor de indiening en de behandeling” ingevoegd tussen de woorden “bepaalt de modaliteiten” en de woorden “van het beroep”.

Art. 29. Het opschrift van Titel IV van Deel VIII van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Titel IV - Mogelijke methoden voor het uitdoven van de publieke of administratieve strafvordering”.

Art. 30. Artikel D.173 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. D.173. Mits het feit geen onmiddellijke schade aan anderen heeft toegebracht, kan de sanctionerend ambtenaar, wanneer de zaak hem voor een administratieve procedure wordt voorgelegd en voordat deze procedure wordt ingeleid, een schikking voorstellen voor een overtreding als bedoeld in een van de in artikel D.138 genoemde wetgevingen. De sanctionerend ambtenaar kan het herstel opleggen aan de overtreder.

De sanctionerend ambtenaar stelt de betalingsvoorwaarden vast en preciseert in tijd en ruimte de feiten waarvoor hij de betaling voorstelt. Deze termijn bedraagt ten minste vijftien dagen en ten hoogste drie maanden. De sanctionerend ambtenaar kan deze termijn verlengen indien bijzondere omstandigheden zulks rechtvaardigen, of verkorten indien de verdachte ermee instemt.

Indien de overtreding heeft geleid tot analyse- of expertisekosten, kan het vastgestelde bedrag worden verhoogd met het bedrag of een deel van het bedrag van deze kosten. Aan het in lid 1 bedoelde geldbedrag kunnen nog andere vervolgingskosten worden toegevoegd. Zij worden, zo nodig, in de tekst van de schikking gespecificeerd.

De verjaringstermijn voor administratieve maatregelen wordt geschorst zodra de sanctionerende ambtenaar deze voorstelt. De schorsing loopt tot de vaststelling van de niet-uitvoering of de laattijdige uitvoering van de schikking, met inbegrip van het herstel.

De betaling van de in lid 1 bedoelde som en, in voorkomend geval, de uitvoering van het herstel binnen de gestelde termijn maken een einde aan de administratieve procedure.

Het bedrag van de schikking mag niet hoger zijn dan de maximale administratieve geldboete waarin is voorzien bij de toepassing van artikel D.198, § 1, tweede lid.

De sanctionerend ambtenaar verzoekt de pleger van de overtreding die aanleiding geeft of kan geven tot confiscatie, de in beslag genomen voorwerpen of vermogensvoordelen binnen een door hem te stellen termijn af te geven of, indien zij niet in beslag zijn genomen, te overhandigen op een door hem te bepalen plaats".

Art. 31. Artikel D.174 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.174. § 1. Tijdens de vaststelling van één van de in § 4 bedoelde overtredingen kan een onmiddellijke inning door de vaststellende beambte aan de overtreder voorgesteld worden op voorwaarde dat de daad geen onmiddellijke schade aan anderen heeft toegebracht. Dit voorstel wordt geformuleerd in het proces-verbaal, waarvan overeenkomstig artikel D.166 een afschrift wordt toegezonden aan de overtreder.

Naast het voorstel tot onmiddellijke inning kan de vaststellende beambte herstel aan de overtreder opleggen. In dit geval kan hij maatregelen gelasten omvatten om de hinder voor de bevolking en het milieu te verzachten en weg te nemen, of maatregelen die een overgangsmaatregel vormen voor de voltooiing van het herstel.

§ 2. De aanvaarding van het voorstel tot onmiddellijke inning, met inbegrip van het herstel, geschiedt door betaling van het voorgeschreven bedrag overeenkomstig paragraaf 5, binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving van het afschrift van het proces-verbaal waarin dit voorstel is opgenomen.

De betaling bedoeld in lid 1 en, in voorkomend geval, de uitvoering van het herstel binnen de gestelde termijn maakt een einde aan:

1° de strafrechtelijke of administratieve vervolgingen tenzij de bevoegde Procureur des Konings binnen dertig dagen na de dag van de betaling aan de betrokkene in kennis stelt dat hij voornemens is de strafrechtelijke vervolgingen in te stellen;

2° de administratieve vervolgingen voor wat betreft een overtreding gedeclasseerd overeenkomstig artikel D.192, tenzij de sanctionerend ambtenaar de betrokkene binnen 30 dagen na de betaling in kennis stelt dat hij voornemens is administratieve vervolgingen in te stellen.

De in het eerste lid, 1° en 1°, bedoelde kennisgeving wordt bij aangetekend schrijven verricht. Ze wordt geacht gedaan te zijn op de eerstkomende kalenderdag na die van de indiening bij de post.

De overtreder kan de onmiddellijke invordering weigeren, met inbegrip van het herstel. In dat geval stelt hij de vaststellende beambte daarvan in kennis binnen vijftien werkdagen te rekenen vanaf de dag na de datum van kennisgeving van het afschrift van het proces-verbaal. Het overschrijden van deze termijn zonder dat de overtreder reageert of het uitblijven van betaling, zelfs gedeeltelijk, van de onmiddellijke inning binnen dezelfde termijn, wordt beschouwd als een weigering van het voorstel tot onmiddellijke inning.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 kan de vaststellende beambte in geval van een flagrante overtreding de onmiddellijke inning voorstellen, mits de daad geen onmiddellijke schade aan anderen heeft toegebracht.

Als de overtreder ermee instemt, wordt het overeenkomstig paragraaf 5 voorgeschreven bedrag onmiddellijk door de vaststellende beambte geïnd.

Wanneer de vaststellende beambte het herstel aan de overtreder oplegt, wordt dit herstel onmiddellijk uitgevoerd.

In het proces-verbaal, waarvan overeenkomstig artikel D.166 een afschrift aan de overtreder wordt gezonden, worden het voorstel en, in voorkomend geval, de aanvaarding en de betaling ervan vermeld.

Indien de overtreder de onmiddellijke betaling weigert, kan de vaststellende beambte bij de toezending van het afschrift van het proces-verbaal overeenkomstig paragraaf 1 opnieuw de onmiddellijke inning voorstellen. In dit geval is deze paragraaf 2 van toepassing.

§ 4. Een onmiddellijke inning kan overeenkomstig dit artikel worden voorgesteld voor de overtredingen van de derde en vierde categorie op grond van de in artikel D 138 bedoelde wetgevingen.

Naast de in lid 1 bedoelde gevallen kan ook een onmiddellijke inning worden voorgesteld voor de volgende overtredingen:

1° de verbranding van huisafval in de openlucht of in installaties die niet voldoen aan de wetgeving betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verbranding van droge natuurlijke afval afkomstig van bossen, velden en tuinen, zoals geregeld bij het Veldwetboek en het Boswetboek;

2° het achterlaten van afval, zoals verboden krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van gestorte afval die de waterlopen schade toebrengt;

3° het gebrek aan milieuvergunning of aan aangifte of de niet-naleving van de exploitatievoorwaarden overeenkomstig de wetgeving betreffende de milieuvergunning;

4° de overtredingen van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;

5° de overtredingen van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

6° de overtredingen bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek;

7° de overtredingen van het Waals Dierenwelzijnwetboek;

8° het niet-verkrijgen van de krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen vereiste erkenning of registratie, of het niet-naleven van deze erkenning of registratie;

9° het niet-naleven van Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen en van Verordening (EG) nr. 1418/2007 van de Commissie van 29 november 2007 betreffende de uitvoer, met het oog op terugwinning, van bepaalde in bijlage III of III A bij Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad genoemde afvalstoffen naar bepaalde landen waarop het OESO-besluit betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen niet van toepassing is;

10° de overtredingen van het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen;

11° de overtredingen van het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht.

12° de overtredingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

§ 5. De Regering bepaalt voor elke betrokken overtreding het bedrag van de onmiddellijke inning die overeenkomstig dit artikel kan worden voorgesteld, alsmede de wijze van inning. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan de maximumboete waarin artikel D.198, § 1, tweede lid, voor deze overtreding voorziet.

§ 6. Indien de uitoefening van de strafrechtelijke of administratieve vervolgingen, ondanks de betaling van de onmiddellijke inning, tot de veroordeling van de betrokkene leidt, wordt het geïnde of gedeponeerde bedrag in mindering gebracht op de aan de staat verschuldigde gerechtskosten en op de opgelegde geldboete, respectievelijk op de administratieve geldgeldboete. Het eventuele overschot wordt terugbetaald.

In geval van vrijspraak wordt de krachtens dit artikel geïnde of geconsigneerde som terugbetaald.

Art. 32. In artikel D.175 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het woord "schikking" vervangen door de woorden "onmiddellijke inning".

Art. 33. In artikel D.178 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, vierde lid, worden, in het Frans, de woorden "ou d'une amende" vervangen door de woorden "et d'une amende";

2° in paragraaf 2, zesde lid, wordt term "6°" vervangen door de term "10°";

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Bij gebreke van strafvervolgning van de overtreder kunnen de overtredingen van de tweede, derde en vierde categorie het voorwerp uitmaken van een schikking als bedoeld in artikel D.173 of van een administratieve procedure als bedoeld in titel VI van dit deel. "

Art. 34. In artikel D.179, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt punt 2° vervangen door de volgende zin : een moreel element waarbij de overtreding is gepleegd met het uitsluitende en voortdurende oogmerk winst te maken, of met het oogmerk het milieu opzettelijk te vernietigen".

Art. 35. In artikel D.180, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "vijftien".

Art. 36. In artikel D.181 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de woorden "dwingende maatregelen" vervangen door de woorden " dwingende en veiligheidsmaatregelen" en worden de woorden "bedoeld in de artikelen D.185 en D.201" vervangen door de woorden "bedoeld in hoofdstuk III van titel V en in artikel D.201".

Art. 37. Artikel D.183 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. D.183. Krachtens de wetgevingen bedoeld in artikel D.138 wordt een overtreding van tweede categorie begaan door:

1° degene die zich tegen de dwingende en veiligheidsmaatregelen bedoeld in artikel D.169 tot D172 verzet, ze overtreedt, niet in acht neemt of niet ten uitvoer legt ;

2° degene die zich tegen de opdrachten van de vaststellende beambten verzet of ze belemmert of die zonder wettige reden de bevelen niet uitvoert of naleeft ;

3° degene die zich tegen administratieve procedures verzet, deze belemmert of niet naleeft;

4° degene die zich verzet tegen de sancties of teruggavemaatregelen uitgesproken door de rechter krachtens hoofdstuk III van titel V, ze overtreedt, niet in acht neemt of niet uitvoert;

4° degene die zich verzet tegen de sancties of teruggavemaatregelen opgelegd door een sanctionerend ambtenaar krachtens dit Deel, behalve in geval van beroep krachtens de artikelen D.217 en D.218, ze overtreedt, niet in acht neemt of niet uitvoert;

Krachtens de wetgevingen bedoeld in artikel D.138 wordt een overtreding van tweede categorie begaan door elke persoon:

1° gemachtigde overeenkomstig artikel D.144 die de gegevens in het centraal bestand raadpleegt of gebruikt buiten de uitoefening van zijn opdrachten;

2° andere dan een overeenkomstig artikel D.144 gemachtigde persoon die toegang heeft tot of gebruik maakt van gegevens in het centraal bestand;

3° die gebruik maakt van inlichtingen verkregen door inzage in of het verkrijgen van een afschrift van een dossier, of door het eigenmachtig maken van een afschrift van de stukken van een dossier bij de raadpleging daarvan, met het oogmerk en gevolg het onderzoek of de administratieve procedure te belemmeren, dan wel inbreuk te maken op de persoonlijke levenssfeer, de fysieke of morele integriteit of de eigendom van een in het dossier genoemde persoon.

Onverminderd de artikelen 51 tot en met 53 van het Strafwetboek pleegt eenieder die poogt een strafbaar feit te plegen in de zin van een van de wetgevingen van artikel D.138, een overtreding. Deze overtreding wordt bestraft met de straf die is vastgesteld voor de categorie onmiddellijk onder die welke is vastgesteld voor de indeling van het strafbare feit zelf. Voor de poging tot een overtreding van de vierde categorie geldt een soortgelijke straf als voor de overtreding van de vierde categorie, waarvoor de maximumstraf met de helft is verlaagd. In voorkomend geval worden de administratieve sancties voor deze overtreding op dezelfde wijze vastgesteld.

Art. 38. In artikel D.184 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1^{er} wordt aangevuld met de twee volgende leden :

§ 9. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die de volgende bepalingen van Verordening van 18 december 2006 overtreedt:

- 1° artikel 6, § 4;
- 2° artikel 7, § 4;
- 3° artikel 9, § 2 ;
- 4° artikel 12, §§ 1 en 3;
- 5° artikel 17, § 1;
- 6° artikel 18, § 1;
- 7° artikel 22, §§ 1, 2 en 4;
- 8° artikel 24, § 2;
- 8° artikel 36, §§ 1 en 2;
- 10° artikel 41, § 4;
- 11° artikel 46, § 2;
- 12° artikel 49;
- 13° artikel 50, § 2;
- 14° artikel 61, §§ 1 en 3;
- 15° artikel 63, § 3;
- 16° artikel 66, § 1;
- 17° artikel 105.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen bedoeld in het eerste lid. » ;

2° paragraaf wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

§ 10. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die artikel 19 van Verordening (EU) nr. 517/204 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 842/2006, of van de krachtens bedoeld artikel aangenomen bepalingen overtreedt. » ;

3° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die de bepalingen van de volgende artikelen van Verordening (EU) nr. 2017/852 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende kwik, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1102/2008 of de overeenkomstig deze artikelen genomen bepalingen overtreedt.”;

4° de paragrafen 9, 10 en 11 worden opgeheven.

Art. 39. In titel V van deel VIII van het Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt:

« Hoofdstuk III. - Bijkomende maatregelen bij de straf die door de rechter kunnen worden uitgesproken, met inbegrip van de teruggavemaatregelen”.

Art. 40. Artikel D.185 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.185. § 1. Naast de straf kan de rechter, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de door de Regering aangewezen persoon, hetzij op verzoek van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is gepleegd, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij, op kosten van de overtreder, de volgende teruggavemaatregelen gelasten:

- 1° het herstel in de oorspronkelijke staat;
- 2° de uitvoering van de maatregelen om aan de overtreding een einde te maken;
- 3° de uitvoering van maatregelen ter bescherming van de bevolking of het milieu tegen de veroorzaakte hinder of maatregelen die erop gericht zijn de toegang tot de plaatsen van de overtreding te verhinderen;
- 4° de uitvoering van maatregelen die erop gericht zijn de veroorzaakte hinder en de gevolgen daarvan te beperken;
- 5° de uitvoering van inrichtingswerken die erop gericht zijn de situatie op een voorlopige manier op te lossen vóór het herstel;
- 6° de uitvoering van een studie om de geschikte veiligheids- of schadevergoedingsmaatregelen te bepalen;
- 7° het opnieuw uitzetten van vis.

Overeenkomstig het eerste lid, 2°, kunnen de maatregelen die erop gericht zijn de overtreding te laten beëindigen, met name bestaan in

1° de stillegging van elke exploitatie of deel van een exploitatie, gedurende de door de rechter bepaalde termijn, op de plaats waar de overtreding werd begaan;

2° de sluiting, voor een periode van één maand tot drie jaar, van de vestiging waar de overtreding is begaan.

De rechter kan de uitgesproken teruggavemaatregelen aanvullen met bijkomende of compenserende maatregelen in de zin van artikel D.94, eerste lid, 13° en 14°.

De rechten van de burgerlijke partij, die samen met de overheid of afzonderlijk van de overheid optreedt, beperken zich voor de rechtstreekse schadeloosstelling tot de door de bevoegde instantie gekozen maatregelen. Die bepaling belet elke betrokken burgerlijke partij niet om voor het gerecht schadevergoeding te vorderen.

Om de aard en de omvang van de teruggavemaatregel die hij voornemens is uit te spreken, te bepalen, kan de rechter eerst de door hem daartoe aangewezen derden horen.

In zijn beslissing stelt de rechter de termijn vast waarbinnen de teruggavemaatregelen door de dader moeten zijn voltooid.

§ 2. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk wetboek, kan de rechter, wanneer de plaats niet hersteld wordt of de werken niet uitgevoerd worden binnen de voorgeschreven termijn, bevelen dat de persoon aangewezen door de Regering of de burgemeester ambtshalve tot de uitvoering ervan zal kunnen overgaan.

De veroordeelde wordt gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de overheid die voor de ambtshalve uitvoering heeft gezorgd.

§ 3. Met het oog op de controle en het toezicht, kunnen de vaststellende beambten voor de uitvoering van de teruggavemaatregelen elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen binnentreden, behalve als het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen die beambten er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter of voor zover zij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming hebben van de persoon die het effectieve genot van de betrokken plaatsen geniet.”.

Art. 41. In artikel D.186 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “in voorkomend geval,” worden ingevoegd tussen de woorden “kan bevelen dat de veroordeelde,” en de woorden “op straffe van een dwangsom”;

2° het woord “acht” wordt vervangen door het woord “vijftien”;

3° de woorden “van de Regering” worden vervangen door de woorden “van het Waals Gewest of van de gemeente”.

Art. 42. In artikel D.187 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “de Regering of het gemeentecollege” vervangen door de woorden “de persoon aangewezen door de Regering of de burgemeester”;

2° in het tweede lid wordt het woord “ambtshalve” ingevoegd tussen de woorden “die voor de” en de woorden “uitvoering heeft gezorgd”;

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Tenzij zij een woonplaats vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet, heeft de persoon die door de overheid is aangewezen om de ambtshalve uitvoering uit te voeren, toegang tot de plaats om de beslissing uit te voeren. Zo nodig kan zij de politiediensten verzoeken bij de uitoefening van haar opdracht.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen die beambten er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter of voor zover zij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming hebben van de persoon die het effectieve genot van de betrokken plaatsen geniet.”.

Art. 43. In artikel D.188 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “of het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn ingesteld bij artikel D.100 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek” worden toegevoegd na de woorden “het bij artikel D.220 ingesteld Fonds voor de milieubescherming, afdeling “milieuwangedrag”;

2° de woorden “of het dierenwelzijn,” worden ingevoegd tussen de woorden “de gezondheid van de mens” en de woorden “gerichte schade te voorkomen”.

Art. 44. In artikel D.189 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

Naast de straf kan de rechter, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de door de Regering aangewezen persoon, hetzij op verzoek van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is gepleegd, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij, of het openbaar ministerie, de overtreder veroordelen, zo nodig onder oplegging van een dwangsom:

1° om een of meerdere dieren van een of meerdere soorten niet permanent of gedurende een periode van drie maanden tot vijftien jaar te houden;

2° om, permanent of voor een periode van drie maanden tot vijftien jaar, het aantal gehouden dieren of diersoorten te beperken ;

3° tot de intrekking van zijn vergunning voor het houden van een dier als bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek.”.

4° in paragraaf 1 wordt tussen het derde en het vierde lid volgend lid ingevoegd:

“Wanneer de veroordeling voor een overtreding van het Waalse Dierenwelzijnwetboek het gevolg is van een overtreding van de eerste categorie in de zin van artikel D.179, beveelt de rechter de intrekking van de vergunning tot bezit van een dier overeenkomstig dit artikel.

Art. 45. In artikel D.191 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de directeur-generaal van de Administratie en, in voorkomend geval, het gemeentecollege" vervangen door de woorden "de door de Regering aangewezen persoon en, in voorkomend geval, aan de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding werd gepleegd";

2° in paragraaf 1 worden de woorden "bedoeld in de artikelen D.185 en D.187" vervangen door de woorden "in een van de in artikel D.138 opgesomde wetgevingen";

3° in het tweede lid worden de woorden "ter kennis gebracht van de directeur-generaal van de Administratie en, in voorkomend geval, het gemeentecollege" vervangen door de woorden "systematisch ter kennis gebracht van de door de Regering aangewezen persoon en, in voorkomend geval, van de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding werd gepleegd".

Art. 46. In artikel D.192 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, worden de woorden "de vertegenwoordigers van de parketten van de verschillende rechtsgebieden van de hoven van beroep en de gerechtelijke arrondissementen" vervangen door de woorden "het College van de procureurs-generaal"

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° komt tussen in het kader van de gewoontelijke uitoefening van een activiteit;";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

De processen-verbaal die reeds ter kennis van de procureur des Konings zijn gebracht vóór de inwerkingtreding van een door de Regering overeenkomstig het eerste lid opgestelde lijst waarop de vastgestelde overtredingen zijn vermeld, worden verder behandeld op grond van de op de datum van kennisgeving geldende bepalingen.";

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

" § 3. "In afwijking van paragraaf 1 kunnen gedeclasseerde overtredingen strafrechtelijk worden bestraft en vervolgd indien zij zijn gepleegd als onderdeel van een reeks handelingen, waarvan sommige niet-gedeclasseerde overtredingen vormen, of indien dezelfde handeling zowel een gedeclasseerde als een niet-gedeclasseerde overtreding feit vormt."

Art. 47. In artikel D.194, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden ", met inbegrip van elk element aan de hand waarvan een persoon kan worden geïdentificeerd," ingevoegd tussen de woorden "alle nuttige inlichtingen, documenten, stukken of bewijsstuk laten overleggen" en de woorden "er een fotokopie of een ander afschrift van maken"

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een ingevoegd, luidend als volgt:

Voor de toepassing van het eerste lid, punt 4°, stelt de Regering de procedure vast voor het beheer en de toezending van in beslag genomen voorwerpen die in het bezit zijn van de griffiers der rechterlijke orde aan de bevoegde sanctionerend ambtenaar."

3° er wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De Regering kan de wijze van aanwijzing van de in het eerste lid, 5°, bedoelde technische deskundigen bepalen."

Art. 48. In artikel D.195 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 4° vervangen als volgt:

"4° dat de overtreder binnen dertig dagen na de dag van de in het eerste lid bedoelde kennisgeving zijn verweermiddelen schriftelijk kan indienen, door elk middel dat overeenkomstig artikel D.141, § 2, vaste datum verleent aan de verzending, en dat hij het recht heeft de sanctionerend ambtenaar te verzoeken bij die gelegenheid zijn verweer mondeling toe te lichten;" ;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Indien om een mondelinge toelichting op de verdediging wordt verzocht, bepaalt de sanctionerend ambtenaar op welke dag en op welk tijdstip de overtreder wordt uitgenodigd zijn of haar verdediging mondeling toe te lichten, alsmede welke modaliteiten van toepassing zijn. De sanctionerend ambtenaar kan voorstellen dat de mondelinge presentatie per videoconferentie geschiedt. De overtreder kan de videoconferentie weigeren."

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met de twee volgende leden :

"De Regering kan in door haar te bepalen uitzonderlijke omstandigheden voorzien in een uitsluitend schriftelijke procedure ter vervanging van de mondelinge presentatie van de verweermiddelen van de overtreder. Zij bepaalt op welke wijze de overtreder een adequate uitoefening van zijn rechten van de verdediging kan worden gegarandeerd.

2. Tegelijk met de toezending van het in lid 1 bedoelde brief stelt de sanctionerend ambtenaar, wanneer in het proces-verbaal om een teruggavemaatregel wordt verzocht, via het in artikel D.144 bedoelde centraal bestand de door de Regering aangewezen dienst of orgaan en, in voorkomend geval, de burgemeester van de gemeente waar de overtreding is gepleegd, in kennis van het inleiden van de administratieve procedure en kan hij hen verzoeken een voorstel tot herstel te doen."

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord « opleggen » vervangen door het woord « opleggen » ;

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « opleggen » vervangen door het woord « opleggen » ;

6° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Geen administratieve sanctie en geen bijkomende maatregel mag worden opgelegd meer dan twee jaar nadat de bevoegde sanctionerend ambtenaar het proces-verbaal in de vorm als bedoeld in artikel D.166 heeft ontvangen. Een teruggavemaatregel mag niet meer worden gelast dan drie jaar nadat de bevoegde sanctionerend ambtenaar het proces-verbaal in de in artikel D.166 bedoelde vorm heeft ontvangen."

7° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"In afwijking van lid 2 worden deze termijnen geschorst tijdens de in artikel D.202 bedoelde bemiddelingsprocedure en de in hoofdstuk III, afdeling 2, bedoelde burgerdienst, vanaf het voorstel van de sanctionerend ambtenaar om van deze procedure gebruik te maken tot de beslissing om deze procedure te beëindigen. Wanneer de sanctionerend ambtenaar de vaststellende beambten om aanvullende taken verzoekt of overeenkomstig artikel D.194, § 1, een beroep doet op een technisch deskundige, worden deze termijnen eveneens opgeschort voor de duur van deze interventies, die niet langer dan een jaar mogen duren. In dat geval stelt hij de overtreder in de in paragraaf 1 bedoelde mededeling in kennis van de schorsing van de procedure."

Art. 49. Artikel D.196 van hetzelfde wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt aangevuld met de woorden " en houdt in voorkomend geval rekening met het economische voordeel dat uit de gepleegde overtreding voortvloeit."

Art. 50. In artikel D.197 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "door een ambtenaar van de lokale politie" vervangen door de woorden "door een lid van het operationeel kader van de federale politie en van de lokale politie";

2° in paragraaf 3, eerste lid, 3°, wordt het woord "6°" vervangen door het woord "10°";

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Wanneer de gemeenteraad gebruik maakt van de toepassing van dit paragraaf, stelt hij de door de Regering aangewezen dienst of orgaan daarvan in kennis door teze volgens de door de Regering vastgestelde procedures een afschrift van het betrokken gemeentelijke reglement toe te zenden."

Art. 51. In artikel D.198 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 2° aangevuld met de woorden " , overeenkomstig afdeling 2 van dit hoofdstuk";

2° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "de beheerder van de betrokken inrichting" vervangen door de woorden "de overtreder";

3° 3° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden " , een nieuwe afwijking" ingevoegd tussen de woorden "een nieuwe registratie" en de woorden "of een nieuwe vergunning";

4° in paragraaf 2, wordt het derde lid aangevuld met de zin "In voorkomend geval vermeldt de sanctionerend ambtenaar dit in zijn beslissing en brengt hij de voor de afgifte van de betrokken akte verantwoordelijke overheid op de hoogte."

5° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden " , de globale vergunning" ingevoegd tussen de woorden "De milieuvergunning" en de woorden "en de verklaring";

6° in paragraaf 3, wordt het tweede lid aangevuld met de zin "Hij bepaalt tevens de modaliteiten van de inbeslagneming en de mogelijkheden van bestemming";

2° in paragraaf 5, eerste lid, 1°, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "tien";

8° in paragraaf 2, eerste lid, 2°, worden de woorden "gedurende een periode van één maand tot tien jaar" ingevoegd tussen de "gehouden kunnen worden" en het woord "beperken".

Art. 52. In artikel D.199, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "voor een overtreding" worden vervangen door de woorden "voor een overtreding van de tweede categorie";

2° de woorden "van het dier" worden vervangen door de woorden "van een of meer dieren of van een of meer soorten";

3° het woord "vijf" wordt vervangen door het woord "tien".

Art. 53. In artikel D.200 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "die is bekrachtigd" toegevoegd na de woorden "te rekenen vanaf de datum van de beslissing";

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "in kracht van gewijsde gegane" vervangen door de woorden "respectievelijk in kracht van gewijsde gegane of bekrachtigde" ;

3° in paragraaf 4, derde lid, 2°, worden de woorden « bij aangetekend schrijven of via elke andere door de Regering bepaalde modaliteit, waarbij vaste datum aan de zending wordt verleend » vervangen door de woorden « door elk middel dat overeenkomstig artikel D.141, § 2, vaste datum verleent aan de verzending » ;

4° in paragraaf 4, derde lid, 2°, worden de woorden "van het aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "bedoeld in het derde lid".

Art. 54. Artikel D.201 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

D. 201. Naast de administratieve sancties kan de sanctionerend ambtenaar, hetzij ambtshalve, op verzoek van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de door de Regering aangewezen persoon, hetzij op verzoek van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is gepleegd, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij, op kosten van de overtreder, de volgende teruggavemaatregelen gelasten:

1° het herstel in de oorspronkelijke staat;

2° de uitvoering van de maatregelen om aan de overtreding een einde te maken;

3° de uitvoering van maatregelen ter bescherming van de bevolking of het milieu tegen de veroorzaakte hinder of maatregelen die erop gericht zijn de toegang tot de plaatsen van de overtreding te verhinderen;

4° de uitvoering van maatregelen die erop gericht zijn de veroorzaakte hinder en de gevolgen daarvan te beperken;

5° de uitvoering van inrichtingswerken die erop gericht zijn de situatie op een voorlopige manier op te lossen vóór het herstel;

6° de uitvoering van een studie om de geschikte veiligheids- of schadevergoedingsmaatregelen te bepalen;

7° het opnieuw uitzetten van vis.

Overeenkomstig het eerste lid, 2°, kunnen de maatregelen die erop gericht zijn de overtreding te laten beëindigen, met name bestaan in:

1° de stillegging van iedere exploitatie of ieder deel van een exploitatie, gedurende een periode van één maand tot vijf jaar, op de plaats waar de overtreding werd begaan;

2° de sluiting, voor een periode van één maand tot drie jaar, van de vestiging waar de overtreding is begaan.

Om de aard en de omvang van de teruggavemaatregel die hij voornemens is uit te spreken, te bepalen, kan de sanctionerend ambtenaar eerst de door hem daartoe aangewezen derden horen.

De sanctionerend ambtenaar kan de uitgesproken teruggavemaatregelen aanvullen met bijkomende of compenserende maatregelen in de zin van artikel D.94, eerste lid, 13° en 14°.

In zijn beslissing stelt de sanctionerend ambtenaar de termijn vast waarbinnen de teruggavemaatregelen door de overtreder moeten zijn voltooid. ».

Art. 55. In artikel D.202 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 2, derde lid, wordt de zin "De sanctionerend ambtenaar kan de overtreder een bemiddelingsprocedure voorstellen" vervangen door de zin "De sanctionerend ambtenaar kan een beroep doen op een bemiddelingsprocedure";

2° in paragraaf 1, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen lid 2 en lid 3:

"Om deze bemiddelingsprocedure aan de overtreder voor te stellen, stelt de sanctionerend ambtenaar hem in kennis van zijn voornemen en deelt hij hem de contactgegevens mee van de bemiddelaar die hij voornemens is aan te wijzen. Tegelijkertijd brengt hij de betrokken bemiddelaar op de hoogte en geeft hij hem de contactgegevens van de overtreder en het volledige dossier betreffende de strafbare feiten. In dit geval legt de bemiddelaar de bemiddelingsprocedure uit aan de overtreder en verkrijgt hij zijn instemming met de uitvoering ervan;

3° in paragraaf 1 wordt het derde lid, dat het vierde lid is geworden, vervangen als volgt:

"De bemiddelaar stelt de sanctionerende ambtenaar binnen vijftien dagen na het voorstel van deze laatste in kennis van de instemming of de weigering van de overtreder om aan deze bemiddelingsprocedure deel te nemen. » ; Indien binnen deze termijn geen antwoord is ontvangen, wordt de overtreder geacht het voorstel te hebben geweigerd."

4° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Indien de overtreder instemt met het voorstel om een bemiddelingsprocedure te organiseren, neemt de sanctionerende ambtenaar hiervan akte in een beslissing die hij aan de overtreder en de bemiddelaar meedeelt. In voorkomend geval stelt de sanctionerende ambtenaar de doelstellingen vast die in de bemiddelingsprocedure met betrekking tot de teruggavemaatregel moeten worden bereikt. Binnen tien dagen na de beslissing stelt de sanctionerende ambtenaar alle andere bij de administratieve procedure betrokken partijen, met inbegrip van eventuele slachtoffers van de strafbare feiten, in kennis van de bemiddelingsprocedure.

Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures kunnen de door de Regering aangewezen dienst of orgaan en het gemeentecollege van de gemeente waar de overtreding is gepleegd, een persoon aanwijzen om hun belangen in de bemiddelingsprocedure te behartigen."

5° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "de personen die eventueel worden aangewezen overeenkomstig paragraaf 2" ingevoegd tussen de woorden "met de overtreder" en de woorden "en eventuele slachtoffers";

6° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "Na ondertekening" vervangen door de woorden "Na ondertekening van de overeenkomst";

7° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "stuurt de bemiddelaar het ter goedkeuring naar" vervangen door de woorden "stuurt de bemiddelaar ze ter goedkeuring naar" ;

8° in paragraaf 3, derde lid, wordt het woord "goedkeuring" vervangen door het woord "homologatie";

9° in paragraaf 3 wordt het vierde lid vervangen als volgt:

"Na ontvangst van de ondertekende overeenkomst onderzoekt de sanctionerend ambtenaar de wettigheid van de bemiddelingsprocedure en van de ondertekende overeenkomst. Indien hij weigert de overeenkomst te aanvaarden, kan de sanctionerende ambtenaar zijn opmerkingen richten tot de bemiddelaar, opdat de overeenkomst, in overleg met de verschillende partijen, dienovereenkomstig wordt gewijzigd, of kan hij besluiten de bemiddelingsprocedure overeenkomstig paragraaf 4 te beëindigen."

10° in paragraaf 3 wordt het vijfde lid vervangen als volgt:

"Wanneer de overeenkomst is gehomologeerd, mag de sanctionerend ambtenaar de betrokken overtreder geen andere in artikel D.198 bedoelde administratieve sanctie meer opleggen, behalve overeenkomstig lid 4 wanneer deze overeenkomst niet wordt nageleefd. De homologatie van de overeenkomst maakt een einde aan de bemiddelingsprocedure en aan de opdracht van de bemiddelaar."

11° in paragraaf 3, zesde lid, worden de woorden "de goedgekeurde overeenkomst" vervangen door de woorden "de gehomologeerde overeenkomst";

11° in paragraaf 3, zesde lid, worden de woorden "de overeenkomst" vervangen door de woorden "de overeenkomst";

13° in paragraaf 3, zesde lid, worden de woorden "de bemiddelaar of de door de Regering aangewezen dienst" vervangen door de woorden "sanctionerend ambtenaar" ;

14° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "Indien de overtreder het in § 1 bedoelde voorstel weigert of indien de bemiddelaar vaststelt dat de bemiddelingsprocedure is mislukt" vervangen door de woorden "Indien de overtreder het in § 1 bedoelde voorstel weigert of indien de bemiddelaar vaststelt dat de bemiddelingsprocedure is mislukt tijdens de bemiddeling of wanneer de sanctionerend ambtenaar weigert de ondertekende overeenkomst te homologeren of vaststelt dat de bemiddelingsprocedure is mislukt";

15° In paragraaf 4 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "en de opdracht van de bemiddelaar";

16° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "de bemiddelaar of de door de Regering aangewezen dienst" vervangen door de woorden "de sanctionerend ambtenaar"

17° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "de overeenkomst niet wordt nageleefd" vervangen door de woorden "de overeenkomst geheel of gedeeltelijk niet wordt nageleefd".

Art. 56. In artikel D.203 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Wanneer de veroordeelde instemt met het voorstel een gemeenschapsdienst te verrichten, neemt de sanctionerende ambtenaar hiervan akte in een beslissing en stelt hij binnen dertig dagen na deze beslissing, overeenkomstig paragraaf 2, de voorwaarden van deze gemeenschapsdienst vast, alsmede het orgaan dat toezicht houdt.";

2° in paragraaf 2, derde lid, wordt de zin "In dit geval bepaalt de Regering de modaliteiten en de organisatie van deze begeleiding." opgeheven ;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de modaliteiten en de organisatie van de begeleiding voor de gemeenschapsdienst".

Art. 57. Artikel D.204 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. D.204. § 1. De uitvoering van de gemeenschapsdienst wordt tijdens en aan het einde van de in artikel D.203, lid 2, bedoelde periode gecontroleerd door het krachtens artikel D.203 aangewezen begeleidingsorgaan of door de door de Regering aangewezen dienst. De Regering bepaalt de wijze waarop deze controle wordt uitgevoerd.

§ 2. Indien het begeleidingsorgaan of de door de regering aangewezen dienst vaststelt dat de overtreder de gemeenschapsdienst binnen de gestelde termijn op geldige wijze heeft verricht, deelt hij dit mee aan de sanctionerend ambtenaar, die dit in een beslissing vastlegt. De sanctionerend ambtenaar mag geen enkele andere in artikel D.198 voorziene administratieve sanctie meer opleggen.

Indien het begeleidingsorgaan of de door de Regering aangewezen dienst vaststelt dat de gemeenschapsdienst niet of niet volledig is uitgevoerd overeenkomstig de beslissing van de sanctionerend ambtenaar of dat hij niet binnen de gestelde termijn is uitgevoerd, meldt hij dit binnen 30 dagen na het verstrijken van de in het artikel D.203, § 2 bedoelde termijn aan de sanctionerend ambtenaar. In dat geval, onverminderd het derde lid, kan de sanctionerend ambtenaar een of meerdere van de in artikel D.198 bedoelde sancties opleggen.

Wanneer de gestelde termijn niet in acht is genomen en de overtreder een naar behoren gemotiveerde motivering geeft, kan de sanctionerend ambtenaar de in artikel D.203, § 2, bedoelde termijn met maximaal zes maanden verlengen.

§ 3. Het in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde verslag wordt verstrekt via het door de Regering vastgestelde passende formulier."

Art. 58. In artikel D.205 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "onverminderd artikel D.206, § 1, eerste lid," ingevoegd tussen de woorden "Indien hij het opportuun acht de vastgestelde feiten administratief te vervolgen," en de woorden "moet de sanctionerend ambtenaar";

2° in paragraaf 2, wordt de zin "degene die de hoede heeft over de minderjarige," vervangen door de zin "degene die erover de hoede heeft".

Art. 59. In artikel D.206 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de zin "de personen die de hoede hebben over de minderjarige," vervangen door de zin "de personen die erover de hoede hebben";

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "als bedoeld in deze afdeling" opgeheven ;

3° in paragraaf 1, wordt het eerste lid aangevuld met de zin "Tenzij in dit artikel anders is bepaald, is afdeling 2 van dit hoofdstuk van toepassing op de in deze afdeling bedoelde gemeenschapsdienst."

4° in paragraaf 2 worden de woorden "of in geval van gehele of gedeeltelijke niet-ervulling van de gemeenschapsdienst," ingevoegd tussen de woorden "of de personen die de minderjarige onder zijn bewaring hebben," en de woorden "kan de sanctionerend ambtenaar".

Art. 60. In artikel D.207 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° in het tweede lid, worden de woorden "bij aangetekende brief" vervangen door de woorden "bij aangetekend brief of via elke andere door de Regering bepaalde modaliteit, waarbij vaste datum aan de zending wordt verleend";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Na de in het tweede lid bedoelde opmerkingen te hebben ingewonnen of de minderjarige overtreder evenals zijn vader, moeder, voogd of personen die er de hoede over uitoefenen, te hebben ontmoet, en indien hij tevreden is over de educatieve maatregelen die door deze laatsten werden voorgesteld, kan de sanctionerend ambtenaar de zaak in dit stadium van de procedure afsluiten. Indien geen opmerkingen worden ontvangen of geen vergadering plaatsvindt, of indien de sanctionerend ambtenaar niet tevreden is met de voorgestelde educatieve maatregelen, kan hij of zij de in deze afdeling bedoelde administratieve procedure inleiden.”.

3° bedoeld artikel wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt:

“De sanctionerend ambtenaar kan, met instemming van de minderjarige overtreder en zijn vader en moeder, voogd of personen die er de hoede over hebben, de bemiddelaar bedoeld in artikel D.202, § 1, opdragen de ouderlijke betrokkenheidsprocedure in te leiden overeenkomstig dit artikel, voordat de bemiddelingsprocedure wordt opgestart. Aan het einde van de procedure stelt de bemiddelaar de sanctionerende ambtenaar in kennis van de conclusies van de procedure inzake ouderbetrokkenheid. De sanctionerend ambtenaar beslist dan overeenkomstig lid 3. ». Indien na deze ouderlijke betrokkenheidsprocedure een bemiddelingsprocedure als bedoeld in artikel D.205 wordt ingeleid, kunnen de minderjarige overtreder en zijn vader en moeder, voogd of personen die het gezag over hem uitoefenen, in voorkomend geval verzoeken dat de bemiddelaar die met de ouderlijke betrokkenheidsprocedure is belast, door een andere bemiddelaar wordt vervangen.

Art. 61. In artikel D.208, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

§ 2. Wanneer de sanctionerend ambtenaar beslist een minderjarige die op het tijdstip van de overtreding de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt, administratief te vervolgen, stelt hij de minderjarige, alsmede diens vader en moeder, voogden of de personen die er de hoede over uitoefenen, daarvan in kennis bij aangetekend schrijven of op een andere door de Regering vastgestelde wijze die een bepaalde datum aan de verzending verbindt. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de overtreder. De informatie omvat de in artikel D.195, § 1 bedoelde gegevens en vermeldt de procedure en de eventuele sancties die gelden voor minderjarigen van veertien jaar en ouder.”.

2° in het tweede lid worden de woorden “door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand” vervangen door de woorden “door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand wanneer de minderjarige niet door een advocaat wordt bijgestaan”;

3° het derde lid wordt vervangen als volgt:

Indien er een belangenconflict is, ziet de stafhouder erop toe dat de minderjarige bijgestaan wordt door een andere advocaat dan diegene op wie zijn vader en moeder, voogden of personen die er de hoede over uitoefenen of die een vorderingsrecht hebben. Zo nodig zal de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand een andere advocaat aanwijzen.”.

Art. 62. In artikel D.209 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De sanctionerend ambtenaar deelt zijn beslissing aan de overtreder mee per aangetekende brief of op iedere andere door de Regering vastgestelde wijze waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend. Deze beslissing wordt binnen de in artikel D.195, § 2, tweede lid, gestelde termijn toegezonden en vermeldt de beroepsmogelijkheden.”.

2° in het tweede lid worden de woorden “, onverminderd artikel D.201” opgeheven;

3° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Overeenkomstig de door de regering vastgestelde procedures zendt de sanctionerend ambtenaar, samen met een afschrift van zijn beslissing aan de overtreder, een afschrift van zijn beslissing aan:

1° de dienst of het orgaan aangewezen door de Regering wanneer de beslissing een maatregel tot teruggave als bedoeld in artikel D.201 uitspreekt of wanneer de beslissing is uitgevaardigd door een sanctionerend ambtenaar als bedoeld in artikel D.157 ;

2° de burgemeester wanneer, voor een strafbaar feit gepleegd op het grondgebied van zijn gemeente, de beslissing van de sanctionerend ambtenaar bedoeld in artikel D.156 betrekking heeft op overtredingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een gemeentelijk reglement overeenkomstig artikel D.197, § 3, of een maatregel van teruggave bedoeld in artikel D.201 uitspreekt.”.

4° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“De beslissing van de sanctionerend ambtenaar kan, volgens de door de Regering vastgestelde procedures, in elektronische vorm worden opgesteld.”.

5° bedoeld artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

De sanctionerend ambtenaar maakt een afschrift van zijn beslissing over aan elke belanghebbende partij die hem vooraf een geschreven en gemotiveerde aanvraag heeft toegestuurd.”.

Art. 63. In artikel D.211 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “acht” wordt vervangen door het woord “vijftien”;

2° de woorden “het gemeentecollege” worden vervangen door de woorden “de gemeente”.

Art. 64. Artikel D.212 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.212. De sanctionerend ambtenaar mag alleen een dwangsom opleggen indien de beslissing een maatregel tot teruggave overeenkomstig artikel D.201 oplegt. In dit geval wordt de dwangsom alleen opgelegd op verzoek van de persoon die is aangewezen door de Regering of het gemeentecollege van de gemeente waar de overtreding is begaan. Indien een van deze overheden niet optreedt overeenkomstig artikel D.201, kan de sanctionerend ambtenaar ambtshalve uitspraak doen.

De bepalingen van boek IV, deel IV, hoofdstuk XXIII, van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de dwangsom, zijn van toepassing.

De bepalingen van deel V van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot inbeslagneming en tenuitvoerlegging zijn ook van toepassing op de tenuitvoerlegging van de beslissing van de sanctionerend ambtenaar tot oplegging van een dwangsom.”.

Art. 65. In artikel D.213 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “overeenkomstig artikel D.201, eerste lid, 6°” worden ingevoegd tussen de woorden “om de passende veiligheids- of schadevergoedingsmaatregelen vast te stellen” en de woorden “, kan hij binnen 180 dagen”;

2° de woorden “eerste lid, 1°,” worden opgeheven.

Art. 66. In artikel D.214 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

Wanneer het in artikel D.201, eerste lid, 1°, bedoelde herstel in de oorspronkelijke staat niet binnen de door de sanctionerend ambtenaar voorgeschreven termijn wordt uitgevoerd, kan de persoon aangewezen door de Regering of de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding werd begaan ambtshalve in de uitvoering van het herstel in de oorspronkelijke staat voorzien.”.

2° in het tweede lid, worden de woorden “bedoeld in het eerste lid” ingevoegd tussen de woorden “De termijn” en de woorden “begint te lopen op de dag waarop”;

3° in het derde lid worden de woorden “Voor de uitvoering” vervangen door de woorden “Voor de controle en het toezicht op de uitvoering”;

4° in het vierde lid worden de woorden “voor zover hij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming heeft” vervangen door de woorden “voor zover zij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming hebben”.

Art. 67. In artikel D.215, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de woorden “, onverminderd artikel D.221,” ingevoegd tussen de woorden “door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar wordt” en de woorden “op het Fonds voor de milieubescherming, afdeling milieuwangedrag gestort”.

Art. 68. In artikel D.216, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de woorden “, onverminderd artikel D.221,” ingevoegd tussen de woorden “door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar opgelegde dwangsom wordt” en de woorden “bestemd voor het Fonds voor de milieubescherming, afdeling milieuwangedrag gestort”.

Art. 69. In artikel D.217 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Kunnen een beroep instellen binnen een termijn van zestig dagen op straffe van verval :

1° de overtreder tegen de hem betreffende beslissing van de sanctionerend ambtenaar, betekend overeenkomstig artikel D.209 ;

2° de persoon die door de Regering is aangewezen tegen de beslissingen van de sanctionerende ambtenaar, bedoeld in artikel D.157 ;

3° het gemeentecollege, voor een op zijn grondgebied gepleegde overtreding, tegen de beslissingen van de sanctionerend ambtenaar bedoeld in artikel D.156 die betrekking hebben op overtredingen die het voorwerp uitmaakten van een gemeentelijk reglement overeenkomstig artikel D.197, § 3, of die een maatregel van teruggave bedoeld in artikel D.201 uitspreken.”.

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De in lid 1 bedoelde periode begint te lopen vanaf:

1° de kennisgeving van de in artikel D.209 bedoelde kennisgeving;

2° of, bij gebrek aan beslissing, het vestrijken van de termijn bedoeld in artikel D.195, § 2, tweede lid, of in artikel D.213.”.

Art. 70. Artikel D.219 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.219. Op grond van een betalingsbevel dat verband houdt met een op grond van titel V, hoofdstuk III, gegeven beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, of met een beslissing waarbij een administratieve geldboete is opgelegd die in kracht van gewijsde is gegaan, of met een in beroep gegeven vonnis van de bevoegde rechtbank als bedoeld in de artikelen D.217 en D.218, en dat in kracht van gewijsde is gegaan, en met het oog op de invordering van de administratieve geldboetes, van de dwangsom, van de geldsom bedoeld in artikel D.188 en de kosten van het herstel in de oorspronkelijke staat en de krachtens de artikelen D.186 en D.211 verordende zekerheden, genieten het Waalse Gewest en de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan een algemeen bevoorrecht op alle goederen van de veroordeelde en kunnen zij alle goederen van de betrokkene die eraan onderworpen kunnen zijn en die zich op het grondgebied van het Waals Gewest bevinden, met een wettelijke hypotheek bezwaren.

Dat voorrecht neemt rang in onmiddellijk na de voorrechten die vermeld zijn in de artikelen 19 en 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van Koophandel.

De rangorde van de wettelijke hypotheek wordt bepaald door de datum van inschrijving die is toegekend na de betekening van het betalingsbevel.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de bevoegde overheid die de bevolen of genomen maatregelen uitvoert.”.

Art. 71. In artikel D.221 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de punten 1° en 2° vervangen door wat volgt:

“1° de geldsommen bedoeld in de artikelen D.173 en D.174 en in hoofdstuk III van Titel V, dwangssommen inbegrepen;

2° de opbrengst van de administratieve geldboeten en dwangssommen opgelegd krachtens Titel VI door de sanctionerende ambtenaar bedoeld in artikel D.156;”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. In afwijking van paragraaf 1, worden de volgende opbrengsten gestort:

1° aan het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten, de opbrengst van onmiddellijke invorderingen en gesloten transacties en de opbrengst van administratieve geldboeten opgelegd voor overtredingen bedoeld in de artikelen D.396, 1°, 2°, en 4° tot 8°, D.397, §§ 1 tot 3, en D.398, § 1, 1° tot 6°, en § 2, van het Waals Landbouwwetboek;

2° aan het Begrotingsfonds inzake de financiering van het Geïntegreerd Beheers- en Controlesysteem, de opbrengst van onmiddellijke invorderingen en gesloten transacties en de opbrengst van administratieve geldboeten opgelegd voor overtredingen bedoeld in artikel D.396, 3°, van het Waals Landbouwwetboek;

3° aan het Begrotingsfonds inzake het landbouwkundig grondbeleid, de opbrengst van onmiddellijke invorderingen en gesloten transacties en de opbrengst van administratieve geldboeten opgelegd voor overtredingen bedoeld in de artikelen D.397, § 4, en D.398, § 1, 7°, van het Waals Landbouwwetboek;

4° aan het Begrotingsfonds ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in Wallonië, de opbrengst van onmiddellijke invorderingen en gesloten transacties en de opbrengst van administratieve geldboeten opgelegd voor overtredingen bedoeld in het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

5° aan het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn, de opbrengst van de gesloten transacties en de opbrengst van de onmiddellijke invorderingen opgelegd voor overtredingen bedoeld in het Waals Wetboek voor Dierenwelzijn;

6° aan het Begrotingsfonds voor Biodiversiteit, de opbrengst van onmiddellijke invorderingen en gesloten transacties en de opbrengst van administratieve geldboeten opgelegd voor overtredingen bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of in artikel D.194, § 7. ».

Art. 72. In artikel D.222, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “de teruggavemaatregelen” vervangen door de woorden “de uitvoering van de teruggavemaatregelen”;

2° in het tweede lid van de Franse versie, wordt het woord “résultant” vervangen door het woord “résultants”.

Art. 73. In artikel 27 van het decreet van 6 mei 2019 betreffende milieudeliquentie wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

“De sanctionerende ambtenaren bedoeld in artikel D.139, 4°, van Boek I van het Milieuwetboek, in de versie vóór de wijziging voorzien bij dit decreet, alsook hun afgevaardigden aangewezen overeenkomstig artikel R.114 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek in zijn versie vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht te zijn aangewezen overeenkomstig dit decreet. ».

Art. 74. In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de punten 1°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7° opgeheven.

Art. 75. In artikel 29 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld door wat volgt:

“5° de artikelen D.399, tweede lid, en D.400 van het Waalse Landbouwwetboek. ».

Art. 76. In artikel 30, § 2, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld door wat volgt:

“4° artikel 29 treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

5° artikel 28 treedt in werking binnen tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*. ».

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 77. In artikel D.138 van Boek I van het Milieuwetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2019, wordt het eerste lid aangevuld met de punten 21° en 22°, luidend als volgt:

“21° het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

22° het decreet van 20 mei 2020 betreffende de toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik. ».

Art. 78. In artikel D.154, eerste lid, 4°, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, worden de woorden “van artikel D.163” vervangen door de woorden “van de artikelen D.163 en D.163bis”.

Art. 79. Artikel D.155*bis* van hetzelfde Boek, laatstelijk gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. D.155*bis*. § 1. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die de volgende bepalingen van Verordening (EG) 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende opheffing van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie (hierna “Verordening van 18 december 2006”) overtreedt:

- 1° artikel 5;
- 2° artikel 6, §§ 1 en 3;
- 3° artikel 7, § 1;
- 4° artikel 9, §§ 5 en 6;
- 5° artikel 14, §§ 1, 6 en 7;
- 6° artikel 37, §§ 4, 5, 6 en 7;
- 7° artikel 38, §§ 1, 3 en 4;
- 8° artikel 39, §§ 1 en 2;
- 9° artikel 40, § 4;
- 10° artikel 50, § 4;
- 11° artikel 56, §§ 1 en 2;
- 12° artikel 60, § 10;
- 13° artikel 67.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen van verordening van 18 december 2006.

Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die de volgende bepalingen van Verordening van 18 december 2006 overtreedt:

- 1° artikel 6, § 4;
- 2° artikel 7, § 2;
- 3° artikel 9, § 2;
- 4° artikel 12, §§ 2 en 3;
- 5° artikel 17, § 1;
- 6° artikel 18, § 1;
- 7° artikel 22, §§ 1, 2 en 4;
- 8° artikel 24, § 2;
- 9° artikel 36, §§ 1 en 2;
- 10° artikel 41, § 4;
- 11° artikel 46, § 2;
- 12° artikel 49;
- 13° artikel 50, § 2;
- 14° artikel 61, §§ 1 en 3;
- 15° artikel 63, § 3;
- 16° artikel 66, § 1;
- 17° artikel 105.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie de volgende bepalingen van Verordening (EU) nr. 517/204 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 842/2006 overtreedt:

- 1° artikel 3, §§ 2 tot 4;
- 2° artikel 4, §§ 1 tot 4;
- 3° artikel 5, § 1;
- 4° artikel 6, §§ 1 en 2;
- 5° artikel 8, §§ 1 tot 3;
- 6° artikel 10, § 3;
- 7° artikel 11, § 4;
- 8° artikel 13, §§ 1 en 2.

Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die artikel 19 van Verordening (EU) nr. 517/204 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 842/2006, of van de krachtens bedoeld artikel aangenomen bepalingen overtreedt.

§ 3. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die:

1° op onwettelijke wijze afvalstoffen overbrengt in de zin van artikel 2, 35), van Verordening 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, hierna "Verordening van 14 juni 2006" genoemd;

2° de artikelen 3, 4, 5, 9, § 6, 10 tot 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35, § 4, 36, § 1, 37, 38, 39, 40, 41, 42, §§ 3, c), en 4, 45, 46, 47, 48, en 49 van Verordening van 14 juni 2006 overtreedt.

§ 4. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die de bepalingen overtreedt van artikel 1 van, en de bijlage bij Verordening 1418/2007 van de Commissie van 29 november 2007 betreffende de uitvoer, met het oog op terugwinning, van bepaalde in bijlage III of III A bij Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad genoemde afvalstoffen naar bepaalde landen waarop het OESO-besluit betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen niet van toepassing is.

§ 5. Een overtreding van tweede categorie van Verordening 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen wordt begaan door:

1° degene die gereglementeerde stoffen produceert in overtreding van de verbodsbepalingen of de productiebeperkingen opgelegd bij of overeenkomstig de artikelen 4, 7, 8 en 11;

2° degene die gereglementeerde stoffen gebruikt in overtreding van de verbodsbepalingen of de productiebeperkingen opgelegd bij of overeenkomstig de artikelen 5, 7, 8, 11, 12 en 13;

3° degene die gereglementeerde stoffen recupereert of vernietigt in overtreding van de voorschriften opgelegd bij of overeenkomstig artikel 22;

4° elk bedrijf dat de preventieve maatregelen opgelegd bij of overeenkomstig artikel 23 miskent;

5° degene die artikel 17 overtreedt.

§ 6. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die de bepalingen van de volgende artikelen van Verordening (EU) nr. 2017/852 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende kwik, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1102/2008 of de overeenkomstig deze artikelen genomen bepalingen overtreedt:

1° artikel 3, §§ 1, 2 en 4;

2° artikel 4, §§ 1 en 4;

3° artikel 5;

4° artikel 7;

5° artikel 8, §§ 1 tot 3;

6° artikel 9, § 1;

7° artikel 10, §§ 4 tot 6;

8° artikel 11;

9° artikel 13, §§ 1 en 3.

Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die de bepalingen van de artikelen 12 en 14 van Verordening (EU) nr. 2017/852 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende kwik, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1102/2008 of de overeenkomstig deze artikelen genomen bepalingen overtreedt.

§ 7. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die artikel 4, §§ 1 tot 3, 5, 6 en 8, of artikel 7, §§ 1, 2 en 3 van Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie overtreedt.

§ 8. Een overtreding van tweede categorie van artikel 24 van Verordening nr. 1069/2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1774/2002 betreffende dierlijke bijproducten begaan door degene die:

1° een inrichting en/of installaties zonder erkenning exploiteert;

2° de voorschriften vermeld in zijn erkenning niet naleeft. ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in de wet van 28 februari 1882 op de jacht*

Art. 80. Artikel 25 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht, gewijzigd bij de decreten van 5 juni 2008 en 15 juli 2008, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 25. De overtredingen van deze wet zijn het voorwerp van hetzij strafvervolgingen, hetzij een schikking of administratieve vervolgingen, overeenkomstig de titels IV en VI van Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, tenzij het openbaar ministerie overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem krachtens de artikelen 216bis en 216ter van het Gerechtelijk wetboek toegewezen worden.

Voor de toepassing van dezelfde titels IV en VI van Deel VIII van het decreetgevend Deel van Boek I van het Milieuwetboek, worden de overtredingen op deze wet gelijkgesteld met overtredingen van vierde categorie, met uitzondering van de overtredingen op artikel 1^{quater}, 2, 2bis, 2ter, 3, 6, 12, 12bis of 12ter die gelijkgesteld worden met overtredingen van derde categorie. ».

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud*

Art. 81. Artikel 58ter van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, ingevoegd bij het decreet van 21 april 1994, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 58ter. De Regering kan de vaart met pleziervaartuigen alsmede het verkeer, het oversteken en de toegang van het publiek en van rij-, laad- of trekdieren tot de waterlopen verbieden, aan voorwaarden onderwerpen of aanmelden. Ze kan deze met name beperken tot bepaalde perioden van het jaar of afhankelijk stellen van het bestaan van een minimumwaterpeil in de door haar aangewezen waterlopen of delen van waterlopen

De Regering kan afwijkingen van de in het eerste lid 1 bedoelde regeling toestaan. Ze stelt de procedure en de voorwaarden voor het toestaan van afwijkingen vast, alsmede de procedure en de modaliteiten voor de kennisgevingen.

De Regering kan, met instemming van de eigenaars van de plaatsen, de plaatsen aanwijzen waar de inscheping, ontscheping en het afmeren van pleziervaartuigen, alsmede het vertrek en de aankomst van duikers, plaatsvinden. Zij stelt de procedure vast voor de aanwijzing van deze plaatsen. Ze kan tevens de regels vaststellen die van toepassing zijn op de voorwaarden voor de aanleg en het gebruik van deze plaatsen.

Een duiker wordt gedefinieerd als elke persoon die is uitgerust met een duikuitrusting van welke soort dan ook en die zich niet in een zwemzone bevindt. ».

Art. 82. In artikel 58*quinquies*, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 6 april 1995 en laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt de tweede zin vervangen door de zin:

«Overtredingen van deze reglementen en verordeningen worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek. ».

Art. 83. Artikel 63 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

«Art. 63. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van artikel Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de bepalingen van de artikelen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die :

1° in gebreke blijft met de betaling van de compenserende maatregel die is genomen in uitvoering van artikel 58*duodecies*;

2° een in het eerste lid bedoelde overtreding pleegt wanneer aan een van de volgende voorwaarden is voldaan:

- de overtreding is begaan tegen een beschermde soort, ook al was de overtreder vooraf op de hoogte gesteld van de aanwezigheid van de soort en is het overtredende gedrag in strijd met de in de kennisgeving vervatte aanbevelingen;

- de overtreding is uit winstbejag gepleegd tegen een beschermde soort ;

- de overtreding in bende of in vereniging is begaan.

Er wordt een overtreding van vierde categorie begaan door degene die een verordening of bevel uit hoofde van artikel 58*quinquies*, overtreedt. ».

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging in het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek*

Art. 84. Artikel 108 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt :

«Art. 108. De overtredingen van deze Wetboek zijn het voorwerp van hetzij strafvervolgingen, hetzij een schikking of administratieve vervolgingen, overeenkomstig de titels IV en VI van Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, tenzij het openbaar ministerie overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem krachtens de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Wetboek van Strafvordering toegewezen worden.

Voor de toepassing van diezelfde titels IV en VI van Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, worden de overtredingen op deze wet gelijkgesteld met overtredingen van vierde categorie, met uitzondering van de overtredingen bedoeld in de artikelen:

1° 103 en 104 die worden gelijkgesteld met overtredingen van derde categorie;

2° 105 en 106 die worden gelijkgesteld met overtredingen van tweede categorie. ».

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen in het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 85. In artikel D.408, § 1, eerste lid, 6°, van het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt *f*) worden de woorden "zonder te voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden of" ingevoegd tussen de woorden "waterloop leegt" en de woorden "zonder de instructies";

2° in punt *g*) worden de woorden "zonder te voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden of" ingevoegd tussen de woorden "waterloop leegt" en de woorden "zonder de instructies";

3° in punt *h*) worden de woorden "zonder te voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden of" ingevoegd tussen de woorden "waterloop leegt" en de woorden "zonder de instructies".

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen in het Waals Landbouwwetboek*

Art. 86. In artikel D.26, eerste lid, van het Waals Landbouwwetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt punt 5° vervangen door wat volgt:

"5° de bedragen bedoeld in artikel D.221, § 2, 2°, van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;".

Art. 87. In artikel D.193, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 4° vervangen door wat volgt:

"4° de bedragen bedoeld in artikel D.221, § 2, 1°, van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;".

Art. 88. In artikel D.361, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt punt 4° vervangen door wat volgt:

"4° de bedragen bedoeld in artikel D.221, § 2, 3°, van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;".

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen in het Waalse Dierenwelzijnwetboek*

Art. 89. In artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek, wordt paragraaf 1 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Regering stelt een rehabilitatieproces in met het oog op het herstel van de houder van een vergunning om een dier te houden dat overeenkomstig lid 2 is ingetrokken. De Regering bepaalt de procedure en de voorwaarden ervan.".

Art. 90. Artikel D.46 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

“§ 4. Het is verboden om het in de handel brengen, de schenking of de adoptie van een dier te verzoeken wanneer de betrokken persoon het voorwerp heeft uitgemaakt van een intrekking van de vergunning tot het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 of van het verbod tot het houden van een dier door een rechter of een sanctionerende ambtenaar overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5 en D.199, van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek. Daartoe verzoeken de winkels, dierenasielen en kwekerijen van gezelschapsdieren, teneinde de rechtsbevoegdheid van een persoon om een dier te houden te verifiëren, elke persoon die zich aanbiedt met het oog op het houden van een dier, om een uittreksel uit het centrale bestand dat minder dan dertig dagen geleden afgegeven is overeenkomstig artikel D.144, § 2, tweede lid, van het decreetale deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Voor de toepassing van het eerste lid, houden winkels, dierenasielen en kwekerijen van gezelschapsdieren een register bij waarin zij, binnen 24 uur, elke overdracht van een gezelschapsdier in hun inrichting registreren, met vermelding van de referentie van het uittreksel uit het centrale bestand dat ter gelegenheid van de overdracht overeenkomstig het eerste lid is opgesteld. Als bijlage bij dit register bewaren ze deze uittreksels uit het centrale bestand. Het register staat te allen tijde ter beschikking van de toezichthoudende autoriteiten en de gegevens worden gedurende vijf jaar bewaard, te rekenen vanaf de datum van overdracht. Na afloop van die termijn, worden deze uittreksels uit het centrale bestand vernietigd. De Regering kan de modaliteiten voor het houden en bewaren van dit register aanvullen. ».

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen in het decreet van 2 mei 2019
betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten*

Art. 91. In het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten, wordt een hoofdstuk ingevoegd, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK XIV/1. – Overtredingen en straffen

Art. 92. In Hoofdstuk XIV/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 91, wordt een artikel 29*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 29*bis*. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die de artikelen 7, 31 en 32 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en het beheer van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten overtreedt of degene die de bepalingen van de artikelen 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 25 en 37, van dit decreet of van de besluiten genomen bij toepassing van deze artikelen overtreedt.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van Deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die de artikelen van dit decreet die niet bedoeld zijn bij het eerste lid of de uitvoeringsbesluiten die niet bedoeld zijn bij het eerste lid overtreedt. ».

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepaling*

Art. 93. Dit decreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 1 tot 76, 80, 83, 84 en 86 tot 90 in werking op dezelfde datum als artikel 1 van het decreet van 6 mei 2019 betreffende milieudelictie, overeenkomstig artikel 30 van hetzelfde decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2021-2022:*

Stukken van het Waals Parlement, 680 (2021-2022) Nrs 1, 1*bis* tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 november 2021.

Bespreking.

Stemming.